

**LE PROJET MODIFIANT
LE MODE DE SCRUTIN
AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL
DES MINISTRES**

Les cas de Marseille et de Paris
seront traités ultérieurement

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Sénégal, 200 F ; Espagne, 80 pes. ; É.-U., 48 c. ;
Arabie, 50 r. ; Liban, 0,500 l. ; Israël, 70 s. ;
Italie, 1 000 L. ; Luxembourg, 27 F. ;
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
50 esc. ; Suède, 200 F S. ; Suisse, 5,00 fr. ;
Soudan, 1,00 L. ; É.-U., 95 cents ; Thaïlande, 36 B.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris n° 634572
C.C.P. 6207 - 22 PARIS

Tél. : 244-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vers un bonapartisme islamique en Iran ?

C'est à l'unanimité des voix que le Conseil de sécurité a adopté mardi soir 12 juillet une résolution invitant l'Irak et l'Iran à observer un cessez-le-feu et à retirer leurs troupes respectives, ou ce qu'il en reste, « jusqu'aux frontières internationales reconnues ». Le premier ministre iranien a aussitôt rejeté cet appel ajoutant : « même si le Conseil de sécurité adopte dix autres résolutions comme celle-ci nous continuerons à réclamer nos droits légitimes ».

Le gouvernement de Bagdad, qui avait annoncé le 20 juin l'arrêt unilatéral des hostilités et l'évacuation de ses troupes dans un délai de dix jours, s'est tout naturellement rallié à la décision du Conseil, dont le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, a eu beau jeu de rappeler que le Conseil s'était abstenu, en septembre 1980, de condamner l'agression irakienne. Et qu'il n'avait pas jugé utile de demander un cessez-le-feu ou le retrait des armées pendant les vingt et un mois qu'a duré l'occupation du territoire iranien par les troupes du président Saddam Hussein, qui ne se cachait pas de vouloir renverser le régime khéméniste.

Le Conseil de sécurité n'a manifestement pas joué en l'occurrence le rôle qui lui revenait. Il n'en reste pas moins que M. Velayati se sert en travers de la légalité internationale et tente de justifier à l'avance un acte identique à celui qu'il reproche à M. Saddam Hussein. Il a laissé entendre que les forces islamiques envahiraient sous peu le territoire irakien « pour aider le peuple irakien à se libérer du régime baasiste ». L'argument n'est pas plus soutenable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a deux ans quand Bagdad prétendait débarrasser les Iraniens de la dictature des mollahs. Si la communauté internationale avait manifesté quelque complaisance à l'égard de l'Irak, elle est beaucoup moins disposée aujourd'hui, surtout après l'invasion du Liban, à laisser les États du Proche-Orient s'ériger en justiciers au risque de mettre en péril la paix régionale.

Abstraction faite de considérations juridiques, il paraît évident que les dirigeants de Téhéran brandissent un gros risque s'ils devaient comme le donne à penser le style de leur réplique au Conseil de sécurité, mettre leur menace à exécution. Quels que soient les sentiments qu'ils nourrissent à l'égard de leur gouvernement, la plupart des Iraniens n'appréhenderaient guère qu'une armée étrangère vienne les « libérer ». Un surcroît nationaliste, analogue à celui qui a animé les Iraniens après l'invasion irakienne, pourrait consolider le régime de M. Saddam Hussein. D'une manière plus générale, les Arabes, compris ceux qui sympathisent avec la révolution khéméniste, seront sans doute tentés de voir dans l'équipée militaire de Téhéran une manifestation de l'impérialisme persan, ou pour le moins une ingérence inadmissible dans les affaires d'un pays voisin.

Enfin, il faut voir comment les Arabes, de droite ou de gauche, qui donnent la priorité à la lutte contre l'occupant sioniste, réagiraient à une entreprise aussi évidente de « front » arabe contre Israël.

Toute armée victorieuse est tentée de poursuivre ses conquêtes. Si celle d'Iran devait ne pas faire exception, un bonapartisme islamique pourrait bien se substituer rapidement à la révolution khéméniste.

Les rapports franco-israéliens continuent de se dégrader

Le problème cessez-le-feu depuis l'invasion du Liban, décliné dimanche soir après une journée de duels d'artillerie particulièrement violents, était observé ce mardi 13 juillet en fin de nuit. Trois soldats israéliens ont été tués, deux blessés, dans la nuit d'un accrochage à l'arme légère avec des soldats syriens à l'est de Beyrouth.

Israël ne cesse cependant de manifester son impatience devant la lenteur des négociations engagées pour parvenir à un accord sur l'évacuation des Palestiniens réfugiés dans la capitale libanaise. « Le temps presse », a déclaré lundi le ministre de la défense, M. Sharon, ajoutant que les forces israéliennes seraient « au bout » d'obliger les libanais à partir.

Un homme arabe conquis en Liban pourrait se tenir jeudi en Tunisie à l'initiative du président Bourguiba. Dix pays et l'O.L.P. ont accepté d'y participer. A Taïef, l'Arabie Saoudite et ses cinq alliés du Conseil de coopération du Golfe ont demandé ce mardi aux États-Unis et aux quatre membres permanents du Conseil de sécurité d'imposer des sanctions économiques à Israël.

L'évolution de la crise libanaise accentue la dégradation des relations franco-israéliennes, comme le rapporte notre correspondant à Jérusalem.

M. Mitterrand n'est plus un « ami »

De notre correspondant

Jérusalem. — L'allusion à Omdur et à la destruction virtuelle de celle-ci provoque à Jérusalem marquant la fin d'une époque dans les relations franco-israéliennes. On en est d'autant plus convaincu, en Israël, que cette fois, M. Mitterrand lui-même est mis en cause.

La victoire de ce dernier, en mai 1981, avait apporté aux Israéliens un espoir qui était à la mesure de leur isolement et des difficultés rencontrées pendant de longues années avec le président de la République, M. Mitterrand, plus particulièrement durant le septennat de M. Giscard d'Estaing. Ces espoirs s'étaient attachés à la personne même du nouveau président de la République. Rarement le titre d'« ami d'Israël » avait eu autant de signification. On mettait en valeur le profond attachement qu'avait depuis toujours M. Mitterrand pour l'État et le peuple juifs. On a vite constaté que l'attitude de Paris envers Israël était restée inchangée. On a noté que M. Mitterrand, peu après son élection, avait tempéré les réactions françaises au raid israélien sur le centre nucléaire irakien de Tammuz et au bombardement de Beyrouth, en juin et en juillet 1981, et que la France inclinait à la modération au sein de l'Europe des Dix. On a vivement apprécié

que, même après l'annexion du Golan, M. Mitterrand maintenait ses promesses et, malgré quelques hésitations, fasse le voyage de Jérusalem, tant cette visite était importante. On en avait presque que son plaidoyer devant la Knesset pour un État palestinien.

Mais déjà certains Israéliens devaient les embarras et les contradictions que devait éprouver M. Mitterrand car celui-ci pouvait se rendre compte qu'il n'y avait guère d'entente possible avec M. Begin, ce dernier ne voyant manifestement aucun intérêt à dans la politique « équilibrée » du président français entre Israël et le monde arabe ni dans le rôle que la France entendait jouer au Proche-Orient.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Le quarantième anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv'

(Lire page 8 les témoignages recueillis par CHRISTIAN COLOMBANI)

Une nation et sa fête

par ANDRÉ FONTAINE

La France aurait pu choisir, pour se consacrer à cette fête, l'anniversaire de sa naissance, au lieu de se consacrer à l'anniversaire d'un événement d'une de ses nombreuses Républiques. Mais son gouvernement, en l'an de grâce 1980, a décidé que ce serait le 14 juillet. Cette date est si ancrée dans la conscience populaire que personne n'oserait remettre en question. Au-delà de l'événement, somme toute mineur, qu'il commémore — la prise d'assaut d'une prison presque vide — le 14 juillet est devenu une fête nationale

au sens propre du terme, c'est-à-dire la fête d'un régime mais d'une nation soudain réveillée elle-même. D'où son côté bon enfant, que mieux que quiconque a chanté René Clair, la gaité de ses bals de carrefour et la foule qui se masse au passage de son armée. Le pouvoir actuel est resté fidèle à l'esprit de cette commémoration en l'inscrivant, cette année, dans la tradition de la fête de la fédération qui, le 14 juillet 1980, célébra au Champ

de Mars l'éphémère union de la nation et de son roi.

La nation, bien sûr, n'est pas « née » par miracle un beau jour de 1789. Elle est avant tout le fruit d'une volonté : celle d'une dynastie acharnée à poursuivre, par la guerre, l'argent, les mariages ou la ruse, l'œuvre de l'unité d'une France que la diversité de ses ethnies et de ses climats ne prédisposait pas nécessairement à s'assembler. Mais les Capétiens ne seraient pas arrivés à leurs fins si le peuple, des Bouvines, n'avait pas ratifié leur dessin. Si Jeanne d'Arc, en rassemblant les troupes du glaive, n'avait pas réveillé le sentiment patriotique. Si catholiques et protestants ne s'étaient pas trouvés d'accord avec Henri IV pour surmonter la guerre civile.

Trop souvent, cependant, le roi, parce qu'il était son bon plaisir, parce qu'il était lui-même l'État, avait signifié à la nation qu'elle n'avait qu'à se taire et à obéir, au point que le mot même de nation, à l'époque de Louis XIV, était pratiquement ignoré. Or ce que la nation vient de découvrir, en juillet 1980, c'est, selon la fière réponse de Baffly, le futur maire de la capitale, à Louis XVI, que les jours plus tard devant les États généraux, que l'assemblée, elle n'a pas à recevoir d'ordres. En acceptant, la Bastille tombée, de porter la « cocarde » tricolore, où le blanc des Bourbons se colle au rouge et au bleu de la ville de Paris, bastion séculaire de la résistance à l'arbitraire du pouvoir central, le fils de Saint Louis prend en quelque sorte acte de l'existence de la nation et du droit de celle-ci à dire son mot.

(Lire la suite page 2.)

Page 8

UNE POLITIQUE NAVALE

POUR L'AN 2000

par JACQUES ISNARD

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

Librairie

M. Mauroy compte sur toutes les catégories sociales pour soutenir sa politique des prix et des revenus

L'Assemblée nationale a répondu, lundi 12 juillet, en fin de journée, la motion de censure que l'opposition avait déposée, en deuxième comme en première lecture, contre le projet de loi portant blocage des prix et des revenus.

M. Pierre Mauroy, qui a donné l'impression de vouloir faire du succès de ce projet et de cette politique son affaire personnelle, a confirmé son désir d'obtenir le concours de toutes les catégories sociales et il a déclaré : « Pour gagner la bataille de l'inflation nous devons, au-delà de la période de blocage, pro-

longer notre effort pendant dix-huit mois. Le premier ministre aura l'occasion de préciser une nouvelle fois sa position devant les partenaires sociaux (organisations patronales et syndicales), qu'il réunit jeudi 15 juillet à l'hôtel Matignon. Il sait qu'il aura à faire face à un mécontentement général. Celui-ci s'est exprimé lundi à la fois par des manifestations d'agriculteurs dans plus de soixante-dix départements, et par la violente intervention de sidérurgistes des Ardennes qui ont mis le feu au château de Barchès où est logée la direction générale de la société des aciers spéciaux de la Chiers.

Du bon usage de la rigueur

I. — L'État n'est pas fait pour produire

par MICHEL ROCARD (*)

Le Parlement vient d'adopter le projet de loi portant réforme de la planification. C'est donc maintenant que s'engage véritablement la préparation du IX^e Plan. Il s'engage, chacun le sait, dans des conditions très difficiles.

Le IX^e Plan couvrira les années 1984 à 1988 : son contenu et sa mise en œuvre représentent donc, pour le succès de l'entreprise qui a commencé le 10 mai 1981, et en fait bien avant, un enjeu considérable.

Les socialistes, la gauche en général, ont toujours accordé beaucoup de vertu à la planification. Cette vertu n'est rien sans la volonté politique.

Les moyens d'une planification qui soit l'immense creuset démocratique et décentralisé du dialogue et du compromis social sont désormais acquis. Reste la volonté politique. Elle aura à s'employer, mais elle n'est rien à son tour sans la lucidité. Aussi, je veux,

pour ma part, dire tel ce que sont les réalités auxquelles la France devra faire face et les vraies questions qu'elle ne pourra éluder.

De plus en plus nombreux, en effet, sont ceux qui commencent à se rendre compte que la crise des sociétés industrielles est profonde et durable, quelle atteinte les mécanismes mêmes du progrès économique et social. Il ne s'agit pas de quelques réajustements temporisés par la patience et la durée pour s'en sortir. Les réformes de structures nécessaires pour jouer l'inflation, relancer la production et la croissance afin de restaurer un meilleur niveau d'emploi, maintenir les garanties sociales dignes d'un pays de vieille civilisation, tout cela, il faut avoir le courage de dire qu'elles n'ont pas sans sacrifices ni sans efforts.

Pour la gauche au pouvoir, cette crise représente aussi un véritable défi, l'urgence d'une mutation intellectuelle et culturelle qui est, au sens copernicien du terme, une révolution.

Les valeurs de risque

Si la gauche est souvent mal comprise et d'accord par les siens — lorsqu'elle parle de rigueur, ce n'est pas uniquement parce que vingt-trois ans d'opposition l'ont plus habituée à la contestation et à la revendication qu'à la gestion de l'État et aux responsabilités du pouvoir central. C'est surtout parce que la gauche — et cela remonte à deux siècles — a toujours appréhendé les problèmes économiques en termes de redistribution plutôt qu'en termes de production de la richesse. C'est enfin parce que la rigueur n'est ni de droite ni de gauche, mais qu'il n'y a de rigueur qu'appliquée à une politique parfaitement définie.

Or la principale caractéristique de ce qu'on appelle la crise — et qui est en fait le passage à un nouvel état du monde — est l'effacement progressif, quand ce n'est pas la disparition, des surplus de richesse dégagés par la croissance. Autrement dit, nous nous retrouvons face à ces deux vérités d'évidence qu'on ne distribue que la richesse produite et qu'aucune société ne peut vivre durablement au-dessus de ses moyens.

Seul le retour à la croissance économique permettra d'assurer

(*) Ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

de manière décisive de nouveaux progrès sociaux. C'est donc en termes de productivité et d'accroissement de la production que doit désormais raisonner la gauche, elle qui est née, autant à travers ses organisations syndicales que politiques, du besoin de défendre et de protéger des salariés contre la violence sauvage du capitalisme industriel à ses débuts : ses valeurs ont donc toujours été fortement marquées par l'exigence de sécurité.

Mais désormais confrontés, pour pouvoir réussir, aux problèmes de la production des richesses, il lui faut assumer aujourd'hui les valeurs de risque, d'initiative et d'imagination.

Cette révolution intellectuelle est d'autant plus nécessaire que les réponses des plus républicains sont celles du néolibéralisme tel qu'il est pratiqué en Angleterre ou aux États-Unis. Dans une période où les avantages à partager diminuent, où il faut accepter des sacrifices, les néolibéraux considèrent que la politique la plus adéquate est de laisser jouer, par une réduction généralisée de l'intervention étatique, les forces invisibles du marché : ils espèrent ainsi rendre les sacrifices et les dommages plus tolérables en persuadant la société que nul n'est responsable de ces ajustements douloureux, qu'ils résultent simplement de forces insaisissables sur lesquelles personne n'a prise.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

DIRECT

Combien étaient-ils à regarder la « Mundial » de football, les Terriers ? Plus d'un milliard, toutes races et classes sociales confondues. Résultat : la violence y fut le plus souvent le plus répandu, le racisme y fut le plus répandu, la torture morale et le tir au but pacifique.

On comprend mieux pourquoi l'espace est truffé de satellites d'observation : c'est pour mieux prévenir les guerres en menaçant de les téléviser et en direct. Les « Grands » ont retenu la leçon : si tu veux la paix, prépare les combats !

HENRI MONTANT.

LES DOUZIÈMES RENCONTRES D'ARLES

Photographie sonore

Arles sera toujours Arles, et pour le visiteur qui y revient chaque été, elle ressemble toujours plus à une ville de coupée, à un décor de théâtre. Et les Rencontres internationales de la photographie seront toujours, si on ne fait rien pour aller à l'encontre de ce processus, parade, quand ce n'est pas pavane, des socialistes, et qu'importe le bruit des amateurs. Leur carton à photos sous le bras.

Obscurent de plus en plus les professions qui vivent de la photographie. Si Jacques-Henri Lartigue, Willy Ronis ou Gisèle Freund restent fidèles au rendez-vous, c'est davantage comme références. Il est significatif que les propriétaires de galeries responsables pour la photographie dans les différentes admi-

nistrations et aussi les journalistes ne fassent que quelques jours à Arles, car il ne faut pas exagérer, ce n'est tout de même pas une torture. On a réduit cette année (manque d'argent ou simple habileté à résoudre ces pourments de lassitude) à cinq le nombre des soirées publiques, mais on n'a pas résolu certains problèmes, sempiternels : si la générique qui ouvre ces projections nocturnes (dû à Bruno Heitz) est vraiment très joli et très rodé, il y a presque toujours ensuite une minute de malediction qui fait tomber le projecteur en panne, coupe le effet à un micro ou le lance bande son qui n'est pas adéquat.

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

Un jour de vraie ferveur

par
JEAN-DENIS BREDIN (*)

Être français

Le 14 juillet, comme le rappelle André Fontaine, est la fête de la nation non d'un régime. Et c'est ce qui permet à deux hommes aussi différents que Jean-Denis Bredin et Olivier Guichard de dire à cette occasion leurs recettes pour la France. Pour l'un, seul le socialisme peut réaliser l'union nationale. Pour l'autre, vieux gaulliste, rien ne peut être fait si l'on ne donne pas priorité au « dessein » capable d'éclairer le pays. Encore faut-il, nous dit Pierre Lefranc, ne pas mettre le gaullisme à toutes les sauces...

EN cette presque fin de siècle, l'excitation du sentiment national paraît bien dominée par l'aspiration à la liberté. Ailleurs elle est le moyen de l'asservissement. Tantôt la fierté nationale revendique la dignité. Tantôt elle facilite l'humiliation. Partout dans le monde la guerre rassemble les énergies, suspend les révoltes. Les pouvoirs fragiles y prennent la force. Les usurpateurs y cherchent la légitimité. Et la saine vertu de la guerre ne cesse de trouver ses prêtres. « Elle hausse tout au ton du sublime », admirait Proudhon. « Elle fait l'homme plus grand que nature ». Elle simplifie triplement les destinées en les dramatisant. La faim, la servitude, l'effroi d'éphémères solidarités, qu'éloie vite la nation en guerre. Ce qu'observait Steen Sternhell : ce siècle pourrait avoir fait la preuve que le moteur de l'histoire n'est pas la classe, mais la nation.

Et la France ? En son 14 juillet 1982, elle est fidèle à ses rituels. Soldats au pas cadencé, armes modernes, avions au ciel : la France continue de prendre son arme pour mesure. Et le discours barbaque, même oublié, même exécuté, n'a pas vraiment cessé de bécoter la mémoire de ce peuple. « Une nation, c'est la possession en commun d'un antique cimetière... C'est un long passé d'efforts, de sacrifices, de dévouement », a dit C. C'est un « héritage indivisible » : que les rites exaltent, que les pouvoirs entretiennent et que l'armée défend.

Faut-il y regarder de plus près, se demander ce qu'est en France, en 1982, le sentiment national ? Si le 14 juillet est mieux qu'un jour férié, un congé prolongé ? Pour quelques-

uns, la distraction d'une armée qui défie ? Si l'est pour les Français la fête d'une communauté vécue ? Un jour de vraie ferveur ?

Apparemment, le sentiment national s'est renforcé : en tout cas il n'est plus violemment contesté. Jaurès avait-il vraiment cru que les prolétaires, français et allemands, briseraient leur fusil ? En trois jours du mois d'août 1914, l'union sacrée avait dissipé cette utopie fraternelle, et les prolétaires des deux pays montèrent au front pour s'entre-tuer. Depuis lors, la gauche française, autant que la droite, fut dépositaire du sentiment national. Elle l'est devenue davantage quand le combat contre le fascisme, quand une partie de la droite, reniant son idéologie, s'est engagée dans la trahison. Il n'y a plus, aujourd'hui, si l'on excepte quelques voix sans audience, de Français pour excommunier la France.

« La guerre fait la patrie »

Mais il se pourrait que cette unité tranquille masquât beaucoup d'indifférence. « La guerre fait la patrie », constatait de Gaulle. Pour ceux qui connaissent l'ennemi, la souffrance, le combat, la patrie n'a sans doute pas cessé de mériter ferveur. Mais ceux-là s'en vont, ou vieillissent. Que représente aujourd'hui la patrie pour deux générations venues depuis la dernière guerre mondiale ? La France leur paraît-elle une culture ancestrale, un paysage familier, un livre d'histoire ou le cadre abstrait des affaires de l'Etat ? Ces générations n'ont pas rencontré d'ennemi. Elles n'ont pas vécu d'humiliation nationale, si l'on excepte pour quelques-uns le prolongement des guerres coloniales. Elles ont parcouru le monde. Elles ont trouvé l'Europe trop petite. Elles n'ont été prisonnières ni d'un territoire, ni des images, ni des musées, ni des mœurs d'un pays. Elles n'attendent nulle exaltation de la guerre et savent bien que, sous tous ses déguisements, elle n'est que la destruction. Ne réinventons pas aujourd'hui de communautés plus droites que la patrie, plus immédiates - un lieu hospitalier, quelques personnes aimées, une société chaleureuse - ou, au contraire, de solidarités plus vastes, à l'échelle du monde, du monde souffrant, et qui aboliraient toute frontière ? Et si les symptômes de la patrie ne sont pour les jeunes Français qu'un service militaire incompris, un passeport, un droit de vote, une langue usuelle, les couleurs d'une compétition sportive, le rendement perceptible ?

Nous aurons au tour de nous régner dans le respect des rites pour éluder ces questions, de nous persuader, au prix d'une litany mythique, qu'entre la France et les Français, il n'y a rien.

RÉPLIQUE A... MICHEL AURILLAC

Le gaullisme existe-t-il ?

par PIERRE LEFRANC (*)

M. AURILLAC, ancien député R.P.R., a choisi la date du 18 juin pour déclarer (1) : « Le gaullisme n'est pas une philosophie politique » et explique qu'il n'existe pas.

Il semble qu'il y ait quelques contradictions dans cet article. En effet, on le gaullisme existe ou il n'existe pas. S'il existe après la disparition de celui qui l'a inspiré, c'est qu'il constitue un ensemble d'idées, un faisceau de principes, une gerbe de règles de conduite dont la somme ressemble fort à une philosophie politique. Or il n'existe pas, et alors l'écrit de M. Aurillac n'a aucune raison d'être.

De surcroît M. Aurillac, important porte-parole du R.P.R., affirme que ce parti est « le principal héritier du gaullisme ». N'est-ce pas reconnaître que le gaullisme est une réalité ? Nouvelle antilogie.

En vérité, les hommes politiques se fabriquent un gaullisme sur mesure pour l'adapter à leurs besoins. Je ne crois pas que le général de Gaulle ait accepté que son nom soit servi de son nom pour couvrir, depuis 1969, nombre d'opérations in-

cessaires. Le lien serait spontané et innuable. Ni la piété du souvenir, ni la beauté des cérémonies, ni les sacrifices consentis à la force de frappe, ni même l'accouplement du sport et de la nation ne suffiraient à donner vigueur au patriotisme dans les générations qui risquent de s'en détourner : pour qui la patrie, nous plus que Dieu, ne sont pas forcément des vertus éternelles.

Que l'on puisse avoir, à vingt ans, raison et fierté de se sentir français ? Les chemins ne sont pas ceux d'une nation nostalgique, contemplante, aux jours de fête, les restes de sa force et les gloires de son passé. Il s'agit au contraire de proposer à un peuple jeune les chances d'une patrie vivante. Cette tâche ne pouvait être conçue quand une caste dirigeait les Français, qui confondait le plus souvent l'intérêt national et le sien. Le socialisme a les chances de la légitimité patriotique, d'un large assentiment populaire, de la sympathie - mesurée - des jeunes générations. Et, s'il le veut bien, de temps des patientes entreprises. Il peut s'efforcer de donner plein sens et vigueur à la communauté nationale. Ce qui n'est pas chose facile. Cela oblige, dans nos frontières, à la longue pédagogie d'une vraie fraternité : maîtrisant les tentations de la dévotion, les privilèges et droits acquis, triomphant des fanatismes, des exclusions qui déchirèrent jadis le tissu d'un peuple et rendaient bientôt désolée, si l'on y prenait garde, tout discours sur la patrie. Cela oblige à la restauration du « civilisme », vertu au nom d'un respect spontané et de la règle commune, sans quoi la cité n'est que l'équilibre d'égoïsmes rivaux.

Cela oblige à un grand dessein éducatif et culturel : qui ouvre à tous, dès l'école, la familiarité des choses belles, les larges espaces de pensée. Surcroît, cela oblige à regarder très au-delà des frontières de la France, à rejeter le vieux principe nationaliste, encore si pesant chez nous, qui fait dépendre tout comportement français du seul intérêt national. C'est au contraire l'universel qui doit devenir la préoccupation nationale. Telle est la perspective du discours de Can-Can. Il est probable qu'en France, aujourd'hui, l'idée de patrie ne peut se retrouver, seule, que si elle aide à fonder une communauté ouverte, solidaire de l'espèce humaine tout entière : et d'abord des exclus, des opprimés, des affamés d'ici et d'ailleurs. Cette patrie ne serait pas une « antique cimetière ». Ni seulement un « héritage indivisible ». Ni seulement une force de défense. Ni le moteur d'expéditions guerrières ou de nouveaux exploits. Ni une image illustrée de l'Etat. Mais une nation qui parle au monde de liberté, de dignité, de paix, et qui les porte. Et ce générique détournerait le meilleur chemin pour ramener tous les Français à la France.

(*) Professeur à l'université Paris-I.

Un dessein pour le pays

par OLIVIER GUICHARD (*)

TANT qu'il y aura des hommes qui s'en réclament, il sera toujours temps de parler du gaullisme. Et pourquoi ne pas s'en réclamer quand on est de ceux qui n'ont, encore aujourd'hui, d'autres convictions politiques que celles qui leur ont été inspirées par l'enseignement et l'exemple du général ?

La politique n'est pas une technologie, où tout progrès implique l'obsolescence des techniques qui l'ont précédé. C'est une façon d'usage du pouvoir selon des « principes en un certain ordre assemblés ». L'ordre peut varier avec les conceptions politiques, mais le propre des grands maîtres de la politique est de s'en tenir à peu de principes et à une stricte hiérarchie entre eux. Celle de Lénine n'est pas celle de de Gaulle, celle de Saint Louis n'est pas celle de Machiavel, mais tous quatre étaient à leur façon des simples : quelques principes et un ordre qui leur donne cohérence et efficacité.

Pourquoi ne pas témoigner que les principes et l'ordre du général, tels que je les ai compris, me suffisent encore à fixer le devoir de l'Etat, à juger la conduite de ceux qui en ont la charge, à guider la mienne pour autant que j'y ai part.

Ce serait absurde si le gaullisme était une sociologie, ou un modèle économique, ou une doctrine constitutionnelle. Mais il n'a rien de si essentiellement lié aux circonstances au travers desquelles il s'est déployé au temps du général. Les circonstances ont changé, la méthode demeure : mais on s'est jusqu'ici assez peu préoccupé de la définir.

Bref, je refuse d'éliminer le gaullisme de l'enfermement dans les circonstances et les formulations d'hier. Mais il y a une autre façon d'éliminer l'originalité du gaullisme, en le noyant dans son succès. Tout est gaullisme ? Tout le monde se réclame du gaullisme ? C'est prendre les apparences pour la réalité.

La crédibilité nationale

1) Le gaullisme, ce n'est pas les institutions. Il fallait ces institutions pour pouvoir mener une politique digne de la nation française. Mais on peut, avec ces institutions, mener une politique destructrice de la nation : on le voit.

Il fallait ces institutions pour avoir une chance de subordonner les partis. Mais on peut aussi livrer ces institutions aux partis : on le voit. M. Mitterrand se plaint à dire : « Ces institutions me conviennent ». Nous préférons qu'il convienne, lui, aux institutions. Et que, le jour où cette convenance n'existerait plus, on se sépare de M. Mitterrand parce qu'il n'y a plus sa place, plutôt que des institutions parce qu'elles ne lui agréent plus.

Le gaullisme n'est pas les institutions, tout simplement parce que le gaullisme est une action, action dont les institutions ne sont que les cadres.

2) Le gaullisme, ce n'est pas non plus la bombe atomique ni la liberté d'allures de notre diplomatie. Il est certes spectaculaire que l'ennemi acharné de la force de frappe, élu président, s'en fasse l'avocat. Cela fait toujours plaisir de voir l'histoire manier l'ironie. Mais la dissuasion, c'est une affaire de crédibilité. Il y a la crédibilité personnelle de celui qui a l'usage du bouton. Mais il y a aussi la crédibilité nationale. Quand la France se ruine, quand elle glisse dans la dépendance économique, cette crédibilité peut-elle durer longtemps ? Quant à l'indépendance de la politique extérieure, elle n'est pas qu'une affaire de style. Peut-être - suit-on la ligne - mais on s'y essouffie. L'indépendance ne peut être que le résultat d'un effort soutenu. C'est une récompense.

Dans la France d'aujourd'hui, le champ de la politique tend à se réduire au champ social, social et économique bien sûr.

Tout s'ordonne autour du formidable débat intellectuel sur la nature et le modèle de la société industrielle, un débat qui a bientôt deux cents ans et n'est pas tranché. Et le système parlementaire et partisan en prend le relais. Intellectuellement, la société ne cesse de s'interroger sur elle-même. Électoralement, elle ne s'intéresse qu'à ce qui se passe au sein d'elle-même.

Or, pour le gaullisme, le champ de la politique, c'est d'abord, c'est essentiellement, la vie de la nation. La France n'est pas un lieu, parmi d'autres, où s'exercent les forces sociales. Elle est d'abord, elle est essentiellement une « personne » - c'est-à-dire une unité, une durée, une histoire.

Dès lors, certains mots ont priorité sur d'autres. Des mots étranges dans le vocabulaire politique dominant. Des mots qui gênent parce qu'on ne sait qu'en faire, ou dont on se débarrasse en n'y voyant que des fleurs de rhétorique. Pour le gaullisme, ces mots sont le cœur même d'un langage politique vrai : l'unité, la grandeur, le destin, le rassemblement, l'effort, la participation, l'Etat, l'indépendance - je cite en vrac.

Ce vrac n'est pas un bric-à-brac désuet. Il s'ordonne dès qu'on le met

en rapport avec la « certaine idée de la France » qui, toujours, habite l'action gaulliste.

Il s'ordonne en termes d'objectifs : ceux d'une nation qui se sent et se veut une communauté venue d'une si longue histoire, obligée à un grand destin. Ceux d'un Etat qui sait incarner cette durée, cette mission. D'une nation et d'un Etat qui se veulent une clarté dans le monde à la dérive, où tous les hommes puissent reconnaître leur chemin, car cette mission de la France, elle est, mystérieusement, de témoigner pour tous qu'une communauté d'hommes peut-être fière et forte sans être conquérante, et pacifique sans être soumise : et que les hommes peuvent y trouver, dans l'ordre, la paix et l'unité, les chemins divers de leur liberté.

Ces mots s'ordonnent aussi en termes de moyens : le dessein, qui oblige l'Etat, toujours tenu par la dispersion, à hiérarchiser son action : l'effort, parce que l'histoire, si elle donne une mission, ne fait pas de cadeaux : la participation aussi. Certains s'étonneront que je la range au nombre des moyens plutôt que des fins. Mais la fin qu'elle sert, c'est l'unité nationale et sociale. Cela explique, me semble-t-il, que le général y ait si constamment pensé et l'ait assez peu imposé. L'unité sociale était son véritable objectif, et il avait pour y atteindre d'autres moyens plus disponibles que la participation : son propre personnage, les desseins qui s'appelaient tout à tour libération, victoire, restauration de l'Etat, conquête de l'indépendance.

Les deux façons, nationale et sociale, de définir le champ de la politique se croisent. Elles se rencontrent, tantôt pour en découdre, tantôt pour s'accorder... La rencontre est normale : la France est aussi une société : et notre société s'appelle la France.

Seulement, même quand la rencontre est heureuse, le gaullisme et le socialisme (ou le libéralisme) se distinguent par leurs priorités. Et personne n'avait plus que le général le sens des priorités.

Des raisons de vivre

Le gaullisme ne refuse pas la société : il la prend telle qu'elle est, comme un réseau de circonstances. Mais il est infiniment moins intéressé par sa nature que par sa vie. Il préfère l'hygiène à l'anatomie. Il a cette conception simplifiante que, pour vivre, une société n'a pas besoin de connaître ses secrets biologiques ni de se manipuler elle-même, mais d'avoir des choses à faire ensemble, des raisons de vivre.

Dans cette France, dont c'est la fête, le gaullisme n'a pas plus de difficultés à trouver sa place aujourd'hui qu'hier.

Le général et le gaullisme y ont toujours occupé une place précaire, fragile - et non sans compromis. Compromis dont la première expression aura été l'existence même d'un rassemblement gaulliste.

Aujourd'hui, le R.P.R. est un parti : Mais en son sein l'esprit gaulliste, le sens des priorités dont j'ai parlé, n'est pas étouffé. Il est même assez remarquablement vivant. Il continuera de vivre, là et ailleurs, sous le nom ou sans le nom de gaullisme.

Peut-être, nous qui considérons la France comme une personne, les sommes-nous condamnés à l'idéalisme : mais nous ne pouvons accepter d'être confondus avec ceux qui ne se préoccupent pas d'abord de sa fierté et de son élat.

(*) Ancien ministre, député R.P.R. de la Loire-Atlantique.

Une nation et sa fête

(Suite de la première page)

Pour Michelet, qui tenait que « les nations peuvent se classer comme les animaux (...), la France est le pays du monde où la nationalité, où la personnalité nationale, se rapproche le plus de la personnalité individuelle ». C'est ce qui explique que si Napoléon, selon Taine, l'a imitée comme un cheval, tant d'hommes, qui n'étaient pas tous Français, l'aient imitée comme une femme, voyant en elle, selon les cas, leur mère, leur maîtresse, ou la dame de leurs pensées.

Ce portrait romantique, pourtant, gardons-nous de nous en satisfaire. Ne l'accrochons pas au-dessus de nos autels. Ne le prenons pas pour emblème. N'identifions pas une nation qui n'a pas plus que les autres échappé à la rapacité. N'oublions pas de quel prix de souffrance a été payée la splendeur de Versailles et la cruauté des jeux qui se déroulaient sous ses lambris. Ne laissons pas l'exquise douceur ou la passion généreuse de tant de ses poètes, de ses peintres, de ses musiciens, masquer la réalité des dragonnades et des ratonades. La terre de la liberté, où tant de proscrits ont trouvé refuge, a été aussi celle de l'impérialisme le plus crû. La France n'a pas été impunément, sous Louis XIV, sous Napoléon, au lendemain de la première guerre mondiale encore, la première puissance du monde : elle n'a pas laissé que de bons souvenirs. Et pas seulement à l'extérieur de ses frontières : dans plus d'une de ses provinces, soumises à un centralisme uniformisateur que Robespierre et le « petit Caporal » ont hérité en droit, la ligne de Philippe le Bel et de Richelieu. Aussi doit-elle y regarder à deux fois avant de donner des leçons, comme elle a si facilement, quels que soient les maîtres du moment, tendance à le faire. On n'aime guère les gens qui ne sont pas les moyens de leur prétention, on se moque d'eux.

Des moyens dramatiquement diminués

Or les moyens de la France ont dramatiquement diminué. C'était, en 1789, le pays le plus peuplé du continent, à tel point qu'on l'appelait « la Chine de l'Europe ». Elle avait environ 25 millions d'habitants, contre 8 à la Grande-Bretagne, 15 à l'Italie, 20 à l'Allemagne, 20 peut-être à la Russie. La Chine elle-même n'avait alors que 200 millions d'habitants, les Etats-Unis pas plus de 3. Toute l'Amérique du Sud n'en avait pas 15.

L'exubérance de la natalité française contribue à expliquer l'esprit conquérant de la Révolution et de l'Empire. L'énorme saignée des guerres napoléoniennes et du premier conflit mondial ne pouvait pas ne pas appauvrir sa vitalité alors que les progrès de la santé publique faisaient se multiplier les populations d'outre-mer. En 1789, un homme sur 32 était Français. En 1982, on n'en compte plus qu'un sur 80. Quarante pays, dont le Bangladesh ou le Nigeria, sont plus peuplés que le nôtre. Le marché national est devenu trop petit. Face aux géants américains, japonais, soviétiques, pour permettre le développement isolé d'in-

dustries nationales compétitives. Or la pauvreté de ses ressources énergétiques suffit à elle seule à interdire à la France, sauf à retourner à l'âge pré-industriel, toute politique d'autarcie. Enfin la dimension de l'espace français - 550 000 km² par rapport aux 22 millions de l'U.R.S.S., aux 9 millions des Etats-Unis et de la Chine - constitue, à l'époque des vols supersoniques et des armes de destruction massive, un énorme handicap pour la sécurité nationale.

Ces données d'une triste banalité ne doivent rien à la crise économique mondiale. Elles commandent toute réflexion sur ce que peut ou doit être le rôle de la France dans le monde d'aujourd'hui. Rien d'étonnant si elles conduisent certains à douter de la possibilité pour leur pays de maintenir une existence autonome. A préconiser donc une fusion au sein du monde libre ou de cette république socialiste universelle qui, prônée par Lénine, finira bien par voir le jour. Le raccourcissement des distances, la mondialisation des échanges, n'imposent-ils pas, de toute manière, l'avènement d'un gouvernement planétaire ?

Un seul regard sur le monde d'aujourd'hui devrait suffire à détourner de ces tentations. Aucun protectorat n'est désintéressé. S'en remettre à celui de l'Union ou de l'autre des grandes puissances de ce temps serait se résigner à la dépendance, à la servitude, au sous-développement. Partout ailleurs, sur la planète, l'évidente crise des empires et des idéologies pousse les communautés humaines à affirmer leur identité, et d'abord leur identité culturelle, et à s'appuyer sur des structures à elles, enracinées dans leur sol.

Avec les atouts dont elle dispose, ses industries de pointe, la richesse fabuleuse de sa terre, son statut de membre du club nucléaire, le rayonnement de sa langue et de la culture qu'elle exprime, la richesse d'apports étrangers concrets, qui ont fait d'elle, depuis longtemps, une nation assimilatrice, et donc une nation mûrie, la France n'a pas plus de raison qu'en 1420, lorsqu'elle fut cédée à l'Angleterre, ou qu'en 1940, lorsqu'elle fut submergée par l'Allemagne, de désespérer de son destin.

Encore faut-il, si elle veut continuer longtemps à se gouverner elle-même, qu'elle en paye le prix. Qu'elle sorte de la guerre civile permanente où elle épuise des énergies qui seraient mieux employées à la défense de ses idées et de son économie. Qu'elle sache qu'aux yeux de tous elle cesse d'être elle-même le jour où elle abandonne le combat pour les droits de l'homme et pour la liberté. Qu'elle comprenne qu'en ce siècle dominé par le spectre des pénuries et de la mort atomique, on ne peut pas se sauver sans un immense effort de solidarité européenne et planétaire. Et qu'enfin elle se persuade d'une bonne fois que, même à l'âge de la robotique, on n'obtient rien sans effort. Car à défaut le « déclin » serait inévitable, dont Jacques Delors a confié, peu de temps après Valéry Giscard d'Estaing, qu'il avait la « hantise ». Et comment ne pas voir que le déclin de la nation aurait toutes chances d'entraîner, pour chacun de ceux qui la constituent, un déclin personnel ?

ANDRÉ FONTAINE.

La guerre du L

La guerre du L... (Texte partiellement visible)

Qui pl

Qui pl... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

... (Texte partiellement visible)

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Rabat annonce la reprise de l'exploitation des phosphates de Bou-Craa, interrompue depuis six ans

Dans un message adressé lundi 12 juillet au chef de l'Etat béninois, M. Daniel Arop Mot, président en exercice de l'O.A.U., le roi Hassan II du Maroc expose les conditions dans lesquelles il est prêt, à ses yeux, de faciliter la tenue du sommet de l'Organisation des Etats du Nord-Afrique. Le souverain se déclare favorable à la convocation d'un sommet des présidents des sept pays du comité de mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale de l'O.A.U. à Addis-Abeba, en Éthiopie, sous l'égide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), pour élaborer un plan de « sauvetage des demandeurs d'asile en mer ». Appelé « Désert », il prévoit le débarquement en Asie du Sud-Est de réfugiés marocains des îles de l'archipel de l'Atlantique, dans les pays dont les navires qui ont procédé au sauvetage sont à l'abri. Ces cas sont d'autant plus fréquents qu'une grande partie de la flotte marchande du monde navigue sous pavillon de complaisance.

De notre correspondant

Rabat. — Interrompue depuis le début de la guerre du Sahara occidental en 1976-1977, à la suite des attaques du Front Polisario, l'exploitation des mines de phosphates de Bou-Craa, au sud-est d'El Aïoun, a repris samedi 10 juillet. Le nouveau a été annoncé officiellement lundi dans un message adressé au roi Hassan II par M. Mohamed Karim Lamrani, président-directeur général de l'Office chérifien des phosphates. L'exploitation des phosphates, son transport jusqu'aux usines de traitement, les opérations de stockage au port d'El Aïoun et l'exploitation, se déroulent dans les meilleures conditions, assure ce message. La nouvelle prouve l'efficacité du « mur » de défense dont l'achèvement avait été annoncé par le général Dillat, commandant en chef, en mai dernier et confirmé un mois plus tard. Le « mur » qui s'étend sans discontinuer du massif de l'Atlas au nord-est jusqu'à la ville de Boujdour, sur la côte atlantique, englobe le « Sahara

ROLAND DELCOUR.

ASIE

Le H.C.R. a élaboré un plan de « sauvetage des demandeurs d'asile en mer »

De notre correspondant

Genève. — Alors que le millionième réfugié indochinois officiellement recensé est arrivé en Thaïlande (le Moniteur daté 11-12 juillet), une réunion internationale vient de se tenir à Genève, du 5 au 7 juillet, sous l'égide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), pour élaborer un plan de « sauvetage des demandeurs d'asile en mer ». Appelé « Désert », il prévoit le débarquement en Asie du Sud-Est de réfugiés marocains des îles de l'archipel de l'Atlantique, dans les pays dont les navires qui ont procédé au sauvetage sont à l'abri. Ces cas sont d'autant plus fréquents qu'une grande partie de la flotte marchande du monde navigue sous pavillon de complaisance.

Le H.C.R. a souligné l'obligation humanitaire fondamentale de porter secours aux embarcations en détresse prévues par les conventions internationales. Le représentant des Philippines, parlant au nom des pays de l'ASSAN, a néanmoins insisté que les demandeurs d'asile ne pouvaient accéder aux centres de triage que s'ils bénéficiaient d'une garantie de réinstallation permanente dans un autre État. Il a précisé que « le fardeau des cas résiduels n'était pas acceptable ».

Faut-il conclure que les gens en détresse doivent être rejetés à la mer ? Le ressort des diverses suggestions avancées que, normalement, tous les demandeurs d'asile en mer devraient être acceptés, ne serait-ce que temporairement, par les pays côtiers mais que le fardeau matériel ne devrait pas leur incomber en totalité. Un plan de financement a été prévu à cet effet. — I.V.

L'INSTITUT FRANÇAIS DE HO-CHI-MINH-VILLE VA ROUVRIRE SES PORTES

L'Institut français de Ho-Chi-Minh-Ville (anciennement Saigon) va être réactivé dans les nouvelles conditions. Aux termes d'un protocole d'accord signé lundi 12 juillet à Hanoï par Ivan Rostovtchikov, ambassadeur de France au Vietnam, et MM. Ha Van Lau, vice-ministre des affaires étrangères, l'Institut qui avait été créé en conseil après la prise de Saigon en 1975, devient l'Institut d'échanges culturels avec la France et passe sous propriété vietnamienne; le Vietnam en assurera la direction, la gestion et l'entretien.

L'Institut, qui était l'un des plus importants du monde avant 1975 — il disposait d'équipements très complets, bibliothèque, photothèque, filmothèque, salles de projection et de réunion, matériel audiovisuel — sera essentiellement consacré à la coopération culturelle franco-vietnamienne, précise-t-on de source française à Hanoï. Il dispensera à nouveau des cours de français, abritera un centre de documentation économique, juridique, scientifique et technique. Un comité mixte des programmes se réunira deux fois par an et un attaché culturel sera prochainement nommé à Ho-Chi-Minh-Ville. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

LIBÉRANT LES DERNIERS PRISONNIERS ARGENTINS

Londres considère que Buenos-Aires a accepté la fin des hostilités aux Malouines

Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Juan Ramon Aguirre Lanari, a déclaré, lundi 12 juillet, à Buenos-Aires, que son pays ait accepté une cessation officielle des hostilités avec la Grande-Bretagne dans l'Atlantique sud. Rappelant que le gouvernement argentin reconnaît la cessation de fait des combats, M. Lanari a souligné que son pays subordonnait son acceptation à la fin du blocus imposé par la Grande-Bretagne aux Malouines. De leur côté, les États-Unis ont levé lundi l'embargo sur les échanges commerciaux avec Buenos-Aires, embargo que les partenaires européens de la Grande-Bretagne avaient abandonné dès le lendemain de la reprise de Port Stanley. Le ministre argentin des affaires étrangères s'est félicité de cette annonce. « Justice est faite », a-t-il déclaré.

De notre correspondant

Londres. — Cent deux jours après l'invasion des Malouines par les troupes argentines, Londres et Buenos-Aires ont accepté une cessation de fait des hostilités. Ainsi prend fin une guerre qui n'avait jamais été déclarée. Le Foreign Office a annoncé, lundi, que le gouvernement britannique considérait, « sur la base des preuves disponibles, que le gouvernement argentin acceptait la fin des hostilités ». Les cinq cent quatre-vingt-treize prisonniers argentins — essentiellement des officiers — encore détenus par les Britanniques seront rapatriés dans les prochains jours. Cependant, la zone d'exclusion totale de 200 milles autour des Malouines, ainsi que la zone d'interdiction de 12 milles à partir des côtes de l'Argentine, pour tous les bâtiments de guerre, seront maintenues, en même temps que les sanctions économiques, jusqu'à nouvel examen. Après sa victoire dans les Malouines, le gouvernement de Londres avait demandé à l'Argentine une déclaration formelle de ces-

Haïti

M. JEAN-CLAUDE DUVALIER A REMANIÉ SON GOUVERNEMENT

Le président Duvalier a réaffirmé lundi 12 juillet, en déclarant l'ouverture d'un nouveau gouvernement haïtien son engagement ferme à assurer l'assainissement des finances et à améliorer la gestion fiscale et conformément aux principes de la Constitution. Le président haïtien a estimé d'autre part que le remaniement ministériel était « inévitable » pour parvenir à un équilibre politique satisfaisant ainsi qu'à la cohésion et à l'harmonie au sein du gouvernement. Voici la composition du nouveau gouvernement : Présidence, informations et relations publiques : M. Jean-Marie Chanoine; intérieur et défense nationale : M. Roger Lantieri; affaires étrangères : M. Jean-Robert Estimé; finances et affaires économiques : M. Francis Mercurio; commerce et industrie : M. Jacques Siméon; plan : M. Claude Weil; travaux publics, transports et communications : M. Alix Cingès; mines et ressources énergétiques : M. Jean E. Pierre; agriculture, ressources naturelles et développement rural : M. Benoit Levalle; éducation nationale : M. Frank Saint-Victor; jeunesse et sport : M. Henri Remy; justice : M. Berthold Boudard; santé publique : M. Remy-Joseph; affaires sociales : M. Théodore Achille.

(Publié)

CAMBODGE

APPEL POUR LE SOUTIEN A LA RÉSISTANCE NATIONALE CONTRE LES OCCUPANTS VIETNAMIENS

Le Gouvernement de Coalition du Kampuché Démocratique, présidé par le prince Norodom Sihanouk et dirigé par S.M. Son Eaux, vient d'être mis sur pied en territoire cambodgien avec l'appui de nombreux pays amis en vue de libérer le pays des envahisseurs vietnamiens dans les meilleures conditions. Ce gouvernement est le seul gouvernement légal et légitime du peuple cambodgien. Ainsi, la communauté khmère à l'étranger salue-t-elle cette ouverture pour lancer un vibrant appel à tous les gouvernements, mouvements politiques, organisations de masses et personnalités de la liberté, de paix et de justice du monde pour qu'ils : 1) appuient leur soutien et leur aide multiformes à ce Gouvernement de Coalition nationale du Kampuché dans sa mission de diriger la lutte du peuple cambodgien contre les envahisseurs vietnamiens; 2) exigent du gouvernement de Hanoï le retrait total et inconditionnel de ses troupes du Kampuché, conformément aux résolutions de l'O.N.U. et à la déclaration de la conférence internationale de New-York de juillet 1971, pour permettre au peuple cambodgien de décider de son propre avenir et de son propre destin.

LA COMMUNAUTÉ KHMÈRE À L'ÉTRANGER
94 bis, rue Riquet, 75018 Paris. Tél. 241-64-98.

(Publié)

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

Nombré 27 (mai-juin 1982)
Extrait du sommaire : Afrique francophone : solennelle mise en garde à François Mitterrand Démocratie à la Gabonaise François Mitterrand ou le national tiers-mondisme Mitterrand, la gauche et l'Afrique...

L'Afrique qu'on vous cache, l'Afrique rétrograde au paternalisme petit-blanc de la coopération, l'Afrique des surprises de demain, l'Afrique laboratoire des philosophes de l'émancipation finale, c'est Peuples noirs - Peuples africains, la première et la seule grande publication transcontinentale authentiquement noire, indépendante de tous les pouvoirs, contrôlée de A à Z par des Africains.

Prix de ce numéro : 35 F
Abonnement annuel (6 numéros) : 160 F
Ecrire pour tous renseignements et acquisition des numéros précédents à Peuples noirs - Peuples africains, 1 rue de l'Asile-Folpincourt, 75011 Paris

DIPLOMATIE

M. Cheysson va se rendre à Pékin Séoul et New-Delhi

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, partira le 28 juillet pour une visite en Asie qui le conduira à Pékin, Séoul et New-Delhi. C'est l'étape de Séoul qui risque d'être la plus délicate : le gouvernement français n'a jamais dissimulé son intention de reconnaître au moment opportun le gouvernement de Pyongyang (où M. Mitterrand est allé en visite peu avant son élection) et d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Nord. Le 6 juillet, M. Cheysson a déclaré devant l'Assemblée nationale : « La Corée du Nord ? Ce pays existe et nous devons avoir un jour des rapports normaux avec lui. Des pays aussi révolutionnaires que la Suisse ou le Danemark ont établi des relations avec les deux Corées. » L'intention initiale du gouvernement français était, pour normaliser

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

UNE ORGANISATION CLANDESTINE déclarant lutter contre « la bourgeoisie » a vendredi l'enlèvement de Mme Gloria Lara de Richeverri, membre de la direction du parti libéral au pouvoir en Colombie. L'organisation, connue jusqu'ici, a fait parvenir à la presse un communiqué qui ne contient aucune exigence et une photo montrant Mme Richeverri près d'un homme en cage de bras. Cette méthode est semblable à celle utilisée par le Mouvement du 19 avril (M-19). L'organisation affirme cependant n'avoir aucun lien avec les groupes révolutionnaires armés du pays. — (A.F.P.)

États-Unis

M. SEULTZ ET LE GROUPE BECHTEL. — Le secrétaire d'Etat désigné, qui doit être confirmé par le Sénat dans une dizaine de jours, a annoncé vendredi 9 juillet qu'il n'avait plus aucune activité dans la société de construction Bechtel, et qu'il allait confier à un cabinet de gestion, sur lequel il n'aurait aucun contrôle (« blind trust »), les actions qu'il possédait dans cette compagnie. M. Seultz, d'autre part, indique qu'il avait gagné 881 940 dollars de janvier 1981 à juin 1982 comme président de Bechtel. La loi américaine fait obligation aux ministres et aux hauts fonctionnaires de ne plus gérer eux-mêmes leur portefeuille boursier. — (A.F.P.)

Philippines

LA FILLE DU PRÉSIDENT MARCOS, Imee, a été nommée membre observateur du comité du cabinet exécutif, désigné pour succéder collectivement au chef de l'Etat en cas d'empêchement, a déclaré dimanche 11 juillet le premier ministre, M. Virata. Mme Marcos, âgée de vingt-six ans, déjà présidente de l'Organisation nationale de la jeunesse des villages (K.B.), et du Centre du film de Manille, participera aux réunions gouvernementales sans droit de vote. Cette mesure intervient à la suite de la décision

EUROPE

Pologne

Le journal de l'armée lance un appel aux « militants raisonnables » de Solidarité

Varsovie (A.F.P.). — Le journal de l'armée polonaise, *Soldat*, qui avait publié des attaques très dures contre *Solidarité*, a lancé, lundi 12 juillet, à la veille de l'ouverture du dixième plénum du comité central, un appel aux « militants raisonnables et patriotes » du syndicat de M. Lech Wałęsa. Ceux-ci, de même que les membres des anciennes directions centrales et régionales de *Solidarité*, sont invités à se démarquer clairement et fermement des partisans de la « confrontation » à « rompre avec les idées anti-État et anti-socialistes » et à « s'engager à respecter les lois de l'État socialiste ». Ainsi, « les dirigeants dirigeants de la prétendue organisation clandestine de *Solidarité* se trouvent en fait en dehors du syndicat tout entier », et l'état de siège pourrait être plus rapidement levé.

Plus de cinquante mille membres ont été exclus du parti ouvrier unifié polonais (POUP) au cours des mois d'avril et de mai, d'autre part, rapporté lundi *Trybuna Ludu*, organe du comité central. Quarante-sept mille trois cents d'entre eux ont simplement été rayés des registres pour « indifférence à l'égard de la vie du parti », chiffre qui inclut par conséquent, dans une proportion non précisée, ceux qui ont rendu leur carte et ont cessé de payer leur cotisation. 87 ont rejoint trois mille deux cent membres, formellement exclus du parti en raison de leur « attitude morale », de leur « incapacité à acquiescer de leurs devoirs professionnels » ou encore pour avoir « violé la discipline du parti ».

La purge du parti polonais, après la proclamation de l'état de siège en décembre dernier, avait déjà coûté leur adhésion à près de quarante-neuf mille membres en avril. Ce qui porte à quelque cent mille le nombre des exclusions prononcées en trois mois.

À Paris, le Comité international contre la répression (I) a publié une déclaration. Il indique qu'il « continue à recevoir chaque jour des dizaines de prises de position » contre les internements en Pologne, qui « annulent des droits de citoyens », et pour la libération de M.M. Wałęsa, Saluka, Kuron et Micinski.

(1) 61, rue Beaumartin, 75018 Paris. Office de tél. : 271-94-33.

République Dominicaine

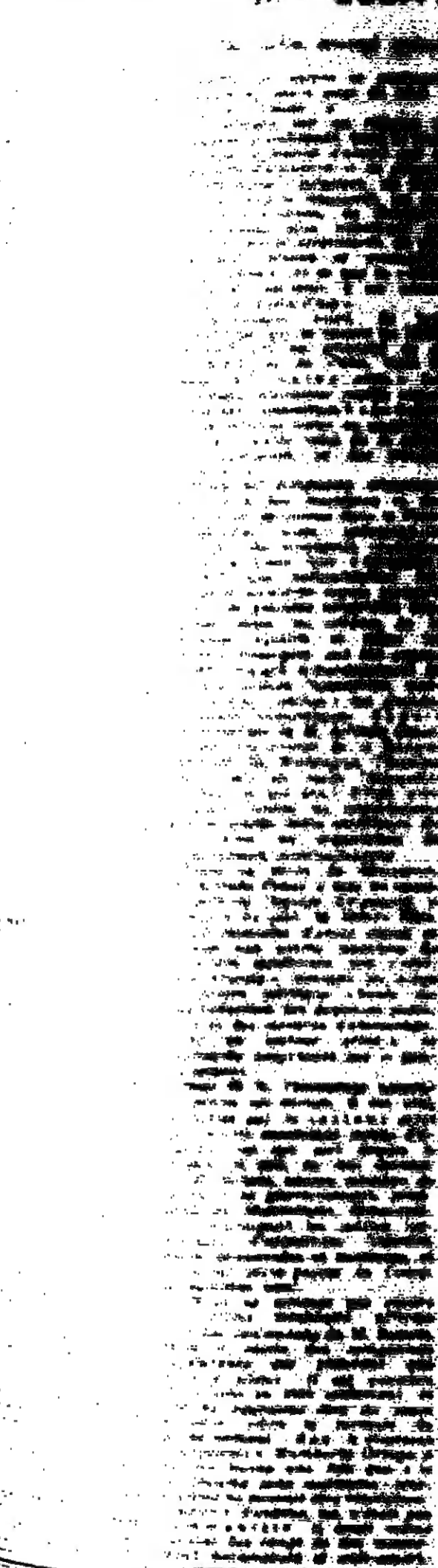
RUMEURS DE COUP D'ÉTAT. — M. Mafajuta, qui assure l'intérim de la présidence depuis le « suicide » du président Guzmán, a dû s'adresser au pays à la télévision accompagné du ministre de la défense, le général Imbert McGregory, pour affirmer que « la démocratie et la liberté continueraient d'être respectées ». Ces assurances de M. Mafajuta, qui doit remettre le 15 août la présidence à M. Jorge Blanco, vainqueur des élections de mai dernier, n'ont pas mis fin aux rumeurs de coup d'État militaire. — (A.F.P.)

R. F. A.

L'ARRÊSTATION POUR ESPIONNAGE de la secrétaire d'un officier de l'armée de l'air ouest-allemande a été annoncée par le procureur fédéral lundi 12 juillet à Karlsruhe. Agissant pour le compte de la R.F.A. depuis janvier 1982, la jeune femme était employée à la base aérienne de Memmingen. (A.F.P.)

STYLISTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12° ☎ 347.21.32

Le Nicaragua de // - CUBA



Euromarché c

Les prix promotion sont de nombre de nouvel Clients,



Le Monde

politique

LE « DÉBAT » SUR LA RÉFORME DU STATUT DE LA CAPITALE A L'HOTEL DE VILLE

- M. CHIRAC : le gouvernement doit négocier avec tous les élus des grandes villes
- M. SARRE : il s'agit de concilier l'unité de Paris et la démocratie vivante

C'est M. Chirac qui ouvre le feu en rappelant la genèse de l'affaire et les déclarations successives des membres du gouvernement. Le maire de Paris conclut le débat.

M. Georges Sarre (P.S.) soutient le projet gouvernemental. Il s'agit de doter les arrondissements d'un statut plus démocratique. Demain les Parisiens pourront voter dans leurs mairies d'arrondissement un conseil élu, un maire, des adjoints. Les Français ont voulu qu'une réforme de la ville locale et régionale. La décentralisation engagée représente une énorme entreprise, secouant le carcan imposé depuis l'Empire. Et certains voudraient maintenant Paris hors de ce mouvement ? Il ajoute : « A quel titre les Parisiens devraient-ils être déshérités du bénéfice de la décentralisation ? Au moment de la proclamation de la Commune de Paris, il y avait un principe fondamental qui était toujours respecté : « Paris ne peut disposer de la France ». Et bien ! monseigneur le maire, vous ne pouvez faire obstacle au mouvement de décentralisation voulu par les Français. »

Les décisions doivent être prises au plus vite de ceux qu'elles concernent. Cela signifie que ce qui concerne l'arrondissement doit être décidé dans l'arrondissement. L'enjeu est simple, il s'agit de retrouver l'échelle humaine au sein de la plus grande agglomération de France, de concilier l'unité d'une grande capitale et la démocratie la plus vivante dans ses quartiers. »

M. Paul Perrin (C.D.S.) fait allusion aux déclarations de M. Duboudet, maire (P.S.) de Grenoble dans le Monde daté 11-12 juillet et précise : « Je vous conseille, messieurs du P.S., de retirer avec prudence les déclarations de votre collègue Duboudet, maire de Grenoble qui, souhaitant dans sa ville accentuer la décentralisation, demande dans cet esprit que l'on se préoccupe contre les risques de création de quartiers de droite et de gauche. Et parlant du maire de Paris, il ajoute « que la capacité de décision unique ne doit pas lui être contestée. » Quant à la création d'une communauté urbaine, dont on nous menace, on oublie de dire

Hémicycle plein, tribunes du public bondées, couloirs bourdonnants... Il est 18 h 30 à l'Hôtel de Ville quand M. Jacques Chirac ouvre, lundi 12 juillet, le « débat » sur la réforme du statut de Paris. Ce « débat », demandé par MM. Georges Sarre (P.S.) et Henri Fiezbin (non-inscrit), ne sera, en fait, animé (si l'on peut dire) que par cinq monologues : ceux des présidents des groupes politiques du Conseil de Paris — MM. Pierre Bas (R.P.R.), Paul Perrin (C.D.S.), Raymond Long (P.R.), Georges Sarre (P.S.) et Henri Meillet (P.C.) — respectant ainsi ce qui avait été convenu entre eux vendredi dernier à l'issue d'une réunion dans le bureau du maire (« le Monde » daté 11-12 juillet).

Le vrai débat, au fond, aura lieu à l'autonomie. M. Chirac l'a confirmé en précisant : « que tout le monde aurait alors la parole ». Il est vrai qu'à cette date les édiles de la capitale connaîtront très précisément les dispositions du nouveau statut de Paris présenté par le gouvernement. Ce qui n'était pas le cas lundi.

Mais ce « débat », empreint d'une certaine gravité, aura au moins prouvé une chose : le dossier parisien fait recette.

qu'on utilise, dans le cas présent et contrairement à ce qu'on croit, cette formule pour donner au lieu de l'essence.

« A Paris, on veut d'abord recréer la commune existante pour regrouper les morceaux éparpillés. En disant par vingt, le P.S. espère conforter ses chances et se réconcilier. Si personne ne se fait d'illusions sur la possibilité de prendre le faîte de la mairie de Paris en 1983, la perspective d'être quand même maire, fut-ce d'une vingtaine de communes, n'est pas pour déplaire à certains », conclut-il.

M. Henri Meillet (P.C.) plaide pour le statut particulier. Il note : « La décentralisation de la capitale est une exigence constante des communistes ; cette exigence est d'autant plus pressante que les socialistes. Il n'y a par conséquent rien de surprenant que nos deux formations portées au pouvoir par la majorité des Français s'accrochent, à résister, aujourd'hui, à la création d'un statut commun, qu'elles proposent hier. »

Il tient pour acquies une proposition de M. Mauroy : « Paris est

Pour s'en convaincre, il suffisait de voir la foule qui avait envahi les tribunes réservées au public alors que celles-ci sont habituellement désertées pour toute autre affaire. Il aura aussi montré que l'union est désormais solide entre, d'un côté, le R.P.R. et l'U.D.F. et, de l'autre, entre le P.C. et le P.S.

Pas une fausse note n'est venue troubler la sérénité des deux camps. Pas un discours n'a indiqué une quelconque divergence. Seul empêcheur de tourner en rond, M. Henri Fiezbin. Celui-ci, en effet, a tenu la présidence d'aucune formation au sein de l'assemblée municipale, ne pouvait donc se faire entendre. Après avoir réclamé un temps de parole, que M. Chirac lui accorda, l'ancien responsable de la Fédération de Paris du parti communiste déclara : « La réforme du statut de la capitale proposée par le gouvernement est une réforme démocratique. Le dossier est excellent. Il permet de répondre aux questions qui se posent à la Ville. Mais le gouvernement a été trop timide dans la présentation de son projet. — Seuls les élus socialistes ont applaudi ces propos.

Après, c'était penché sur le projet de loi, c'était en cours de quatre séances en septembre et octobre 1974. A partir de janvier 1975 se dérouleront une série de consultations avec les représentants des différents groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat avant le dépôt du projet de loi.

« A vouloir faire trop vite, dans tous les sens à la fois, dans la plus complète impréparation, nous nous sommes précipités sur des projets administratifs, qui contribuent à la dégradation de la capitale. »

Pour M. Pierre Bas (R.P.R.) : « L'unité de la capitale est une réalité historique, et son maintien est un devoir impérieux. Hors de cette unité, point de solidarité possible entre les Parisiens. »

« Ce que vous redoutez par-dessus tout, c'est la perte de la capitale. C'est la sanction que peut vous infliger le peuple de Paris, la valeur symbolique d'un tel désaveu. Les Parisiens ne veulent pas perdre, ils veulent gagner. Ils veulent que la capitale soit une capitale, et non un territoire à administrer, à tricher, à modifier les règles du jeu, à inventer des

Enfin, il est à noter que le maire de Paris a conclu le « débat » par une déclaration de politique générale que l'on lira ci-dessous, ainsi que des extraits des propos des présidents de chaque groupe politique au Conseil de Paris. Il a notamment affirmé : « Il y a mieux à faire pour le pays que de le déchirer inutilement par des conflits qui, dans la situation où se trouve la France, prennent un caractère désastreux. Etait-ce le moment, vraiment, de s'attaquer à Paris ? » M. Meillet, président du groupe communiste, n'avait pas tort quand il s'interrogeait sur l'opportunité d'un tel débat dont il laissait entendre que M. Chirac saurait tirer profit. Quel qu'il en soit, les socialistes ont répondu au maire de Paris : « que la décentralisation doit s'appliquer à la capitale ». Un dialogue de sourds qui promet de belles empoignées à l'Hôtel de Ville en septembre. C'est-à-dire, six mois avant les élections municipales.

Avant, puis après cette discussion, les édiles de la capitale avaient adopté divers mémoires inscrits à l'ordre du jour de cette séance du Conseil de Paris (« le Monde » daté 11-12 juillet).

JEAN PERRIN.

travaux. En modifiant le statut de Paris, votre intention réelle est de supprimer ce qui constitue pour vous un insupportable spectacle : celui de la réussite d'un maire et de son équipe, qui nous montrent depuis près de six ans ce que vous savez toujours incapable de faire (...).

M. Chirac conclut le « débat » en ces termes : « Fallait-il maintenir l'administration de Paris dans un système d'exception, comme ce fut le cas durant des siècles ? Je pense, pour ma part, que la décision prise par l'Etat en 1975 était une bonne décision. Les Parisiens ont été traités comme des Français à part entière », déclare-t-il.

« Faut-il aller plus loin aujourd'hui et instituer à Paris un système particulier d'administration autonome de chaque arrondissement ? La réponse est évidente : non. Cela amoindrirait la participation des citoyens à leurs propres affaires, et l'efficacité des services municipaux. On pourrait en discuter dès lors qu'il se traiterait bien clair qu'il ne s'agit pas en rien de se limiter à Paris à une

opération politicienne visant à remettre en cause les pouvoirs que le Conseil de Paris et le maire de Paris tiennent du suffrage universel. Les modifications seraient d'appliquer ce système à toutes les communes où le nombre d'habitants excède un seul à partir duquel le problème se pose.

« Voilà sur quoi j'appelle le gouvernement à réfléchir. Il n'est pas bon pour la France que se développent de mauvaises relations entre les pouvoirs publics et la capitale. Tout au long de l'histoire, les rapports entre Paris et l'Etat se sont toujours détériorés à des époques où le pays était menacé, d'où le gouvernement était faible. Il faut éviter de créer des tensions inutiles. Je souhaite donc que le gouvernement négocie loyalement avec les élus des grandes villes de France. (...)

Le maire de Paris poursuit ensuite son propos par une déclaration de politique générale. « Mais il y a plus grave encore à mes yeux, et ce sera ma seconde réflexion : la France est dans une situation préoccupante, tant sur le plan économique que monétaire, ses réserves de changes s'épuisent, le chômage s'accroît, la plupart des catégories sociales sont inquiètes. Quelle doit être, dans cette conjoncture, l'action du gouvernement ? »

« D'abord, et avant tout, assainir la situation, renforcer l'économie, éviter de nouveaux désordres monétaires, réduire les tensions sociales. Le gouvernement n'y parviendra pas dans les divisions actuelles des Français. Il a mieux à faire pour lui, il y a mieux à faire pour le pays, que de le déchirer inutilement par des conflits qui, dans la situation où se trouve la France, prennent un caractère désastreux. Les Parisiens ont le droit de s'attaquer à Paris ? Vouloir gagner les élections municipales peut se comprendre, mais pas aux dépens de l'essentiel. Je souhaite que le gouvernement prenne conscience de la hiérarchie des urgences et que, renonçant à ses opérations électorales, il consacre toutes ses énergies, de façon prioritaire, au redressement de notre pays. C'est ce que le Français attend de lui, d'abord et avant tout. »

Nouveau conflit entre les socialistes du Gard après l'élection du président du conseil général

Nîmes. — Le combat fratricide qui depuis quelques mois oppose les conseillers généraux gardois aux instances départementales, a pris une tournure spectaculaire avec l'élection surprise de M. Gilbert Baumet, sénateur P.S., maire de Font-Saint-Esprit, à la présidence de l'assemblée départementale, qu'il avait perdue le 24 mars au bénéfice du docteur Georges Benedetti, délégué, député et maire de Nîmes — Châteauneuf. L'élection de M. Benedetti avait été annulée en mai par le tribunal administratif de Montpellier sur requête des deux groupes de l'opposition.

L'assemblée départementale siégeant au complet depuis l'élection de Mme Georgina Dufour, secrétaire d'Etat à la famille, au siège du 5^e canton de Nîmes, laisse vacant par le décès de M. Jonis (P.C.), l'élection du président pouvait avoir lieu.

Dimanche 11 juillet, un communiqué très bref de la fédération gardoise du P.S. rendait publique la décision de la commission départementale de ne pas élire Georges Benedetti à la présidence du conseil général et était de ce fait le candidat de l'ensemble de la gauche. Le lendemain, le groupe socialiste et radical de gauche du conseil général (21-19) désignait son candidat à la présidence, M. Gilbert Baumet.

Le scrutin, qui se déroula devant une assemblée très tendue, après un duel verbal entre les tenants du président sortant et son prédécesseur, et une suspension de séance à l'issue de laquelle le groupe communiste (14 membres, annonçait qu'il avait

De notre correspondant

décidé d'accorder ses suffrages au docteur Benedetti, fut épuisé par la nomination de M. Baumet, 15 pour M. Benedetti. Compte tenu du fait que le conseil général compte 31 socialistes, les communistes, 9 socialistes et 7 membres de l'opposition, il était évident que le nouveau président avait bénéficié de voix émanant de tous les groupes de l'assemblée. Les socialistes, en sautant son élection depuis les bancs communistes, démontrent d'ailleurs que la résolution du groupe de gauche le docteur Benedetti n'avait pas reçu une approbation unanime.

M. Baumet exclu du P.S.

Cette élection a provoqué quelques heures plus tard la publication d'un communiqué ainsi rédigé par la fédération gardoise du P.S. : « L'élection à la présidence du conseil général appelle plusieurs remarques : 1) M. Baumet a été élu à la présidence du conseil général contre le candidat officiel du parti socialiste, M. Benedetti ; 2) L'analyse du scrutin permet d'indiquer que M. Baumet a bénéficié, outre les voix d'une partie du groupe socialiste, non seulement des suffrages des élus de droite mais encore de nombreuses voix émanant du groupe communiste. En conséquence, la parti socialiste, au niveau national et fédéral, a prononcé l'exclusion du P.S. du sénateur et maire de Font-Saint-Esprit, M. Baumet, et de M. Bassoul, conseiller général d'Anduze, maire de Boisset-et-Gaujac et jusqu'alors président du groupe socialiste au conseil général. »

MM. Baumet et Bassoul ont fait remarquer que la procédure employée contre eux était aussi irrégulière qu'expéditive et qu'une décision de cet ordre ne pouvait être exécutée sans une saisie de la commission des conflits. L'un et l'autre se considèrent, toujours membres du P.S. et « capables d'assumer leurs responsabilités respectives en s'inspirant de la philosophie socialiste. »

Dans l'après-midi de lundi, le conseil général du Gard a élu son nouveau bureau, où le docteur Benedetti n'a plus aucune responsabilité. Le premier vice-président est M. Reboul, qui, le 24 mars, avait été désigné par surprise et

sans qu'il soit candidat, président de l'assemblée, avant de démissionner quelques heures plus tard sur intervention pressante de la fédération. Le deuxième vice-président est M. Jourmet, maire de Vigan, député socialiste qui appartient au même courant républicain que M. Baumet.

A huit mois des élections municipales, la fédération du Gard, dont l'autorité est alors publiquement mise en cause, bénéficie d'une marge très étroite, la plupart des conseillers généraux socialistes étant également maires d'une commune rurale.

Ne dit-on pas qu'un cas d'exclusion officielle de MM. Baumet et Bassoul, le quinquiesme de socialistes qui ont provoqué cette élection se mèneraient eux aussi en complot de leur parti ? Le scrutin de Nîmes du 12 juillet pose de graves problèmes de discipline dans la région Midi-Pyrénées : ne sont pas toutes dans le Gard.

JEAN-CHARLES LHEUREUX.

« M. Mitterrand se rendra en visite dans les huit départements de la région Midi-Pyrénées à la fin de septembre, a indiqué, lundi 12 juillet, M. Alex Raymond, député socialiste de Haute-Garonne, président du conseil régional, au terme d'un entretien avec le président de la République.

Le scrutin de Nîmes a été marqué par la composition des listes. Jusqu'au dernier moment, les conflits de présidence et les rivalités personnelles ont quelque peu occulté le débat politique qui devrait maintenant se développer, notamment à travers des face-à-face télévisés organisés par la commission départementale de la campagne officielle à la radio et à la télévision.

Sept listes à gauche, 3 à droite, 2 représentant une partie du mouvement nationaliste, plus 5 listes marginales : cette inflation de candidatures n'est pas faite pour simplifier le jeu politique de la région. Ce nouveau mode de scrutin permettra la représentation des minorités, et notamment des autonomistes, mais il a aussi suscité l'émergence de listes qui se situent volontiers hors des cadres traditionnels et des clans ou qui ont été plus directement constituées pour permettre l'élection d'un homme mécontent de son classe-

L'ELECTION DE L'ASSEMBLEE REGIONALE DE CORSE

3.037 candidats, répartis sur 17 listes, pour les 61 sièges à pourvoir

De notre correspondant

Bastia. — Dix-sept listes (3.037 candidats pour 61 sièges à pourvoir) ont été déposées, le 12 juillet, à midi, heure limite d'enregistrement des candidatures à l'élection de l'Assemblée de Corse, qui doit avoir lieu le 8 août 10 à la préfecture d'Ajaccio, 1 à celle de Bastia.

Etant donné la nouveauté du scrutin, un certain nombre de vérifications, portant sur l'éligibilité des candidats, le nombre des communes représentées par chaque liste (24 au minimum) (1) peuvent conduire à des modifications de détail dans la composition des équipes en présence. En cas de conflit entre les candidats et l'administration, c'est le tribunal administratif de Nice qui tranchera. C'est seulement samedi 24 juillet que l'on connaîtra le nombre et la composition définitive des listes. Il apparaît que les machines à voter en service à Ajaccio et Bastia ne seront guère utilisables puisqu'elles ne comptent que 15 touches. La régularité des opérations électorales sera contrôlée par la commission prévue par le statut particulier, et composée de nombreux magistrats. Elle sera installée au plus tard au début de la campagne officielle dont l'ouverture est fixée au 28 juillet.

La clôture des inscriptions a mis fin, dans la plupart des chefs-lieux politiques, aux dernières tractations en vue de la composition des listes. Jusqu'au dernier moment, les conflits de présidence et les rivalités personnelles ont quelque peu occulté le débat politique qui devrait maintenant se développer, notamment à travers des face-à-face télévisés organisés par la commission départementale de la campagne officielle à la radio et à la télévision.

Sept listes à gauche, 3 à droite, 2 représentant une partie du mouvement nationaliste, plus 5 listes marginales : cette inflation de candidatures n'est pas faite pour simplifier le jeu politique de la région. Ce nouveau mode de scrutin permettra la représentation des minorités, et notamment des autonomistes, mais il a aussi suscité l'émergence de listes qui se situent volontiers hors des cadres traditionnels et des clans ou qui ont été plus directement constituées pour permettre l'élection d'un homme mécontent de son classe-

ment sur une liste plus représentative.

Les femmes, quant à elles, sont rarement en position d'éligibilité ; seules deux ou trois ont quelques chances de siéger au conseil régional. Les hommes, quant à eux, sont tous susceptibles d'être élus. Mais la scission a été la tentative de la liste M.R.G. qui, en recouvrant l'impair, a permis la ligne de partage nord-sud, 2 listes socialistes, dont l'une dissidente, 1 liste communiste, mais qui a, elle aussi, secrété une dissidence d'une centaine de communistes des régions rurales qui ont mis en cause le poids des communistes bastiais.

A droite, l'opposition nationale, qui voudrait regrouper les représentants du R.P.R., de l'U.D.F. et des bonapartistes, au sein d'une liste unique, a connu les mêmes déboires que la gauche. Les réalités locales ont prévalu, conduisant à la formation de listes toujours président de l'U.D.F. de la Corse du Sud, à présenter sa propre liste contre l'avis des élus-majors parisiens. Pendant ce temps, et après de multiples tractations, le R.P.R., autour de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, arrivait à sceller l'union avec les bonapartistes ajacciens et une partie des responsables U.D.F. favorable à la stratégie défendue à Bastia. Enfin, certains militants du R.P.R. de Haute-Corse, en désaccord depuis des semaines avec les caciques du mouvement, se sont résolus à présenter une troisième liste clairement située au sein de l'opposition.

Les nationalistes, enfin, qui au début du printemps avaient obtenu dans la constitution d'une liste commune, ont présenté, dès le mois de juin, deux équipes différentes. D'un côté l'Union du peuple corse, partie la première, et qui s'est engagée dans une campagne précoce. De l'autre, le parti populaire corse, regroupant les nationalistes de gauche qui, sans outonner le statut particulier, jugé insuffisant, entend « sauver » l'organisation et dans le peuple à la Constituante des comités nationalistes (C.C.N.), troisième composante du mouvement nationaliste, n'a pas présenté de liste, refusant les règles du jeu du statut particulier, lui-même qualifié de « piège » (2).

Les résultats de la consultation, malgré l'éparpillement préalable

des voix, donneront-ils une assemblée de Corse nettement bipartite, ou au contraire ingouvernable ? Dans quelle mesure assistera-t-on à un renouvellement des élus politiques qui y siègeront ? Qui l'emportera des partis d'extrême gauche ou des dissidents ? Autant de questions sans réponse. Mais, à côté de ces incertitudes, une évidence : l'enjeu du statut élargi tout le système politique corse.

Reste à savoir si cela est suffisant pour qu'il change en profondeur.

DOMINIQUE ANTONI.

(1) Les candidats sont rattachés à une commune s'ils remplissent une des trois conditions suivantes : y être domiciliés, y être inscrits sur la liste électorale, y payer les impôts locaux.

(2) Voici les dix-sept listes déposées et, pour chacune d'elles, le tête de liste : 1) M.R.G. : Union et Démocratie. M.R.G. de la Corse du Sud : M. Nicolas Alfonsi, député d'Ajaccio ; M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député de la Corse du Nord ; pour une région démocratique (M.R.G. de Bastia) : Ange Fancello, président du conseil régional ; liste du parti socialiste : Prosper Fancello, président du conseil régional ; liste action pour une Corse nouvelle (P.P.C.) : Dominique Benedetti ; liste justice et justice pour tous : Camille Benedetti, communiste, adjoint au maire de Bastia ; liste d'union républicaine de défense et de promotion de la Corse : Don Philippe Simoni.

A DROITE : Rassemblement pour la Corse dans l'unité nationale (R.P.R., U.D.F., Bonapartistes) : Jean-Paul de Rocca-Serra, député de la Corse du Sud ; liste du parti populaire corse : Dominique Alfonsi. M.R.G. : Rassemblement démocratique pour l'avant de la Corse : Denis de Rocca-Serra ; Renaissance corse : Philippe Benedetti ; liste des jeunes : Jean-Claude Sisti ; liste pour la défense de l'économie corse : Simon Cruchet ; liste des jeunes de la Corse : Jean-Claude Sisti, maire de Pila-Casale.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la création d'une opposition réformatrice (le Monde du 12 juillet), une inversion de lignes nous a fait attribuer à M. Michel Comitat la qualité de maire de Périgueux, alors qu'il est député (R.P.R.) de l'Isère et maire de Fougères.

(Publité)
50 grammes de caviar très frais...

Une idée pour les soirs d'été aux Champs-Élysées, dans une ambiance détendue, romantique (piano) et des prix dégués pour le meilleur caviar. Au GOLFSTAN, 67, Champs-Élysées, 255.6290.

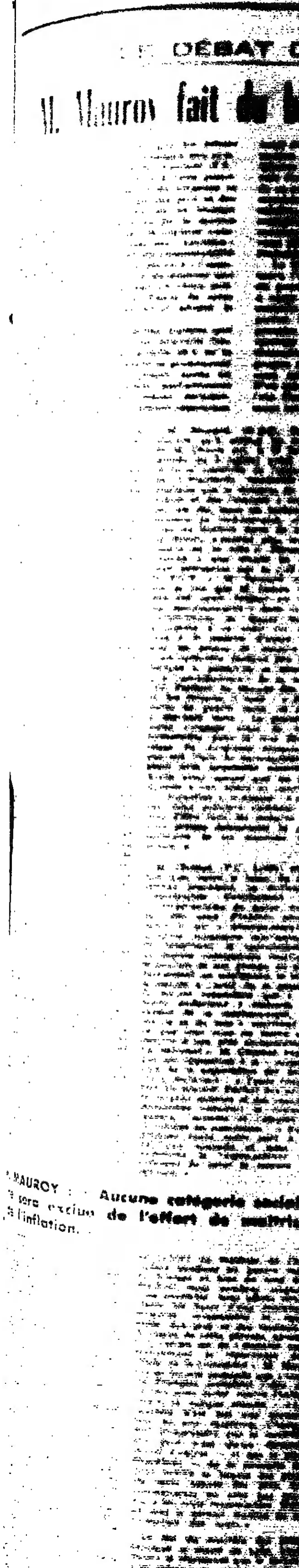
NON!
REPENSEZ POUR LE SOCIALISME

Ici et maintenant
Débats
C'est un débat
C'est un débat
C'est un débat

Castoradis, un projet devant
Nîmes

14

Abonnement : 200 F (étranger : 240 F)
En vente dans les kiosques
ou aux Editions Jacques Maritain
52, rue de Bourgogne - 75007 Paris



LE DÉBAT DE CENSURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Mauroy fait du blocage des prix et des revenus une affaire personnelle

M. Brocard (U.D.F.) estime que les débats de censure ont « un caractère quelque peu symbolique ». Il doit avoir raison. M. Andant (P.S.) souligne qu'un nouveau recours à cette procédure a pour seule conséquence de retarder la mise en application du blocage des prix et des revenus. Le député socialiste ne se trompe pas quant aux effets pratiques de la motion de censure, mais il méconnaît la logique constitutionnelle. Dans le vœu de l'Assemblée nationale, l'engagement de responsabilité du gouvernement a des effets pervers : l'opposition est obligée, à chaque fois, de déposer une motion de censure. Ce n'est pas un choc politique mais une conséquence. Face à cette réplique, elle serait réputée avoir adopté le texte du gouvernement.

C'est en raison de cette même logique que le premier ministre devait, une nouvelle fois, mardi 12 juillet, recourir à l'article 49-3 de la Constitution, afin que les députés ne prononcent en dernière instance sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des revenus. A la fin de la semaine dernière, l'idée d'un compromis gouvernement-opposition

avait été envisagée : pas de 49-3, dès lors pas de motion de censure. Mais, là encore, c'était ignorer la logique. M. Mauroy ne souhaite pas voir étalées de manière patente les divergences de sa majorité parlementaire. Les députés communistes étaient hostiles au blocage des salaires, ils le démentent. En cas de vote sans engagement de responsabilité, le groupe communiste aurait opté pour l'abstention. Un nouveau débat de censure devrait donc avoir lieu. Probablement mardi 30 juillet.

Le blocage des prix et des revenus constituera l'un des axes essentiels de la politique du gouvernement au cours des dix-huit mois à venir. M. Mauroy en fait une affaire personnelle. Avec les risques que cela peut comporter. Pour lui-même. Pour cette raison, le premier ministre insiste sur la cohérence du système : la solidarité suppose à tous, fonctionnaires et agriculteurs y compris. D'où la grogne manifestée par les responsables syndicaux et les agriculteurs. M. Mauroy a raison. D'où aussi les barrages de routes au cours de l'été. Comme chaque année. Cela, le gouvernement est prêt à l'accepter.

Mais la rigueur de la politique gouvernementale ne saurait, en revanche, s'accommoder de la multiplication de dérogations, de cas particuliers à qui l'on permettrait de passer au travers des mailles du filet. Quelle que soit la justice apparente des raisons invoquées. En cette matière, les « nuances » entre le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances ne sont pas nouvelles. La tonalité du discours prononcé, jeudi 8 juillet, devant le Sénat, par M. Delors, l'a montré de façon éloquent. M. Mauroy, qui, d'habitude, n'est pas hostile à ce que ses ministres fassent entendre leurs « nuances », ne pourra pas se permettre, cette fois-ci, de laisser libre cours plus longtemps, au sein du gouvernement, aux « états d'âme ».

L'état de grâce n'est plus qu'un souvenir ; la gauche joue sa crédibilité économique sur le programme que M. Mauroy a imposé. Le premier ministre insiste donc sur l'impérieuse nécessité de la solidarité dans la cohérence lors du « sommet social » qui se tiendra, le 15 juillet, à l'hôtel Maitignon. Il peut compter, d'autre part, sur la détermination de

nombreux responsables du groupe socialiste, souvent agacés par ces mêmes états d'âme.

Pour le reste, M. Mauroy ne se fait guère d'illusions : l'opposition ne lui facilitera pas la tâche. On le savait, sans pour autant imaginer que le groupe R.P.R. a une telle conception de la solidarité. Il faut une belle dose de cynisme pour oser dire que la « solidarité obligatoire » consiste à « prélever la substance des plus sérieux pour la donner à des laxistes irresponsables ». Les « gaullistes » ont décemment bien évolué. Peu importe à MM. Tranchant (R.P.R.) et Brocard (U.D.F.) sont des spécialistes de l'entracte verbal. Mais au choix : tant de porte-parole, MM. Labbé et Gaudin, respectivement président des groupes R.P.R. et U.D.F., prennent le risque de laisser dénoter leurs thèses. A terme, c'est une erreur de stratégie.

M. Mauroy a valablement tenté de plaider pour la « sérénité » du débat politique. Il est sans doute bien tard. Peut-on au moins espérer le refus d'une certaine médiocrité ?

LAURENT ZECCHINI.

Le mardi 12 juillet, l'Assemblée nationale débata de la motion de censure déposée par l'opposition après que le premier ministre eut engagé la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des revenus (Le Monde des 11-12 juillet).

M. Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine) accuse le gouvernement d'avoir « déstabilisé les routes de notre économie ». Il ajoute en substance : « Les faits démontrent que votre gouvernement n'est pas capable de gérer sérieusement les affaires de la France. (...) Comme l'apprenti-sorcier, vous ne contrôlez déjà plus les conséquences du processus que vous avez engagé. (...) Vous avez, par un accident de l'histoire et sans préparation, pris le pouvoir d'une grande nation en mai 1981. (...) Votre mauvaise gestion vous force, face aux réalités, à imposer des choix rétrogrades et humiliants pour chaque Français. (...) Vous voulez donc, à nouveau, comme en 1958, à la remorque de puissances étrangères ? (...) Vous entendez imposer une solidarité obligatoire qui consiste à prélever la substance des plus sérieux pour la donner à des laxistes irresponsables. (...) Vous êtes le héros-complaisant de la révoche-C.G.T.-communistes dont le seul but est de déstabiliser la libre entreprise en soulevant les haines nécessaires à l'établissement de la collectivisme. (...) Après avoir affirmé que l'application de la politique préconisée par l'opposition est « la seule issue à l'instabilité économique et à la confiance », il indique en conclusion : « Nous vous demandons, M. le premier ministre, pour le bien de la France, de passer de la déstabilisation à la confiance dans la chose où vous la conduisez ».

M. Andant (P.S., Oise) estime que la nouvelle motion de censure est « une tentative de retarder l'application de la loi », et souligne que « la droite conservatrice maintient ses positions sectaires et dédaigne à répondre à M. Tranchant, le député socialiste observe : « Nous ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes les héritiers de plusieurs générations qui ont lutté contre l'exploitation capitaliste. (...) Il indique ensuite : « Les difficultés imposent la rigueur. Mais la rigueur ne signifie pas la règle commune appliquée à tous. Les sanctions doivent être appliquées aux infractions en matière de prix. (...) Il faut que la sanction soit appliquée par chacun soit justifié ».

M. Chomaz (P.C., Loire) explique que, « dans le cadre de la loi de finances, les difficultés économiques s'expliquent par l'imperfection du dollar, fondé sur des taux d'intérêt exorbitants », et dénonce le rôle du système monétaire international et l'absence de solidarité internationale. Le député communiste réaffirme le soutien de son groupe au gouvernement en soulignant le bilan de la loi de finances. Il estime cependant que « les plans sociaux » élaborés en faveur de la machine-outil, du textile et du bois « souffrent de ce que leur mise en œuvre soit confiée à peu près exclusivement au patronat ». M. Chomaz explique que son opposition à la « suspension de la négociation des salaires », déclarant : « Toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés et des couches populaires crée des tensions sociales, l'instabilité et l'emploi ». Il indique en conclusion : « Nous prenons toute notre part à la politique sociale et nous en assumons la responsabilité en refusant de voter la motion de censure ».

M. Chomaz (P.C., Loire) explique que, « dans le cadre de la loi de finances, les difficultés économiques s'expliquent par l'imperfection du dollar, fondé sur des taux d'intérêt exorbitants », et dénonce le rôle du système monétaire international et l'absence de solidarité internationale. Le député communiste réaffirme le soutien de son groupe au gouvernement en soulignant le bilan de la loi de finances. Il estime cependant que « les plans sociaux » élaborés en faveur de la machine-outil, du textile et du bois « souffrent de ce que leur mise en œuvre soit confiée à peu près exclusivement au patronat ». M. Chomaz explique que son opposition à la « suspension de la négociation des salaires », déclarant : « Toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés et des couches populaires crée des tensions sociales, l'instabilité et l'emploi ». Il indique en conclusion : « Nous prenons toute notre part à la politique sociale et nous en assumons la responsabilité en refusant de voter la motion de censure ».

M. Andant (P.S., Oise) estime que la nouvelle motion de censure est « une tentative de retarder l'application de la loi », et souligne que « la droite conservatrice maintient ses positions sectaires et dédaigne à répondre à M. Tranchant, le député socialiste observe : « Nous ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes les héritiers de plusieurs générations qui ont lutté contre l'exploitation capitaliste. (...) Il indique ensuite : « Les difficultés imposent la rigueur. Mais la rigueur ne signifie pas la règle commune appliquée à tous. Les sanctions doivent être appliquées aux infractions en matière de prix. (...) Il faut que la sanction soit appliquée par chacun soit justifié ».

M. MAUROY : « Aucune catégorie sociale ne sera exclue de l'effort de maîtrise de l'inflation. »

Le premier ministre indique que l'objectif du gouvernement est de parvenir à une baisse des prix de l'ordre de 8 % en décembre 1983. M. Mauroy s'engage « de voir aujourd'hui ceux-là mêmes qui demandaient hier la rigueur, refuser de la reconnaître et même d'effort de la contraindre ». Après avoir évoqué l'effort collectif de dix-huit mois qui doit nous permettre de sortir de l'inflation, il insiste sur les économies réalisées sur le train de vie de l'Etat, citant notamment la réduction pure et simple des dépenses de fonctionnement de la plupart des administrations, une utilisation plus rigoureuse du parc automobile et immobilier, mais aussi la suppression de certains conseils à l'étranger, le regroupement des directions dans certains ministères, et un effort particulier d'économie d'énergie grâce à des travaux d'isolation thermique de bâtiments publics, en particulier les écoles et les hôpitaux. Il confirme enfin que le déficit budgétaire pour 1982 restera dans la limite de 3 % du P.R.

Le premier ministre déclare ensuite : « Efficacité et justice sociale, cela signifie qu'aucune catégorie sociale ne sera exclue

de l'effort de maîtrise de l'inflation pendant les quatre mois de blocage et tout au long des dix-huit mois pendant lesquels nous ensemble, nous allons construire les bases d'une évolution moderne, responsable et équilibrée, dans le respect de la consommation, l'activité et l'emploi. (...) Il indique en conclusion : « Nous prenons toute notre part à la politique sociale et nous en assumons la responsabilité en refusant de voter la motion de censure ».

M. Chomaz (P.C., Loire) explique que, « dans le cadre de la loi de finances, les difficultés économiques s'expliquent par l'imperfection du dollar, fondé sur des taux d'intérêt exorbitants », et dénonce le rôle du système monétaire international et l'absence de solidarité internationale. Le député communiste réaffirme le soutien de son groupe au gouvernement en soulignant le bilan de la loi de finances. Il estime cependant que « les plans sociaux » élaborés en faveur de la machine-outil, du textile et du bois « souffrent de ce que leur mise en œuvre soit confiée à peu près exclusivement au patronat ». M. Chomaz explique que son opposition à la « suspension de la négociation des salaires », déclarant : « Toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés et des couches populaires crée des tensions sociales, l'instabilité et l'emploi ». Il indique en conclusion : « Nous prenons toute notre part à la politique sociale et nous en assumons la responsabilité en refusant de voter la motion de censure ».

M. Andant (P.S., Oise) estime que la nouvelle motion de censure est « une tentative de retarder l'application de la loi », et souligne que « la droite conservatrice maintient ses positions sectaires et dédaigne à répondre à M. Tranchant, le député socialiste observe : « Nous ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes les héritiers de plusieurs générations qui ont lutté contre l'exploitation capitaliste. (...) Il indique ensuite : « Les difficultés imposent la rigueur. Mais la rigueur ne signifie pas la règle commune appliquée à tous. Les sanctions doivent être appliquées aux infractions en matière de prix. (...) Il faut que la sanction soit appliquée par chacun soit justifié ».

M. Chomaz (P.C., Loire) explique que, « dans le cadre de la loi de finances, les difficultés économiques s'expliquent par l'imperfection du dollar, fondé sur des taux d'intérêt exorbitants », et dénonce le rôle du système monétaire international et l'absence de solidarité internationale. Le député communiste réaffirme le soutien de son groupe au gouvernement en soulignant le bilan de la loi de finances. Il estime cependant que « les plans sociaux » élaborés en faveur de la machine-outil, du textile et du bois « souffrent de ce que leur mise en œuvre soit confiée à peu près exclusivement au patronat ». M. Chomaz explique que son opposition à la « suspension de la négociation des salaires », déclarant : « Toute réduction du pouvoir d'achat des petits et moyens salariés et des couches populaires crée des tensions sociales, l'instabilité et l'emploi ». Il indique en conclusion : « Nous prenons toute notre part à la politique sociale et nous en assumons la responsabilité en refusant de voter la motion de censure ».

M. Andant (P.S., Oise) estime que la nouvelle motion de censure est « une tentative de retarder l'application de la loi », et souligne que « la droite conservatrice maintient ses positions sectaires et dédaigne à répondre à M. Tranchant, le député socialiste observe : « Nous ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes les héritiers de plusieurs générations qui ont lutté contre l'exploitation capitaliste. (...) Il indique ensuite : « Les difficultés imposent la rigueur. Mais la rigueur ne signifie pas la règle commune appliquée à tous. Les sanctions doivent être appliquées aux infractions en matière de prix. (...) Il faut que la sanction soit appliquée par chacun soit justifié ».

Les explications de vote. Dans les explications de vote, M. Besson (R.P.R., Haute-Saône) souligne le désastre de la « politique gouvernementale », et indique notamment : « Vous n'avez pas les moyens matériels de bloquer parfaitement les prix. Il vous faudrait une véritable

armée de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

armés de contrôleurs, véritables policiers de l'économie. Seul un régime autoritaire peut permettre la réussite totale d'une telle politique ». M. Besson (P.S., Essonne) insiste sur la nécessité de bloquer efficacement les revenus non

Du bon usage de la rigueur

(Suite de la première page.)

Véritable école du fatalisme, l'idéologie néolibérale cherche à établir des processus d'accumulation au détriment des salariés et des travailleurs indépendants, en affaiblissant leurs capacités de négociation. Le coût social d'une telle politique devient vite insupportable, car elle provoque l'effacement du monde du travail, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Plus qu'un échec, c'est une véritable catastrophe.

Son efficacité économique est en déclin, car elle ne tient pas compte de la modernisation temporaire de l'inflation n'est obtenue qu'à un prix très élevé. Enfin, parce que la rupture des solidarités menace l'équilibre social, le néolibéralisme méconnaît que la reprise de l'expansion exige de conjurer les effets de la crise, en faisant passer les contraintes et les sacrifices des plus lourds sur les couches les moins organisées — à commencer par les chômeurs.

Une société négociée n'est pas une société d'Etat sans la rigueur et l'effort, les conflits et les débats. Elle n'est pas le courage de dire qu'il faudra plusieurs années — au moins la durée d'un Plan — pour redonner à notre industrie toute sa place, et que au cours de ces années-là, la maîtrise de l'inflation passera par une nécessaire modération des revenus des salariés et des indépendants. Mais cette discipline n'est pas une fin en elle-même. Elle est le cadre d'une véritable négociation démocratique ne peut consentir des efforts que si elle a conscience qu'ils sont répartis avec équité et que les avantages qu'elle peut en attendre. Aujourd'hui, ces avantages s'expriment — à travers les changements d'entreprises — depuis trois mois — dans une amélioration du mode de vie, une extension des droits et des libertés, un accroissement de la responsabilité des groupes, mais, à terme, notre finalité est bien d'accroître la richesse du pays pour permettre de nouvelles avancées sociales, et l'effort qui sera requis aujourd'hui n'est de sens qu'en fonction de cette finalité.

C'est le rôle que nous assignons au Plan : traduire cette négociation de la société avec elle-même et en exprimer les choix. Cela va de pair avec notre attachement fondamental à la démocratie et au pluralisme social et politique, car la démocratie ne signifie ni l'unanimité ni le consensus, mais la reconnaissance par des forces opposées de leur légitimité réciproque, ainsi que même qu'elles s'affrontent.

La maîtrise du changement social appelle à son tour un approfondissement du pluralisme démocratique : il y a tant de formes d'organisations syndicales fortes et respectées, tant que les salariés que chez les employeurs ou les agriculteurs. C'est aussi le

Le rôle que nous assignons au Plan : traduire cette négociation de la société avec elle-même et en exprimer les choix. Cela va de pair avec notre attachement fondamental à la démocratie et au pluralisme social et politique, car la démocratie ne signifie ni l'unanimité ni le consensus, mais la reconnaissance par des forces opposées de leur légitimité réciproque, ainsi que même qu'elles s'affrontent.

Le rôle que nous assignons au Plan : traduire cette négociation de la société avec elle-même et en exprimer les choix. Cela va de pair avec notre attachement fondamental à la démocratie et au pluralisme social et politique, car la démocratie ne signifie ni l'unanimité ni le consensus, mais la reconnaissance par des forces opposées de leur légitimité réciproque, ainsi que même qu'elles s'affrontent.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL EST SAISI DE LA LOI RÉFORMANT LA PLANIFICATION

Le projet de loi portant réforme de la planification et adopté le 12 juillet a été déféré au Conseil constitutionnel par ses auteurs, les députés R.P.R. et U.D.F. Selon les signataires, le projet de loi « excède largement les limites assignées par la Constitution au domaine des lois ordinaires » puisqu'il « prétend définir des règles relatives au fonctionnement des pouvoirs publics et fixer des procédures applicables à l'élection de lois ultérieures ». Un tel dessein ne pourrait être réalisé que par une révision constitutionnelle ou dans le cadre d'une loi organique.

Les députés de l'opposition estiment contraire à la Constitution le fait que le projet de loi de planification, à travers de nombreux articles, impose des obligations en matière de planification, et que les pouvoirs qui tiennent de la Constitution (Le Monde des 16 et 17 juin).

MM. Mitterrand et Mauroy perdent six points selon un sondage « Le Matin ». Louis-Harrie, Le Matin, début du 13 juillet, publie un sondage réalisé par l'Institut Louis-Harrie auprès de mille personnes, du 22 au 29 juin. Selon cette enquête, la cote de popularité de M. François Mitterrand est en baisse de 6 points (53 % d'opinions positives contre 59 % au mois de juin). Il recueille 38 % d'opinions négatives contre 38 %. Celui de M. Mauroy subit la même baisse (51 % d'opinions favorables contre 57 % en juin). Le premier ministre recueille 31 % d'opinions défavorables contre 37 %. Selon ce même sondage, M. Delors perd 9 points, M. Fabius, 7 points, M. Auroux, 3 points. M. Brocard lui-même accuse une baisse de 6 points.

BUICK
Skyhawk 9 cv.
Jean Charles s.a.
28, rue Daubigny, Paris-19. 524.43.33

De perfection, on apprend
en Anglais est possible
en suivant
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
comme une application en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Belfort - 75005 Paris

MICHEL ROCARD.

Prochain article :

VIVRE DÉSORMAIS
À L'HEURE CONTRACTUELLE

Le Monde

MEDECINE

La sécurité en plongée sous-marine

Le «grenouilleur» et l'«arbre de Noël»
courent les mêmes dangers

Aux émerveillements de la découverte des paysages sous-marins, au sentiment d'euphorie provoqué par un état de quasi-apesanteur, correspondent des risques certains pour les plongeurs amateurs, dont le nombre ne cesse de s'accroître. Avant même la «saison», plusieurs accidents mortels se sont produits sur la côte varoise. Dans le même temps, à Toulon,

le Festival international du film maritime rassemblait autour de son fondateur — le docteur Baixe, lui-même pionnier de la médecine hyperbare — de nombreux spécialistes. Au travers d'expériences et d'approches diverses, l'occasion était heureuse d'une information — qui n'épuise pas le sujet — et surtout de quelques conseils pratiques.

Les propos de M. André Védrière, directeur de la Fédération française d'étude et de sports sous-marins (F.F.E.S.S.), et de M. Jean-Albert Foll, directeur de l'Association sous-marine, établissent d'emblée une «distinction de base». Pour le premier, les statistiques démontrent que parmi les sports à risques la plongée est très loin de venir en tête pour le nombre d'accidents. «Il s'agit de statistiques chez les quelques soixante-cinq mille licenciés de nos clubs», dit-il. Le second rappelle que, en revanche, les accidents des «indépendants» sont beaucoup plus fréquents. Or le nombre des pratiquants sur nos côtes, et en saison, approche maintenant les trois cent mille, Français et étrangers.

«Le danger provient de la faiblesse, fréquente chez les «nordiques», qui cette mer sans marée est une zone de vent soudain et des coups de vent soudains et des courants inattendus qui entraînent au-delà de toute possibilité de retour. Enfin, elle n'est pas une «mer chaude». En plongée moyenne, le froid reste le plus redoutable des agresseurs. Il y a très vite un écart (qui peut «surprendre») de 10 degrés avec la température de surface, mais la gravité de l'agression est aussi fonction, bien entendu, de la durée de la plongée. La combinaison en néoprène est la meilleure défense et, à défaut, une cagoule protégeant la nuque est indispensable, y compris au plongeur en apnée (glaissant sur la «combinaison» du carter, le froid peut entraîner un stress brutal qui bloque le cœur et la respiration).

Où s'adresser ?

Relativement au non d'un traitement en saison hyperbare, tout accident survenant en cours de plongée doit être signalé aux pompiers, qui disposent de tous les renseignements nécessaires.

Voici toutefois une liste des établissements civils et militaires disposant de caissons hyperbares thérapeutiques et «assurant une garde médicale». Les unités militaires peuvent accueillir les victimes d'accidents dans les zones dépourvues d'équipement civil ou en cas d'indisponibilité de ces derniers.

• **NORD-PYRÉNÉES**
Civile : Montpellier : hôpital Saint-Eloi, tél. : (07) 63-61-00.
Militaire : hôpital Salvator, tél. : (07) 75-91-91.
Valmiane, tél. : (01) 41-01-02.
Nîmes : hôpital Pasteur, tél. : (07) 21-71-71.

• **MID-PYRÉNÉES**
Toulon : hôpital Sainte-Anne, tél. : (04) 22-92-20.
Jalisco : C.I.N.C., tél. : (85) 21-32-32.

• **MANCHE**
Civile : Le Havre : hôpital Calmeil, tél. : (35) 21-11-00.
Militaire : Casernement d'Orléans du Port, tél. : (35) 52-52-52.

• **ATLANTIQUE**
Civile : Bordeaux : Centre hospitalier Pellegrin-Tripode, tél. : (56) 96-33-33.
Brest : C.H.R. Morvan, tél. : (83) 90-90-90.

• **MULTIPLAIRE**
Brest : direction du Port, tél. : (83) 90-90-90.
Lorient : S.M.A.T.-S.S.M., tél. : (97) 21-14-01.

• **INTERIEUR**
Civile : Lyon : hôpital Edouard-Berthod, tél. : (78) 33-81-11; hôpital neurologique, tél. : (78) 33-81-81.
Toulon : C.H.U. Purpan, tél. : (91) 40-40-40.

• **MULTIPLAIRE**
Paris : brigade des sapeurs-pompiers, tél. : 18 ou 572-18-18; H.I.A. Val-de-Grâce, tél. : 633-90-50 ou 633-90-50.

Lyon : école de plongée de l'armée de terre, tél. : (78) 06-25-11.

Il existe également des centres agréés, civils et militaires, avec service de garde, à Dakar (Marine D.G.A.N.), Papaye (D.F.), Haï (D.F.), Pointe-à-Pitre (Centre hospitalier, tél. : 82-96-88); Maroua (S.M.S.B., tél. : 2135-2135).

Si les deux modes de plongée — apnée (2) ou air comprimé — comportent des risques différents, des règles communes ne s'imposent pas moins. Une bonne condition physique est évidemment nécessaire (les troubles cardiaques et respiratoires sont éliminatoires) mais non point suffisants. Comme pour tous les sports — et pour la montagne en particulier — il faut aussi une préparation. «On peut parfaitement s'entraîner à l'apnée chez soi», et, en tout cas, «il n'est pas question de plonger dès l'arrivée en vacances après avoir vécu toute l'année en «cité»». Deux ou trois jours consacrés à la nage en surface sont un préalable indispensable.

En Méditerranée, on débarrasse une fois pour toutes de l'idée, fréquente chez les «nordiques», que cette mer sans marée est une zone de vent soudain et des coups de vent soudains et des courants inattendus qui entraînent au-delà de toute possibilité de retour. Enfin, elle n'est pas une «mer chaude». En plongée moyenne, le froid reste le plus redoutable des agresseurs. Il y a très vite un écart (qui peut «surprendre») de 10 degrés avec la température de surface, mais la gravité de l'agression est aussi fonction, bien entendu, de la durée de la plongée. La combinaison en néoprène est la meilleure défense et, à défaut, une cagoule protégeant la nuque est indispensable, y compris au plongeur en apnée (glaissant sur la «combinaison» du carter, le froid peut entraîner un stress brutal qui bloque le cœur et la respiration).

«Grenouilleur» (tuba) ou «arbre de Noël», le plongeur doit renoncer à tout effort violent, à tout geste brutal. Le style «marche» se paye comptant ! Si les femmes disposent de moins de résistance en apnée, elles trouvent tout naturellement ce «règlement moulin» qui les fait exister avec le scaphandre. L'évolution ample et lente de la nage donne l'image du meilleur comportement. En conséquence, le chasseur sous-

STATISTIQUE SUR 100 ACCIDENTS (*)

(Élaborée par le docteur Védrière, responsable du Centre de soins hyperbares de l'Association sous-marine.)

CAUSES
30 % Non-respect des tables
15 % Efforts importants
15 % Plongées successives
10 % Pannes d'air
5 % Situations psychologiques
15 % Antécédents pathologiques

N.B. — Ces facteurs sont souvent associés.

(*) Pour l'ensemble : 50 % des cas pour des plongées à plus de 40 mètres.

merin en apnée doit savoir qu'il est exposé plus que tout autre, du fait même de ses plongées brusques et répétées. «La simple faille de bécotage trop vivement la tête peut provoquer un déséquilibre de la pression interne avec barotraumatisme, douleur violente, vertiges, perte du sens de l'orientation et éventuelles séquelles pour l'oreille interne qui reste l'organe le plus souvent lésé.»

Pour sa part, le docteur Babas rappelle trois règles majeures : tenir pour éliminatoire toute affection ORL, y compris un simple rhume, ne jamais plonger seul ! et pas davantage lorsque l'on n'a «pas envie». L'insouciance serait une sorte de mystérieux avertissement. Il conseille, d'autre part, des exercices respiratoires répétés avant la mise à l'eau, mais aussi une diète : pas de lipides — essentiellement graisses cuites, surtout animales — qui favorisent les petites embolies des capillaires. En revanche, sucre, et surtout fruits secs — abricots, bananes, raisins — compensent les dépenses caloriques et limitent les pertes de potassium découlant de la transpiration (souvent combinées). Sans ces apports, boire ne servirait à rien, et il faut se méfier de l'alcool.

Si les «tubistes» dépendent, avant tout, de leur comportement, les plongeurs à scaphandre sont aussi tributaires de leur matériel. La «panne d'air» est responsable de

10 % des accidents. Vérifier le plein des bouteilles est une précaution élémentaire. Attention aussi aux détendeurs : trop souvent ils sont endommagés pour avoir subi des chocs en voisinant avec les ceintures de plomb dans les sacs de plongée. Les détendeurs dits à deux étages ne peuvent pas être bricolés : ils exigent révision et réglage sur banc d'essai. Mais le non-respect des paliers exigés par les tables de plongée vient largement en tête de la statistique sur les causes des accidents (voir tableau).

«Du bon côté de la table»

La complexité des diverses tables établies selon de multiples paramètres par la marine nationale, le ministère du travail, l'École française, etc., n'en permet pas ici la publication. Il faut au moins rappeler la règle pour les plongées les plus courantes. Dans la mesure où celles-ci se situent à une profondeur de 25-30 mètres, et tenant compte de la limitation de la durée en fonction du contenu de la bouteille, le palier de principe consiste, en cours de remontée, à marquer une pause de trois minutes à 3 mètres de profondeur. Mais on retrouve ici le conseil préalable : en l'absence de réglementation, toute initiation doit être donnée sinon par un club — qui dispose de moyens tels que bateau de base, équipement de secours, moniteur — ou au moins par des personnes parfaitement compétentes.

Après une bonne initiation, et toutes précautions prises, il reste encore ceci : à l'inverse d'autres, ce sport interdit de se surpasser. Le tableau statistique livre des chiffres significatifs : 15 % d'efforts importants et 15 % de plongées successives «s'additionnent» : 30 % ont voulu «en faire trop» et l'on voit (3). «Il ne faut ni forcer ni lutter. Jamais en force, toujours en souplesse.» Mais «en faire trop», c'est souvent vouloir aller plus pro-

fond : or, 50 % de tous les accidents surviennent «du mauvais côté de la table de plongée», c'est-à-dire au-delà des 40 mètres, là où le calcul des paliers de décompression devient plus complexe et leur respect plus exigeant. Sur ce point, le docteur de médecine, des maladies, hydrogène ou prédictive, n'a qu'une seule voix : «C'est la règle, la tranchée la plus satisfaisante à tous égards se limite aux 25-30 mètres. C'est là que la limitation offre les plus merveilleuses perspectives. Au-delà commence l'accumulation des problèmes au moment même où régressent les joies et l'intérêt de la découverte.»

De l'autre côté de la courbe, s'ouvre le domaine des professionnels, ou celui d'une vaineuse «recorde de vitesse», qui fin, et de surcroît ne prouve rien au regard de records absolument inaccessibles aux amateurs.

JEAN RAMBAUD.

(1) Fédération française d'étude et de sports sous-marins, 24, quai de Saint-Neuve, 13007 Marseille. A Paris : 34, rue du Colisée, 75008.

(2) Suspension de la respiration.

(3) Il va de soi que tout accident n'est pas mortel. Le plus souvent, les accidents de plongeur en apnée entraînent des secours aux hôpitaux. En revanche, l'accident de décompression ne peut être traité qu'en caisson hyperbare, dont seuls disposent les centres et quelques médecins spécialisés.

Les morsures de serpents

Attention aux traitements... de cinéma

La saison estivale est celle de la pleine activité pour les serpents... et pour les vacanciers et voyageurs qui, dans les bois, les rivières ou les champs, redoutent, souvent à tort, leur rencontre.

Les couleuvres — inoffensives — et les vipères, dangereuses, sont les deux espèces recensées dans toute la France et qu'il est facile d'identifier par leur forme et la situation de leurs crochets, invisibles chez la couleuvre où ils sont situés en arrière du maxillaire supérieur, projetés en avant chez la vipère.

Les morsures de reptiles provoquent plus de cinquante mille morts chaque année dans le monde, mais guère plus d'une dizaine en France, qu'il serait aisé d'éviter si les notions moder-

nes de traitement étaient mieux connues. La plupart des comportements assimilés par le grand public grâce aux films d'aventure situés au cœur de l'Amazonie sont, en effet, inopportuns ou dangereux.

Il en est ainsi de l'incision de la plaie — au canif ou au couteau de chasse — qui ne conduit qu'à l'augmentation de la surface de diffusion du venin et qui favorise la surinfection et la nécrose des tissus.

De même la succion de la plaie est dangereuse s'il existe la moindre érosion de la bouche, et son efficacité est plus que douteuse.

La pose d'un pansement, destinée dans la mythologie populaire à empêcher la diffusion du venin

vers le cœur, est désastreuse, car elle aggrave les troubles circulatoires et les destructions tissulaires que provoque la morsure. Quant au fameux sérum que transportent tant de gentils accompagnateurs et qui se trouve obligatoirement dans les trousses d'urgence de toutes les gares de France, son utilité est de plus en plus discutée par les spécialistes des centres de réanimation médicale.

Sa validité est presque toujours plus que douteuse dans les conditions où il est conservé : en effet, il devrait être transporté dans un flacon isolant et doit être maintenu à - 4° et pour une période de deux à cinq jours seulement. Nombre de centres spécialisés — et notamment celui de Bordeaux — ne l'utilisent plus du tout, car il peut être responsable d'accidents d'intolérance (choc anaphylactique) sérieux, car son efficacité, même dans des conditions parfaites de conservation, est mise en doute.

Du sérum à l'héparine

En revanche, les travaux conduits ces dernières années sur les troubles vasculaires provoqués par l'empoisonnement ont démontré l'efficacité remarquable du traitement par l'héparine. Les venins (de crocodile, de vipère) provoquent en effet des coagulations disséminées dans le système vasculaire qui sont largement responsables de troubles généraux graves.

An lieu du sérum, peu efficace, c'est donc de l'héparine de calcium que devraient contenir les trousses d'urgence. Une injection sous-cutanée (5 000 unités) dans la zone de morsure, associée à un bandage légèrement compressif de crêpe, à l'immobilisation du membre atteint dans une gouttière et à la désinfection minutieuse de la plaie par une solution antiseptique, constitue le meilleur traitement local, de première urgence, de ces morsures.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Cœur et petite reine : un mariage de raison

Le cœur est un muscle. Un muscle unique et original dont l'activité perpétuelle assure l'irrigation sanguine de tous les tissus de l'organisme. Une «pompe biologique» capable de s'adapter, en variant ses débits, à l'effort demandé. Un muscle-symbole qui a aussi ses limites, sa pathologie.

Les maladies des coronaires — artères qui vascularisent le muscle cardiaque — tuent chaque année en France plus de vingt-cinq mille personnes. «Morts subites», c'est-à-dire sans symptômes préalables. On a isolé les paramètres qui, statistiquement, ont un lien avec les affections coronariennes. Il s'agit, pour l'essentiel, de la consommation de tabac, de l'hypertension artérielle, de la surcharge en graisses dans le sang et du diabète. On y ajoute aussi l'obésité. Telles sont les données objectives.

Prévenir les maladies coronariennes, diminuer le risque de mourir d'un infarctus du myocarde consiste donc à corriger ces anomalies biologiques, à malgri, et à cesser de fumer.

Depuis quelques années, les cardiologues — via la Fédération nationale de cardiologie — tentent de promouvoir la pratique du sport. «Santé du cœur», «Parcours du cœur», cette spécialité n'a en fait pas de redécouvrir et de vanter les mérites de l'exercice physique. Cette année, pour la première fois, cette fédération a été accueillie au sein de la caravane publicitaire du Tour de France. Des milliers de tracts sont distribués et deux étapes — Lille et Bordeaux — ont servi de prétexte à des rencontres sur le thème «Cœur et vélo».

Le bicyclette est en effet un outil de choix pour le cardiologue. Elle permet en particulier la réalisation de protocoles «d'effort» au cours desquels l'activité électrique cardiaque est enregistrée en fonction d'une activité musculaire quantifiée. Elle permet aussi une réadaptation progressive des personnes ayant souffert d'un infarctus du myocarde.

Pour-on aller plus loin et dire que le vélo de loisir ou sportif

donne à ses adeptes la garantie de ne jamais devenir des «cardiaques» ? Sans doute pas. Le raisonnement paraît pourtant infaillible, les arguments de poids. Le cyclisme — comme de nombreux sports — permet de lutter contre les facteurs de risque. Le cycliste ne fume pas ou moins qu'un autre. Il ne prend pas de poids, diminue sa tension artérielle et corrige ses anomalies lipidiques. L'effort musculaire qu'il s'impose modifie le fonctionnement de son cœur. Des milliers de capillaires intramyocardiques sont sollicités, améliorant l'irrigation sanguine. La fréquence cardiaque diminue, l'amateur de vélo peut espérer économiser des dizaines de millions de battements cardiaques.

La preuve formelle n'est pourtant pas apportée et aucune statistique ne démontre encore la valeur de ce mode de prévention. «En revanche», explique le professeur Michel Barraud (centre hospitalier de Lille), «on peut penser que les maladies coronaires ne régressent pas quel que soit le type et l'intensité de la pratique sportive, la réadaptation permet de diminuer leur extension.»

Les grands sportifs, les cyclistes professionnels — en exercice ou non — peuvent, comme les sédentaires, souffrir et mourir de pathologie cardiaque. «Il est étonnant», explique M. Jean-Pierre Coussens, de constater que l'empoisonnement des adultes pour le sport, lié au premier lieu au désir d'améliorer sa santé — et avant tout son cœur — repose sur un postulat qui reste une hypothèse (1).

Dans l'attente de données plus précises, il reste au spécialiste du cœur à ne pas trop délivrer de messages simplistes. La reprise brutale, en fin de semaine, d'une activité sportive intensive vers la quarantaine provoque, en effet, plus de mal que de bien, et les «parcours du cœur» sont parfois suffisants pour déclencher des infarctus.

JEAN-YVES NAU.

(1) «Le cœur et le sport». Pour la science, n° 37, juillet 1982.

VIPÈRES FRANÇAISES...

Quatre types de vipérisme sont rencontrés en France : la Vipère aspic, dite «aspic» au sud de la Loire, la Vipère berus dite «pellade», au nord de la Loire, la Vipère aspid, dans le Sud-Est, et la plus dangereuse : la Vipère ammodype, dans le Dauphiné.

Elles se reconnaissent aisément à l'aspect triangulaire de la tête, dont le sommet est revêtu de petites écailles, à la pupille verticale et aux crochets placés à l'avant de la mâchoire et qui sont reliés aux glandes contenant le venin (environ 15 mg, alors que 6 mg suffisent pour tuer un adulte).

... ET COBRAS D'AMAZONIE

Certains serpents venimeux exotiques, comme les cobras ou les serpents corail, sont infiniment plus dangereux que les vipères. Le venin du cobra peut provoquer des Malaises telles qu'elles conduisent à l'asphyxie, ou à un syndrome de paralysie respiratoire qui appelle une ventilation artificielle d'urgence. Bien que ces accidents — rares au demeurant — concernent surtout les amateurs de tourisme tropical, on recense en France près de deux mille serpents venimeux exotiques, conservés aussi bien dans des parcs zoologiques que dans des laboratoires où chez des particuliers.

Vingt-cinq personnes environ leur sont dues chaque année, qui ont provoqué, en 1981, quatre amputations et un décès.

INNOVATIONS

Injecteurs en

Les injecteurs en plastique sont utilisés pour l'administration de médicaments. Ils sont disponibles en différentes formes et tailles, adaptés aux besoins spécifiques de chaque traitement. Les injecteurs en plastique offrent de nombreux avantages, notamment leur légèreté, leur résistance et leur facilité d'utilisation. Ils sont largement utilisés dans les hôpitaux, les cliniques et les cabinets médicaux.

Appeler le public et la danse

Appeler le public et la danse est un projet qui vise à rapprocher le grand public de la danse contemporaine. Ce projet consiste à organiser des ateliers de danse pour les enfants, les adolescents et les adultes, ainsi que des spectacles de danse contemporaine. L'objectif est de sensibiliser le public à la danse et de lui offrir une expérience enrichissante.

THÉÂTRE

«Le mariage de raison» de Molière

«Le mariage de raison» de Molière est une comédie en trois actes. Elle raconte l'histoire d'un mariage arrangé entre deux jeunes gens, dont l'un est amoureux d'une autre femme. Le mariage est célébré, mais le couple ne s'entend pas. Le marié finit par découvrir que sa femme est enceinte d'un autre homme. Le mariage est annulé, et le couple se réconcilie.

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

REDS (A, v.o.) : George V, 15 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : La Paris, 9 (339-53-99) ; Parisien, 14 (329-83-11).

LES RISQUES DE L'AVENTURE (A, v.o.) : Champ-Palace, 6 (354-07-76) ; U.G.C. Danne, 9 (329-42-02) ; U.G.C. Camille, 10 (246-66-44) ; ville, 12 (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

ROY ET ROUKY (A, v.o.) : Napoléon (330-41-46).

LE SECRET DE VÉRONICA (A, v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Champe-Élysées, 9 (324-15) ; V.F.P. : U.G.C. Camille, 10 (346-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

LES SOUS-DOULES EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 10 (233-56-70).

TAXI ZUM KLO (A, v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

TERREUR À L'HOSPITAL CENTRAL (A, v.o.) : V.F.P. : U.G.C. Camille, 10 (346-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

THE MAFU CAGE (A, v.o.) : Epée, 10 (337-57-47).

LE TOUR DU MONDE (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

LE TROUPEAU TURC (v.o.) : 14 Juillet-Parade, 6 (326-56-00).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Public-Montparnasse, 14 (337-53-37).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A, v.o.) : Champ-Palace, 6 (354-07-76) ; U.G.C. Camille, 10 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

VALENTINA (v.o.) : 15 (579-33-00).

Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).

MORT DE M. SIMONETTI ancien secrétaire général du S.U.T.

On apprend la mort, à l'âge de cinquante-cinq ans, de M. Pierre Simonetti, ancien secrétaire général du Syndicat unifié des techniciens de l'O.R.T.F. et de la Fédération syndicale unifiée.

Celui qu'on avait abusivement surnommé « Monsieur Grève » avait dû prendre une retraite anticipée pour raison de santé.

(Né le 11 juillet 1926 à Lento (Corse), Pierre Simonetti est technicien d'exploitation à la direction régionale de Marseille de la R.T.F. en 1947. Il est l'un des dirigeants du Syndicat unifié des techniciens (autonome), qui pousse les poils importants au sein de la radiodiffusion française.

Devenu secrétaire général de la Fédération syndicale unifiée, lancée en 1962, ce syndicaliste gaulliste est choisi par le gouvernement pour siéger au conseil d'administration de l'O.R.T.F. en 1964. Après la grande grève de mai-juin 1968, à laquelle il participe activement, il quitte la scène de l'action syndicale en 1974, au moment où le F.S.U. est à la C.F.D.T.).

Devenu secrétaire général de la Fédération syndicale unifiée, lancée en 1962, ce syndicaliste gaulliste est choisi par le gouvernement pour siéger au conseil d'administration de l'O.R.T.F. en 1964. Après la grande grève de mai-juin 1968, à laquelle il participe activement, il quitte la scène de l'action syndicale en 1974, au moment où le F.S.U. est à la C.F.D.T.).

Elle rappelle que, avant la mise en sommeil des programmes réalisés par Radio-France, une émission en langue japonaise de quinze minutes était diffusée chaque semaine, de 1961 à 1974. Au moment où le gouvernement rassemble les voix pour mieux faire entendre « la France », il paraît indispensable, estime l'Association, que soit prévue dans le programme de R.F.I. — comme c'est déjà le cas pour la Chine — une émission régulière à l'intention de l'auditoire japonais.

Jean-Pierre Elkabbach pourrait faire sa rentrée sur Europe 1 dès l'automne prochain. L'ancien directeur de l'information d'Antenne 2 pourrait y animer les après-midi, en direct de grandes villes de province, dans le cadre d'une « décentralisation » de l'antenne.

LES CHIFFRES SUR L'AUDIENCE DES CHAINES SERONT PUBLIÉS, annonce M. Fillioud

La « grande muette »

d'un récepteur — une chaîne — et connaître chaque jour la précision l'audience — diffusées la veille.

Le C.E.O., service du premier ministre rattaché au service juridi-

La « grande muette »

d'un récepteur — une chaîne — et connaître chaque jour la précision l'audience — diffusées la veille.

Le C.E.O., service du premier ministre rattaché au service juridi-

La « grande muette »

d'un récepteur — une chaîne — et connaître chaque jour la précision l'audience — diffusées la veille.

Le C.E.O., service du premier ministre rattaché au service juridi-

La « grande muette »

d'un récepteur — une chaîne — et connaître chaque jour la précision l'audience — diffusées la veille.

Le C.E.O., service du premier ministre rattaché au service juridi-

Mardi 13 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Il était une fois la télé : La caméra explore le temps.

La Terreur et la Vertu : première partie, Danton, réal. S. Lorenz, avec J. Négroni, J. Ferrère, D. Mammès (rediff.).

De novembre 1793, après son mariage secret, à sa mort en avril 1794 : la vie de Danton, par un grand réalisateur de télévision.

Une des meilleures émissions de la série « La Caméra explore le temps », d'Alain Decaux et André Castelot, qui fit grand bruit quand un ancien directeur de la télévision décida en 1965 de la supprimer.

22 h 35 Série : Mémoire, Jean Cassou.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Echappement neuf. Appelez POT. 32.32 (708.32.32) MIDAS 40 centres en France.

20 h 35 Cinéma : Du rififi à Panama. Film français de D. de La Paillette (1965), avec J. Gabin, N. Tillet, M. Darc, G. Frobe, R. C. Brook (rediff.).

Un vieux truand dirigeant, de Paris, le trafic international de l'opium, voit son empire menacé par un gang. Un agent des services de l'ordre américain se fait embaucher par lui comme garde du corps.

La Série noire française dans ce qu'elle a de plus conventionnel. Situations et personnages usés jusqu'à la corde. Même le maître de Gabin ne s'en sort pas en film de la médiocrité et de l'ennui.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

22 h 15 Document : La symphonie du nouveau monde.

23 h 35 Journal.

20 h 35 Cinéma : Boulevard du rhum. Film français de R. Kessel (1971), avec B. Bardot, L. V. V. tara, B. Travençolo, C. Revill, G. Marchand (rediff.).

Un temps de la prohibition aux États-Unis, un contrebandier de l'alcool poursuit les douaniers pour traverser une cinquième année de l'été, sur un écran, l'a fasciné. Comédie d'aventures réalisée avec une maîtrise importante mais dans les effets cocasses, les morceaux de bravoure, se répètent aux dépens du rythme du récit. Ne pas manquer la rencontre Lino Ventura-Brigitte Bardot.

22 h 35 Journal.

23 h 35 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Une série de C.-J. Philippe (rediff.).

N° 8 : Les années 20.

Les années 20 ont été folles et les débuts des temps difficiles avec « L'Argent », de Marcel L'Herbier. « Les Temps modernes », de Chaplin, etc.

h 30 Prélude à la nuit.

Les Percussions de Strasbourg : Hierophonie V.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues : Joy et nous, avec Michel Butor et Jacques Aubert.

21 h 15 Musiques de notre temps : Musique en fête et en dialogue.

22 h 30, Nuits magiques : La condition des voix (en direct d'Avignon).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35, Promesses loyales : « Tannhäuser » (extraits), Wagner : « Fidelio » (air de Léonore), de Beethoven.

20 h 35, Concert international : « Egmont » (ouverture) : « Concerto pour piano et orchestre n° 3 » : « Symphonie n° 5 », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. K. K. sol. C. Oussert, piano.

23 h 35, La nuit sur France-Musique : musique de nuit : 23 h 35, Jazz club, en direct de Nice.

Mercredi 14 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Revue navale. (En direct de Toulon).

10 h 45 Bleuets, marguerites et coquelicots.

11 h 10 Lumière d'Alsace.

11 h 55 La musique est à tout le monde.

Vivendi - Stravinski avec les orchestres de la musique de la garde républicaine, sous la direction de R. Bouxy.

12 h 30 Feuilletton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui.

13 h 35 Journal.

13 h 35 35 : L'homme qui valait trois milliards.

14 h 25 Variétés : Musique.

15 h 25 Cinéma : Le temps des vacances. Film français de C. Vital (1978). Avec E. Kiarwein, N. Delon, D. Coudré, F.-E. Gendron, J.-L. Lafont, J. Lafont.

Une adolescente tombe amoureuse de son jeune « jef de maths. Elle va en vacances en même temps que lui à Djérba. Il s'intéresse un peu trop à sa mère (séparée de son père), mais tout s'arrange.

Métophologie de la jeunesse sentimentale et reconstruction de la famille traditionnelle. Messages publicitaires. Producteur, scénariste et dialoguiste, Marcel Dassault a exprimé la « révolte » d'un jeune homme qui a quitté son service, — sa conception du film populaire. On la lui laisse.

16 h 45 Croque-vacances. Dessins animés, variétés, bricolage.

17 h 15 Cinéma : La malle de Hambourg. Le gardien de nuit, réal. B. avec R. Darlan, A. Vialy, F. Lemaire.

18 h 15 Chucky Brown.

19 h 35 35 : S.O.S. Hélio.

20 h 35 Tour de France cycliste.

21 h 35 Il était une fois la télé : La caméra explore le temps.

La Terreur et la Vertu : 2e partie, Robespierre, réal. S. Lorenz, avec J. Négroni, D. Mammès, E. Bierry.

Après la figure de l'incorruptible Robespierre, d'avril 1794 à sa mort. Une reconstitution historique tout à fait dans le style de « l'école des Buttes-Chaumont », documentaire solide, précis, épatant. Une des plus belles émissions de la série « La caméra explore le temps » d'Alain Decaux, André Castelot et Stello Lorenz.

22 h 20 Concert : La Symphonie fantastique. De Berlioz, par l'Orchestre de Paris à Tokyo. Dir. D. Barenboim.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 35 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 15 Spécial Tour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 35 35 : S.O.S. Hélio.

14 h 35 Tour de France cycliste.

20 h 35 Il était une fois la télé : La caméra explore le temps.

La Terreur et la Vertu : 2e partie, Robespierre, réal. S. Lorenz, avec J. Négroni, D. Mammès, E. Bierry.

Après la figure de l'incorruptible Robespierre, d'avril 1794 à sa mort. Une reconstitution historique tout à fait dans le style de « l'école des Buttes-Chaumont », documentaire solide, précis, épatant. Une des plus belles émissions de la série « La caméra explore le temps » d'Alain Decaux, André Castelot et Stello Lorenz.

22 h 20 Concert : La Symphonie fantastique. De Berlioz, par l'Orchestre de Paris à Tokyo. Dir. D. Barenboim.

23 h 20 Journal.

10 h 35 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 15 Spécial Tour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 35 35 : S.O.S. Hélio.

14 h 35 Tour de France cycliste.

20 h 35 Il était une fois la télé : La caméra explore le temps.

La Terreur et la Vertu : 2e partie, Robespierre, réal. S. Lorenz, avec J. Négroni, D. Mammès, E. Bierry.

Après la figure de l'incorruptible Robespierre, d'avril 1794 à sa mort. Une reconstitution historique tout à fait dans le style de « l'école des Buttes-Chaumont », documentaire solide, précis, épatant. Une des plus belles émissions de la série « La caméra explore le temps » d'Alain Decaux, André Castelot et Stello Lorenz.

22 h 20 Concert : La Symphonie fantastique. De Berlioz, par l'Orchestre de Paris à Tokyo. Dir. D. Barenboim.

23 h 20 Journal.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

le défilé militaire qui a lieu pour la première fois en soirée de M. François Mitterrand, président de la République.

23 h 35 Journal.

23 h 15 Feu d'artifice, tiré du sommet de l'Arc de triomphe.

20 h 35 Cinéma : Du rififi à Panama. Film français de D. de La Paillette (1965), avec J. Gabin, N. Tillet, M. Darc, G. Frobe, R. C. Brook (rediff.).

Un vieux truand dirigeant, de Paris, le trafic international de l'opium, voit son empire menacé par un gang. Un agent des services de l'ordre américain se fait embaucher par lui comme garde du corps.

La Série noire française dans ce qu'elle a de plus conventionnel. Situations et personnages usés jusqu'à la corde. Même le maître de Gabin ne s'en sort pas en film de la médiocrité et de l'ennui.

22 h 35 Journal.

23 h 35 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Une série de C.-J. Philippe (rediff.).

N° 8 : Les années 20.

Les années 20 ont été folles et les débuts des temps difficiles avec « L'Argent », de Marcel L'Herbier. « Les Temps modernes », de Chaplin, etc.

h 30 Prélude à la nuit.

Les Percussions de Strasbourg : Hierophonie V.

FRANCE-CULTURE

11 h 15 Avignon : Une nouvelle façon de voir l'actualité tout au long d'une journée.

12 h 45, Panorama : La vie musicale à Genève.

13 h 35, Avignon : La famille Focault.

14 h 35, Avignon : Les années 20.

15 h 47, L'école des parents et des éducateurs : L'actualité en soi et autour de soi.

16 h 45, Contact.

17 h 35, Avignon : Les années 20.

18 h 35, Avignon : Les années 20.

19 h 35, Avignon : Les années 20.

20 h 35, Avignon : Les années 20.

21 h 35, Avignon : Les années 20.

22 h 35, Avignon : Les années 20.

23 h 35, Avignon : Les années 20.

FRANCE-MUSIQUE

11 h 35, Chansons françaises : Léo Ferré.

12 h 35, Promesses loyales : « Tannhäuser » (extraits), Wagner : « Fidelio » (air de Léonore), de Beethoven.

13 h 35, Histoire de jazz : East Coast, West Coast.

14 h 4, Musiques à l'école : l'oreille de la Révolution (l'oreille des blancs) : œuvres de Beethoven, Vranicki, Clementi, Ciaconas.

15 h 35, Répertoire contemporain.

16 h 35, Les intégrales : Les quatuors à cordes de Haydn.

17 h 35, Concert (donné au palais du Recteur, le 3-8-81, Festival d'été de Dabrovnik) : « Quatuor à cordes n° 14 », de Mozart : « Quatuor à cordes de Razumovsky », de Beethoven : « Quatuor à cordes n° 14 », de Bartok, par le Quatuor Bartok.

18 h 35, Jazz : Où jouent-ils ?

19 h 35, Égypte : « Rosette », de J. Langlois.

20 h 35, Concert (saison lyrique, donné le 9-4-82 à Radio-France) : « Une éducation manquée », opéra de Elsbacher : « Docteur Miracle », opéra-comique de Bizet, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J.-E. Lemaire : Chef de chant, M. Faubon ; sol. M. Sieyes, A.-M. Rodde, S. Nigoghossian.

h 35, La nuit sur France-Musique : L'Italie, variations romantiques modernes : de Respighi, Paganini, Rossini, Busoni.

h 35, Le tour du monde : Les cartes sonores de l'été : le bassin méditerranéen ou le sixième continent.

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANTIGANG, film américain de Burt Reynolds (Fr.), v.o. : U.G.C. Danne, 9 (329-42-02) ; U.G.C. Normandie, 9 (339-41-18) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Camille, 10 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

AU-DELA DE CETTE LIMITE, VOTRE TRICOT N'EST PLUS VALABLE, film franco-allemand de George Kaczander, v.o. : Jean-Costeau, 5 (354-47-62) ; Monte-Carlo, 5 (325-09-83) ; v.f. : Paramount-Montparnasse, 14 (337-53-37) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

PINK FLOYD, THE WALL, film britannique d'Alan Parker, v.o. : Gaumont-Hall, 1 (291-49-70) ; Hauteville, 6 (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 11 (322-19-23) ; Gaumont-Conventio, 15 (579-33-00) ; Pasty, 16 (337-53-37) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

LA VALLÉE DE LA MORT, film américain de Dick Ross (Fr.), v.o. : Quintette, 5 (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 11 (322-19-23) ; V.F. : U.G.C. Camille, 10 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

LETTRE DES CHEFS-D'ŒUVRE (v.o.) : Rivoli-Boulevard, 4 (272-63-32) ; U.G.C. Camille, 10 (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-22-44) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (337-53-37) ; Convention, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18 (606-34-21) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

CINÉMA LIBAN-PALESTINE (v.o.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91) ; Kafir, 11 (322-19-23).

MARILYN MONROE (v.o.) : Nickel, 5 (325-72-07) ; Troubadour-moi, 11 (322-19-23).

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Lafayette, 11 (322-19-23) ; Acropolis, 11 (322-19-23).

COUP DE CHAPEAU À CHABROL : Studio-43, 9 (770-63-40) ; Compagnie, 14 (337-53-37) ; La Rupture, 14 (337-53-37) ; Poyat, 14 (337-53-37).

LA VILLE, LIEU DU DRAME (v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) ; Bullitt, 11 (322-19-23).

BUNUEL-SILBERMAN (v.o.) : Desfer, 14 (321-41-01) ; en alternance : le Chêne, 14 (321-41-01) ; la bourgeoisie, le Journal, 14 (321-41-01) ; l'homme de chambre, 14 (321-41-01) ; l'obscur objet, 14 (321-41-01) ; le désir, 14 (321-41-01) ; la liberté, 14 (321-41-01).

HITCHCOCK (v.o.) : Olympia, 14 (322-19-23) ; 67-42, la Maison du docteur, 14 (322-19-23).

IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympia, 14 (322-19-23) ; Vénus, 14 (322-19-23).

PAUL NEWMAN (v.o.) : Boite à films, 14 (322-44-21) ; en alternance : la Toile d'araignée, 14 (322-44-21) ; Croque-carré, le Piège, Luke la main froide, 14 (322-44-21).

NEUILLY ET QUARTIER LATIN

PHARMACIE MEDECINE

classe préparatoire

CEPES 87, rue Chaligny, 92 Neully, 75208 PARIS 16

ENGINEERING : COPIES COULEURS

Qualité irréprochable et professionnelle

ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e 347.21.32

SNECF

EMPRUNT JUILLET 1982

2 MILLIARDS DE FRANCS

OBLIGATIONS DE 5.000 F

Deux formules au choix :

<ul style="list-style-type: none"> • Durée : 12 ans • Intérêt annuel : 16,00% • Date de jouissance : 21 juillet 1982 • Amortissement en 12 tranches égales 	<ul style="list-style-type: none"> • Durée : 18 ans • Intérêt annuel : 16,00% • Date de jouissance : 14 juillet 1982 • Amortissement en 18 annuités constantes
--	--

soit au pair par tirages au sort
soit par rachat

<ul style="list-style-type: none"> • Amortissement anticipé : enca • Taux de rendement actuariel brut : 16,49% 	<ul style="list-style-type: none"> • Amortissement anticipé possible après 7, 10 et 14 ans au gré du porteur, soit de l'émission. • Taux de rendement actuariel brut : 16,49% • Taux actuariel brut à l'émission pour le souscripteur en cas de remboursement anticipé : au gré du porteur : 16,00% à la fin : 16,42% 7^e année : 16,73% 10^e année : 16,73% 14^e année : 16,73%
--	---

Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel et les gisements de la S.N.C.F. - 8, rue de Londres, 75009 PARIS, ou par correspondance à la même adresse.

B.A.L.O. du 12 juillet 1982

complet région

LE CREDIT AGRICOLE DE LA SAISON

pour son Département

INFORMATIQUE

ANALYSTES-PROGRAMME

1 HOMME SYSTEME

Juriste International

SECIM Groupe (Crédit Lyonnais)

MAURICQUE (80)

INGENIEUR

RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

INGENIEUR CHIMISTE

RESPONSABLE PRODUCTION

CHIEF DE FABRIQUE

OFFRES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

1200
21,00
48,00
140,00

1200
24,70
56,45
164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES
OFFRES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

1200
40,00
12,00
31,00
31,00



emplois régionaux

LE CRÉDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

recherche
pour son Département
INFORMATIQUE

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (École d'Ingénieur, M.I.A.G.E. - Maîtrise d'Informatique ou équivalent), participeront au développement et à la mise au point de logiciels d'application mettant en œuvre des techniques modernes d'analyse-programmation avec télétraitement; bonne connaissance de la VME/B sur I.C.L. avec T.P. un bon maître.

RÉF. A.

1 HOMME SYSTÈME

Ingénieur diplômé ou équivalent, après une période de formation à l'un des Systèmes d'Exploitation les plus modernes, il sera chargé de la mise au point et de la maintenance des logiciels d'exploitation et de la mise au point des logiciels d'exploitation.

La connaissance de la VME/B sur I.C.L. avec T.P. un bon maître.

RÉF. B.

Matériel utilisé :
- I.C.L. 2988 (VME/B) 12 mégaoctets de mémoire.
4 Mégahertz de calcul en ligne.

Envoyer lettre de motivation avec curriculum vitae, prétentions et photographie en précisant la référence à :

Direction
CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE
40, rue Préval
37 000 LE MANS CEDEX.

Juriste International

Il s'agit de recruter la Direction Générale du Groupe dans la préparation et la rédaction de contrats commerciaux, la protection des marques, le réseau de distribution, les prises de participation ou acquisition et le personnel expatrié de nationalité française ou étrangère. Le candidat idéal est âgé d'au moins 25 ans, diplômé en droit des affaires (Université française ou anglo-saxonne), parle anglais couramment et possède une expérience de 5 à 10 ans dans un poste à responsabilité technique ou commerciale ou dans une société internationale de l'exportation de produits de marque.

Rémunération : 200 000 F. Poste basé dans une ville agréable du sud de la France. Déplacements internationaux.

Merci d'adresser CV détaillé sous référence 137 à notre Conseil.



IMS - 3, rue Penthève - 75008 PARIS.
international management selection

SECIM (Groupe Creusot-Loire)

MAUREGUE (89)

Constructeur de machines et presses hydrauliques, accessoires, accouplements

INGÉNIEUR

RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

Il est à la tête d'une petite équipe de 5 personnes, chargé de rechercher, analyser, négocier puis prendre en charge des commandes de sous-traitance pour l'usine.

Il convient à un candidat parlant allemand, de formation technique complétée par une spécialisation commerciale et possédant une expérience de 8 à 10 ans dans un poste à responsabilité technique ou commerciale de vente sur devis.

Adresser dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle à : Catherine VINCENT, SECIM - Service gestion des Cadres - 107, bd de la Misère-Marchand - 92400 Nanterre - réf. 00/14

MOYENNE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE

DANS LES EXTRAITS VÉGÉTAUX ET LEURS DÉRIVÉS

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

RESPONSABLE PRODUCTION

● Minimum 8 ans expérience fabrication industrie chimique, expérience industrie alimentaire appréciée.

● Il sera directement rattaché à la Direction générale.

● Lieu de travail : région AIX-EN-PROVENCE.

Adresser C.V. dit. man., photo, prêt. s/r 9488, à HAVAS MARSEILLE.

Nous sommes un plus grand fabricant de produits végétaux et leurs dérivés (100 personnes) travaillant dans une zone industrielle de 100 hectares.

● Capable d'assurer la production totale étendue au technique.

● Rémunération en fonction des compétences du candidat.

Écrire à la réf. 7.523 à l'adresse : 7, place Anthony-Poncet, 69288 LYON 02, qu'il

CHEF DE FABRICATION

Niveau ingénieur, expérience similaire exigée.

Écrire avec photo, C.V., prêt. s/r 9488, à HAVAS MARSEILLE.

85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

1 CHARGÉ DE MISSION

après avoir participé à la gestion, au suivi de dossiers techniques et à la commercialisation d'équipements à caractère public.

Convient à un homme d'action et de terrain, 25 ans minimum, formation ingénieur type génie civil complétée par formation de gestion. Expérience en entreprises publiques. Niveau de rémunération :

120 à 140.000 F par an suivant formation et expérience.

Poste à Valenciennes (Drôme). Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

HAVAS 1000, réf. 20787.

M.J.C. CHALONS-SUR-MARNE 51.

recherche

un animateur (trice)

secteur jeunesse - Ades. Salaire brut début 5.000 F.

Renseignements : M.J.C. VALLE-SAINTE-PIERRE, Rue J.-S.-Bach, 51000 CHALONS-SUR-MARNE.

Téléphone : 68-38-24 (26).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes H.E.C., E.S.S.E.C., Sc-Po, ESC, Sc-Eco...

Nous sommes le premier organisme français d'Études de Marché (650 personnes). Notre compétence, nos méthodes ainsi que la mise en place de produits nouveaux liés à des technologies nouvelles nous amènent à renforcer nos équipes et à recruter plusieurs hommes ou femmes capables d'atteindre avec ces objectifs. Nous leur proposons des postes de :

Conseil en Marketing

Une première expérience dans le domaine du marketing ou de la distribution sera un atout. Nous attachons aux qualités humaines : goût du conseil, disponibilité aux problèmes des interlocuteurs, initiative, sens de l'initiative et dynamique dans la recherche de nouveaux clients. Nous assurons une importante formation complémentaire pluridisciplinaire pour leur permettre de réussir.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser accompagnées d'une photo à Monsieur PILLAY, A.C. NIELSEN Company, 28, boulevard de Grenelle - 75015 PARIS.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

INGÉNIEURS ANTENNE CANADA

Cadres supérieurs et intermédiaires

Notre client, une compagnie canadienne réalisant la conception, la mise au point et la fabrication de systèmes de communication par hyperfréquences, de produits utilisés à l'aéronautique, l'aérospatiale, la marine au long cours et les chemins de fer, offre des postes stimulants et pleins de défis sur des sites d'engins spatiaux d'avant-garde pour les années 80 et 90.

La compagnie cherche à s'adjoindre des ingénieurs seniors ou intermédiaires pour la prise en charge de fonctions de surveillance technique et d'encadrement; ils auront à fournir leur expertise en ingénierie d'antenne pour les nombreux projets, études et soumissions en aérospatiale de notre client ainsi que pour le développement technologique.

Les candidats auront un diplôme d'ingénieur mécanique ou électrique (ou équivalent), de grandes qualités d'analyse et une solide expérience en ingénierie, de préférence dans la conception et le développement d'antennes d'engins spatiaux et de stations radio et/ou télévisées. Une expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants de la technologie des antennes sera considérée comme un atout certain :

- Antennes hyperfréquences
- Réflecteurs
- Rideaux
- Systèmes de liaison
- Techniques de lignes de transmission TEM
- Composants hyperfréquences

Les candidats pouvant se prévaloir d'une expérience dans la recherche et le développement technologique, le contrôle budgétaire, la planification et le contrôle technique de projets, la formation, les soumissions et l'administration seraient considérés pour ces postes en direction.

C'est une occasion très intéressante de contribuer au développement d'un chef de file mondial - une organisation prête à tirer profit des énormes possibilités d'expansion des années 80 et au-delà. Si vous pensez correspondre au type d'individu que nous devrions rencontrer pour le compte de notre client, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae détaillé, en toute confidentialité, pour arrangement un entretien préliminaire. Veuillez préciser le numéro de dossier SC035. Nous avons plusieurs postes disponibles dans divers endroits nord américains pour des personnes qualifiées en gestion ou en génie dans les domaines de l'aérospatiale ou des télécommunications.

ouest, rue Sherbrooke, bureau 100, Montréal, Québec, Canada, H2A 1E7 (514) 288-2787

telaero

CONSEILS SPÉCIALISTES
TELECOMMUNICATIONS
ET AEROSPATIALE

IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE RECHERCHES MINIÈRES

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIER

DÉBUTANT ADMIS

Responsable de l'instrumentation sur les chantiers, il assurera après formation initiale :

- l'installation, la mise en œuvre et la maintenance des appareils de mesure;
- le recrutement, la formation et l'encadrement de personnel technique;
- la gestion des matériels.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 1111 à HAVAS MARSEILLE.

Groupes internationaux

recherche pour la filière en

un technicien de maintenance

informatique niveau BTS ou équivalent, anglais courant

indispensable, expérience professionnelle minimum 5 ans

avec connaissance min. 6 ans

pour contracter environ deux ans.

Répondre avec références. Ex. s/r 8.742 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75008 PARIS

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

MAGAZINE PROFESSIONNEL

cherche

JOURNALISTE

spécialisé ou concepteur rédacteur (travail) pour animer rubrique marketing, comptes rendus, etc.

bon niveau publicitaire, ou très bon. Écrire à M. FERRON, 21, imp. Trullio, 92111.

La ville de Paris, 75001 Paris, 75001 Paris, 75001 Paris.

DOCUMENTALISTE

(licencié en droit) Salaire net mensuel 2.212,58 €

M. le Maire de Mantes-la-Jolie, 18, rue du Général-de-Gaulle, 94701 Mantes-la-Jolie.

Enseignant par correspondance, PROF. TECHNIQUE pour

correspondance, H.F., TV, Adr. C.V. à M. C. D., 10, rue de la

Rocheville, 94701 Mantes-la-Jolie.

POMPES

SIHI

un jeune

INGÉNIEUR

ENSI, INSA

un premier temps, il participera avec le service industriel à l'analyse et à la

production. Ensuite un deuxième temps, il sera chargé de la mise au

point de la conception et de la réalisation de la machine à

intégrer à une équipe de travail technique.

Si les candidats ont une carrière

de 10 ans ou plus, ils seront

recherchés par M. P. 41, 10, rue de la

Rocheville, 94701 Mantes-la-Jolie.

ASSOCIATION D'ÉCHANGES

INTERNATIONAUX

recherche

1 secrétaire bilingue ALLEMAND/FRANÇAIS avec

possibilité des connaissances en anglais ou en espagnol. Salaire

annuel brut : à partir de 72.000 F. Envoyer curriculum

vitae et photo à : C.V. à M. C. D., 10, rue de la

Rocheville, 94701 Mantes-la-Jolie.

LE CENTRE HOSPITALIER

D'ORLÉANS recherche

1 INFIRMIÈRE D.E.

pour services Urgences et

Maison de Cure Médicale. Pour tous renseignements

Tél. 907-78-38. Poste 1124.

Pour notre Département

Professions Libérales

recherche

JURISTE

et

FISCALISTE

Pour animation équipe,

disponible, environ expérience fiscale

si possible. Envoyer C.V. et photo à :

Comité C. D. E. 21, rue de la

Rocheville, 94701 Mantes-la-Jolie.

CHAÎNE DE BOUTIQUE

INFORMATIQUE

en pleine expansion

recherche

SECRÉTAIRE

COMMERC.

EXPÉRIENCÉES

niveau BTS ou DUT,

avec bonne connaissance

en comptabilité.

Poste à temps partiel, au sein

de l'équipe d'animation d'un point

de vente. Qualités de contact

et dynamisme nécessaires, ainsi

qu'une maîtrise de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae et photo à :

ORDRE 111, 53, av. de la Grande-Armée, 75016 PARIS.

INGÉNIEUR

DÉVELOPPEMENT

MICRO-INFORMATIQUE

Exp. HARD et SOFT

niveau BTS ou DUT,

Env. lettre manuscrite avec

C.V. et prêt. à M. CORBET.

d'Anthony (92160)

DIRECTEUR

Stage 16/18 ans.

Env. candid. à C.V. à :

U.C.A. de d'Anthony.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

En T-shirt

Les T-shirts pour hommes se suivent mais ne se ressemblent pas. Dans les grands magasins, chez les spécialistes ou les choisis. Attention aux modèles à une seule couture sur le côté, souvent dans les premiers prix, importés d'Extrême-Orient. On sait qu'il se déformera dès les premiers lavages et qu'ils s'entortilleront tortiller autour du corps. Désagréables à porter en été, ils sont encore à l'origine d'un dessin ou d'une inscription en transfert.

Les polos sont une forme d'été, qu'on trouve dans les magasins sportifs chez Nino Carli (27, rue Royale, 8^e, tél. : 265-68-72) qui a sponsorisé les tennismen J. Cochet et M. Villander. Il vient d'arriver un polo à leur attention. Ces polos en coton, à partir de 270 F, sont à coordonner avec des shorts en mélange de coton (1950 F) et aux abords (250 F). Les débardeurs, puis les débardeurs à manches courtes, même esprit et complétés de chaussettes, bobs, bandeaux, etc.

Ces polos à Spencer, les hommes cherchent à changer les vestes de sport en polyester et coton, aux rayures verticales effaçant la silhouette (à partir de 139 F). Les polos à rayures sont traités de la même façon (99 F), tandis que les « interlock » à l'horizontale. Les polos sont en coton à 100 F et en coton à 100 F et en coton à 100 F et en coton à 100 F.

Lyon-la-Part-Dieu : Reims, 55-55, rue de Vesles et Strasbourg, place Vauvray.

Après le chemisier, le pantalon. On voit Monsieur de l'été, habillé, hors du monde, à l'équipe du France du Mondial. Désormais, les pantalons lavables en gabardine, en polyester, en d'un amusant logo tricolore aux jambes croisées, sont les plus accessibles, à l'italienne, à l'extérieure. En marine, bordeaux, bleu dur ou chardron, le porter éventuellement avec une chemise à manches élastiques, à 240 F et à partir de 80 F, chez les boutiques de la rue de Paris et de la périphérie : Ed. 49, Saint-Michel (326-75-95) ; L'Éclair, Yann, Vélizy 2 et Lill 2.

En dernière minute, Arcus, principal fournisseur de la coopérative de la marine nationale, nous propose ses mocassins d'été à l'inspiration à l'antidérapante, adoptée par la plupart des grands navigateurs. Les peausses subissent un traitement imperméabilisant qui leur donne une souplesse au cuir. Ces mocassins sont en cuir, en toile ou en lin, avec lacets ou sans lacets, à l'antidérapante, adoptée par la plupart des grands navigateurs. Les peausses subissent un traitement imperméabilisant qui leur donne une souplesse au cuir. Ces mocassins sont en cuir, en toile ou en lin, avec lacets ou sans lacets, à l'antidérapante, adoptée par la plupart des grands navigateurs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

SERVICE NATIONAL

Recensement de la classe 1984

La ministre de la défense communique :

Les jeunes gens nés en juillet, août et septembre 1984 sont tenus de se faire recenser à la mairie de leur domicile au plus tard le 31 juillet 1982.

Cette démarche peut être effectuée par les intéressés eux-mêmes ou par leur représentant légal.

Une brochure relative notamment au choix de la date d'appel et indiquant les adresses des bureaux de service national, ou peuvent être demandés tous les renseignements de détail sur le service national, est distribuée dans les mairies au moment du recensement.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1111 HORIZONTALEMENT

I. Devrait, logiquement, être membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Façon pratique de l'assommoir. II. Milieu contre-indiqué pour qui recherche la Société ou la solitude. De l'or sur un tapis vert. Note. - III. Tranche d'hiver disparue dans le domaine de Lethé. Commande la répétition au théâtre. IV. amateurs d'in- V. lui un profond ressentiment. - IV. Région linsaire. Les sœurs qui l'ont la pète. - V. Endroit lumineux, elle mérite d'être suivie ; noire, elle vaut la chasse. Agitateur grec. - VI. Livre à un travail artistique ou à une action mercantile. Les porcs le sont au plus tard le 31 juillet 1982. VII. C'est le rôle de la forme d'avoir. Blanchit à la noirce. Participe passé. VIII. Sorte de dadas trousses. IX. Assommoir. Au bal, il intrigue ; dans les bois, il inquiète. - X. Pour Bordeaux ou Thonon pour Bordeaux. Les barreaux de nature à réjouir un détenu. - XI. Terme de mépris. Plus elle brille, plus elle a des chances de devenir étoile. Dénote un manque d'affection. - XII. Arrêter un acquiescent. En rade. Quand il vous dépasse, on est incapable de le suivre. - XIII. Ne gaspille pas ce qu'elle jette, au contraire. Les premières pièces qui sont connues. - XIV. Pour lui, le son n'est pas une question d'oreille. Sorti des portes. On peut y être séduit par un joli tendron. - XV. Se gausse parfois au contact des huiles. Abri. Chevalier ayant tourné la page, dans tous les sens du terme.

VERTICALEMENT

1. On y chasse le « canard » bien en hautbois qu'en plein chant. - 2. Trépidant, il est toujours très sec. Soudain. Fleuve côtier. - 3. Les chèvres et les grues partie de ses systèmes. On ne le vend jamais quand il est très cher. - 4. Peut le trouver même à Paris. - 5. Préfecture haut perchée. Long ruban. Copulative. - 6. Toujours satisfaites quand on leur présente l'addition. - 7. Général à qui Charles VIII dut le salut. Pour un oui ou pour un non. Portent

indifféremment la ou le. - 7. Note. Fumer énormément la cigarette. Les quinze invités. Moins de son environnement. - 8. Fait quelque chose en l'air. Quelqu'un qui s'est endormi. Sortes de dadas trousses. - 9. Le d'voir une chambre ne l'empêche pas de dormir sur le pavé. Point. Non apprécié. - 10. Ne peut faire que la mauvaise graine quand on la laisse. On peut le relever en la laissant. Il a son esprit. - 11. Participe passé. Petite. - 12. Réunions organisées ou non. - 13. Précepte la particularité de travailler sans se reposant. Oiseau qui s'élève. - 14. Pour y aller, il faut être de soi. Dommage obligant à l'égard d'une action au palais. - 15. Air vif du d'Aigues-Mortes. Arrête le feu ou répand la lumière.

Solution du problème n° 3230

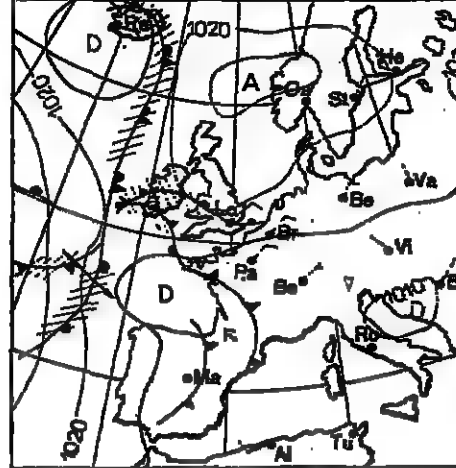
Horizontalement
I. Vinaigre. - II. Gris. Été. - III. Rente. Lol. - IV. Gris. Lac. - V. Ios. Out. - VI. Nîmes. Ion. - VII. Isère. Ors. - VIII. Signet. - IX. Emmèles. - X. Au. LN. Ni. - XI. Tesson.

Verticalement
1. Virginité. - 2. Isère. Mal. - 3. Nanisme. Mu. - 4. Arts. Erse. - 5. Ide. - 6. Lu. Gens. - 7. Relations. - 8. Etoc. Ors. Nô. - 9. Eisenstein.

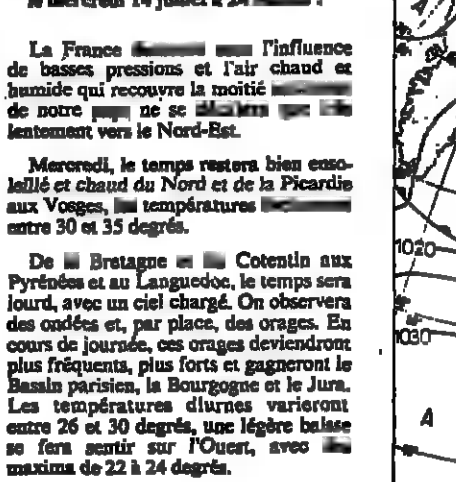
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.7.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.7.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



1 010,7 millibars, soit 758,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 juillet) : Ajaccio, 29 et 18 degrés ; Biarritz, 19 et 17 ; Bordeaux, 25 et 16 ; Bourges, 31 et 18 ; Brant, 23 et 14 ; Caen, 20 et 17 ; Cherbourg, 17 et 15 ; Clermont-Ferrand, 31 et 16 ; Dijon, 33 et 20 ; Grenoble, 33 et 18 ; Lille, 28 et 17 ; Lyon, 33 et 16 ; Marseille-Marganne, 33 et 23 ; Nancy, 30 et 17 ; Nantes, 24 et 16 ; Nice, 33 et 24 ; Pau, 22 et 17 ; Perpignan, 33 et 23 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 31 et 18 ; Tours, 27 et 17 ; Toulouse, 29 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

publié au Journal officiel des lundi 12 et mardi 13 juillet :

DES LOIS

Relative aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi du 30 juin 1967 relative à la Cour des comptes ;

Relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes ;

Relative aux conjoints d'artistes et de professionnels exerçant dans l'entreprise familiale.

DÉCRETS

Portant convocation des députés pour l'Assemblée nationale.

Modifiant le décret du 28 juillet 1971 portant règlement de procédure générale des armées.

UNE CIRCULAIRE

Relative à l'application des décrets du 10 mai 1982 relatifs aux pouvoirs des commissaires de la République de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements et dans les régions et aux relations de l'Etat en matière d'investissements publics.

BREF

FÊTES

EN CORNOUAILLE. - Le Festival de Cornouaille sera organisé à Quimper du 20 au 25 juillet. Les positions, annuaires.

1 bis, rue de Pont-l'Abbé, B.P. 77, 29103 Quimper, Cedex, tel. : (98) 55-53-53.

VIVRE A PARIS

LIBRAIRIE-CAFÉ. - Une librairie spécialisée en littérature anglo-américaine sera ouverte à Paris le 16 juillet.

Village Vaico, 6, rue Princeps, 75006 Paris, tel. : 633-36-47.

ON NE RIVALISE PAS AVEC UN TRAIN LANCE A 140 KM/H.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE.

PARIS EN VISITES

JEUDI 15 JUILLET

- De la place Louis-XV à la place de la Concorde, 11 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Leclercq.
- L'abjuration de Henri IV à Saint-Denis, 15 heures, M^{me} Leclercq, M^{me} Bouquet des Chaux.
- La mosquée, 15 heures, place du Puits-de-l'Ermine, M^{me} Hulot.
- Montmartre, 15 heures, l'église Saint-Pierre, M^{me} Leclercq (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le Louvre, 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
- De l'hôtel de Beauvais à celui de la Courtille, 15 heures, M^{me} Saint-Paul (Art et aspects de Paris).
- Salon de l'Hôtel de Ville, 15 h 30, 29, rue Rivoli (L'Art pour tous).
- Le Saint-Louis, 15 h 15, 4, rue des Célestins, M^{me} Barbier.
- La Péro-Lachaise, 15 heures, M^{me} principale, M^{me} Ragueneau.
- Les Invalides, 15 heures, métro Latour-Maubourg, M^{me} M... (Commissariat d'ici d'ailleurs).
- Le Saint-Louis, 15 heures, quai d'Anjou, M^{me} Ferrand.
- Saint-Germain-l'Auxerrois, 15 heures, M^{me} Louvre, M^{me} Hauller.
- Le Louvre, 21 heures, métro Saint-Paul, M^{me} Hauller.
- Le Saint-Louis, 15 h 30, métro Pont-Marie, M^{me} Jaslet.
- La mosquée, 15 heures, devant l'entrée, M^{me} Jaslet.
- Le Pont-Neuf et son environnement, 15 heures, Pont-Neuf, Henri-IV (Paris autrefois).
- La mosquée, 15 heures, place du Puits-de-l'Ermine.
- La Place des Vosges, 15 heures, 6, place des Vosges (Paris au siècle).
- Hôtels à jardins rue du Centre-Midi, 14 h 30, métro Vaseau (Paris pittoresque et insolite).
- Hôtels de l'Île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (Région de la Seine).
- Jardins, caves et Saint-Germain-des-Près, 14 h 30, 2, rue Mabilon, (Le Vieux Paris).
- De l'atelier de Delacroix à son dernier grand décor à Saint-Sulpice, 15 heures, métro Saint-Sulpice (Vues de Paris).

Températures à l'étranger : Alger, 32 et 25 ; Amsterdam, 27 et 17 ; Bonn, 31 et 18 ; Bruxelles, 29 et 15 ; Le Caire, 31 et 20 ; Les Canaries, 25 et 15 ; Coppenhague, 26 et 12 ; Dakar, 31 et 25 ; Djakarta, 41 et 26 ; Genève, 31 et 16 ; Jérusalem, 29 et 17 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 19 et 15 ; Luxembourg, 31 et 18 ; Madrid, 30 et 13 ; Moscou, 28 et 17 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 21 ; Rome, 29 et 20 ; Stockholm, 27 et 15 ; Tazart, 43 et 32 ; Tunis, 36 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EMPRUNT VILLE DE PARIS

Taux de rendement actuariel brut 16,72%

Emission à partir du 12 juillet

Clôture sans préavis

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

JUILLET 1982

PARIS EN VISITES

JEUDIS 15 JUILLET

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

De la place de la Vierge à la place de la Concorde, 11 heures, 21 rue de la Vierge, M. Delors.

SOCIAL

DANS LES ARDENNES

Des sidérurgistes de la Chiers mettent le feu au château de Buchères propriété de la Société des aciers spéciaux

Une centaine de sidérurgistes de la Chiers ont mis le feu, lundi 12 juillet, au château de Buchères, situé à Vireux-Molhain (Ardennes), où est logée la direction générale de la Société des aciers spéciaux de la Chiers (SASC), une sous-filiale d'Usinor employant neuf cents salariés et qui doit fermer ses portes d'ici à 1983.

Le château de Buchères, demeure de trois étages du début du siècle, où était logé, jusqu'au mois dernier, le directeur général de la Société des aciers spéciaux de la Chiers, M. Marcel Lenne, est situé dans un parc d'un hectare. Il appartient à la SASC, qui cherchait à le vendre (3 millions de francs) depuis deux ans, indique-t-on de bonne source.

ÉNERGIE

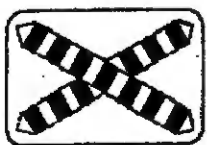
LES PRIX DU PÉTROLE ONT LÉGÈREMENT FLÉCHI SUR LES MARCHÉS LIBRES

Les compagnies pétrolières occidentales ont réagi prudemment à la suspension de la conférence extraordinaire des ministres de l'OPEP, survenue dimanche 11 juillet. Aucun affaiblissement n'était perceptible lundi 12 juillet sur le marché libre de Rotterdam où les prix ont cependant légèrement fléchi à 31,50 dollars le baril pour la qualité « arabe léger » dont le prix officiel est de 34 dollars. A Londres, où le gazole a fléchi de 4 dollars la tonne, les opérateurs estiment généralement que l'Arabie Saoudite va baisser de 1 ou 2 dollars par baril le prix de son brut.

A Wall Street, aux Etats-Unis, les valeurs pétrolières se sont aussi légèrement tassées.

ON NE SE MESURE PAS
A UN TRAIN
QUI A BESOIN DE 2 KM
POUR S'ARRÊTER.

AU PASSAGE A NIVEAU,
LE TRAIN D'ABORD.



SNCF

LA PREVENTION ROUTIERE.

« UN MÉTIER POUR RÉUSSIR »

M. Marcel Rigout lance une campagne pour l'insertion professionnelle de 100 000 jeunes

« Un métier pour réussir » : tel est le thème de la campagne que lance actuellement M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, en vue de mettre en place, à partir de la rentrée de septembre, un plan pour l'insertion de 100 000 jeunes sur le marché du travail.

L'objectif est ambitieux : le programme établi sur la base de l'ordonnance du 26 mars 1982 devrait faire en sorte qu'en 1985 tous les jeunes entre 16 et 18 ans aient acquis une formation sanctionnée par un diplôme. C'est loin d'être le cas à l'heure actuelle, a fait observer lundi 12 juillet M. Rigout. Sur les quelque 2 millions de chômeurs, plus d'un quart, soit 540 000 jeunes âgés de dix-huit à vingt et un ans est sans travail, dont plus de 60 % dépourvus de toute qualification professionnelle.

M. Rigout a annoncé que, dès le mois de septembre, les lycées d'enseignement professionnel pourront accueillir 20 000 élèves de plus que l'année précédente. Mais il s'agit surtout de mieux coordonner les efforts entre la formation, l'emploi et les technologies modernes.

Pour former les jeunes sans emploi, M. Rigout compte sur l'ensemble des partenaires sociaux et sur les

collectivités locales. Les maires serviront tout naturellement de centres d'accueil, assurant la liaison avec les organismes existants, tels que l'Agence nationale pour l'emploi ou l'Association pour la formation permanente des adultes. Mais il s'agit surtout, selon M. Rigout, de mettre en place une formation « qualitative », qui passe par la réinsertion des jeunes ayant quitté l'enseignement : non pas une requalification classique, mais un système de formations alternées — de six mois à deux ans — combinant des stages théoriques et des stages pratiques en entreprise.

Lors des récentes négociations au C.N.P.F., les syndicats ouvriers avaient demandé que soit annulée l'obligation faite aux employeurs de verser directement au Trésor 0,2 % de leur contribution obligatoire (1,1 % de la masse salariale) destinée à financer l'emploi des jeunes. M. Rigout n'a pas voulu donner de réponse sur ce point, mais il a réaffirmé « une mobilisation de toutes les forces concernées ». D'ores et déjà, on observe une concession au patronat : l'utilisation de la contribution des employeurs à la formation professionnelle dans le cadre des conventions pluri-annuelles va passer de trois ans à deux ans maximum.

ÉLECTIONS PRUD'HOMALES : CLOTURE DES LISTES A LA FIN DU MOIS DE JUILLET

Les élections prud'homales — environ quarante mille conseillers — fixées au 8 décembre, concernent quelque quatre millions de salariés et leurs deux millions trois cent mille employeurs. Avant le 31 juillet, les entreprises devront avoir remis à la mairie du lieu de l'établissement les formulaires d'inscription de leur personnel pour les listes électorales. Il y a cinq sections distinctes : industrie, commerce, agriculture, activités diverses et encadrement.

Cette formalité est strictement obligatoire pour les employeurs (des sanctions pénales sont prévues en cas de refus), qui devront en outre s'inscrire eux-mêmes sur des formulaires spécifiques. S'ils ne disposent pas des documents nécessaires, ils pourront s'en procurer dans les mairies ou dans les directions départementales du travail.

Les listes doivent être tenues à la disposition du personnel de chaque établissement quinze jours avant leur envoi. Tout salarié doit pouvoir les consulter pour contrôler l'exactitude des renseignements qui le concernent.

Quant aux demandeurs d'emploi, ils doivent s'inscrire eux-mêmes auprès de la mairie de leur lieu de domicile.

Tous les employeurs et salariés des établissements publics, industriels et commerciaux employés dans des conditions de droit privé doivent s'inscrire. Les fonctionnaires ne sont pas concernés par cette consultation (ils ont recours à des organismes paritaires pour résoudre leurs litiges avec l'administration), mais les salariés de toutes les entreprises nationalisées le sont.

(Publicité)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

(C. P. R. A.)

CHANTIERS POPULAIRES DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

Avis d'appel d'offres international de présélection

Un avis d'appel d'offres international de présélection est lancé pour la fourniture de machines destinées à la fabrication de parpaings, bords, tuiles, briques creuses et pleines et de carreaux de revêtement en terre stabilisée.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 200 DA à l'adresse suivante : C.P.R.A., 9, rue Alliane-Alboue, Ain Benian, Alger.

Les offres doivent être transmises sous double pli anonyme à l'adresse ci-dessus dans un délai de soixante jours à partir de la date de la première publication du présent avis.

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement comporter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION N° 04/82 ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre, pendant une période de quatre-vingt-dix jours après la date de clôture.

ÉTRANGER

DEVANT LES MINISTRES DES FINANCES DES DIX

M. Delors présente un programme européen de relance des investissements

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Favoriser la relance de l'investissement et pratiquer une politique commerciale commune plus déterminée, tels sont, selon M. Delors, les deux points sur lesquels la Communauté devrait choisir de progresser au cours des prochains mois. Le renforcement de la politique commerciale commune est nécessaire en raison de l'« agression caractérisée » des Etats-Unis. Celle-ci, selon le ministre de l'économie et des finances, choque tous les pays de la C.E.E. « Si aucun progrès n'est réalisé dans les relations avec les Etats-Unis, je suis personnellement partisan, comme M. Thorn, le président de la Commission, que la Communauté ne participe pas à la session ministérielle du GATT qui est prévue pour novembre. A quoi servirait-il en effet d'approfondir les règles du jeu si celles qui existent déjà ne sont pas respectées », a commenté M. Delors.

Mais, lors de la réunion des ministres des finances, qui s'est tenue lundi à Bruxelles, le ministre français a surtout insisté sur les actions à entreprendre pour relancer l'investissement. Le conseil européen a invité les ministres des finances des Dix à préparer des propositions concrètes sur ce thème. Elles devraient être arrêtées à la session d'octobre. M. Delors, dont l'analyse rejoint largement celle qui est faite par la Commission européenne, constate qu'il existe deux obstacles principaux à la reprise de l'investissement en Europe : d'une part la récession économique (elle dure depuis deux ans ; le marché n'est donc pas porteur, si bien que les entreprises n'ont guère de propension à investir) ; d'autre part, la différence de rentabilité entre l'investissement productif et le placement sur le marché des capitaux. On retrouve ici, note M. Delors, le problème des taux d'intérêt réels pratiqués par les Etats-Unis et qui donne le ton au reste du monde occidental.

Outre le phénomène des interventions des instruments financiers communautaires conçus pour favoriser l'investissement, tel le NIC (le nouvel instrument communautaire) (1), M. Delors propose un programme européen de relance des investissements en quatre points :

— Définir des normes communautaires. L'absence de ces normes constitue pour le ministre français de l'économie et des finances l'obstacle non tarifaire essentiel à la réalisation complète du Marché commun.

— Favoriser la coopération industrielle entre les entreprises des Dix. « Il existe des terrains solides pour la coopération industrielle au niveau européen », note M. Delors. Pour l'instant, la coopération vise à éviter la surenchère des aides dans les secteurs en difficulté comme la sidérurgie ou les chantiers navals. Il faut aller plus loin.

Le ministre a proposé à ses collègues que deux grands dossiers soient retenus comme terrain d'essai : celui des nouvelles techniques de l'information qui réunit les télécommunications, l'informatique et la micro-

électronique, et celui de l'automobile où, dans le contexte d'une concurrence internationale toujours plus vive, les économies d'échelles sont encore nécessaires.

— Dégrèver des crédits dans le budget de la Communauté, afin de pouvoir octroyer des bonifications d'intérêts aux entreprises qui investissent. Ce serait une manière de contrer la politique de taux d'intérêt élevés.

— Favoriser les petites et moyennes entreprises (P.M.E.), en ne se limitant pas à leur rôle classique, en veillant à leur accorder une place dans le développement des nouvelles technologies.

An cours du tour de table qui a eu lieu lundi, M. Schulman, le secrétaire d'Etat allemand aux finances, s'est apparemment montré sceptique quant aux possibilités effectives dans le climat actuel d'inciter les industriels à investir. M. Delors a répliqué que, précisément, la volonté politique, si elle était marquée avec détermination par les Dix, serait de nature à changer ce climat.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) NIC : le Nouvel Instrument communautaire, ou encore « facilité Ortolan ». Il s'agit de la possibilité donnée à la Commission, dans la limite pour l'instant de 2 milliards d'ECU, d'emprunter sur le marché des capitaux pour répartir les crédits ainsi rassemblés, à des entreprises désireuses d'investir. La France demande que, conformément aux orientations approuvées par le conseil européen de Londres, en novembre 1981, le plafond soit porté à trois milliards d'ECU.

ON N'AFFRONTÉ PAS
UN TRAIN
DE 800 TONNES.

AU PASSAGE A NIVEAU,
LE TRAIN D'ABORD.



SNCF

LA PREVENTION ROUTIERE.

AFFAIRES

LA RÉFORME DES CAISSES D'ÉPARGNE Un régime juridique vieux de cent trente ans

Le projet de loi portant réforme du statut des caisses d'épargne ordinaires (le réseau de l'Épargne nationale d'épargne, géré par les P.T.T.) devait commencer à être examiné par l'Assemblée nationale ce mardi 13 juillet. Il est issu des propositions de « démocratisation » élaborées ces dernières années par le parti socialiste, dont le chef de file en la matière est M. Dominique Taddei.

« Le groupe restreint qui dirige les caisses d'épargne n'a que trop duré », déclarait le 4 novembre 1981 à l'Assemblée nationale M. Taddei. Il posait ainsi officiellement le problème de la modification des statuts des caisses d'épargne, restés figés depuis cent trente ans dans un régime juridique très imprécis, notamment en ce qui concerne la nature même des caisses, et passablement sclérosés en ce qui concerne les conseils d'administration. A l'heure actuelle, et depuis 1854, les administrateurs, dont les fonctions sont bénévoles, sont purement et simplement cooptés parmi les notables locaux, cadres supérieurs, professions libérales (notaires, le plus souvent), patrons de l'industrie et du commerce, indéfiniment rééligibles.

Ce mode de désignation, qui présentait de réels avantages à l'origine, car il donnait aux conseils des caisses les indispensables garanties de compétence et d'honorabilité, est devenu désuet. La composition des conseils ne reflète plus suffisamment celle des forces vives de la nation, sans oublier le risque de vieillissement, bien qu'un effort récent ait été entrepris pour limiter ce risque. L'âge limite est de soixante-cinq ans : la moitié des administrateurs n'ont pas plus de soixante-huit ans, et l'âge moyen est compris entre cinquante-cinq et soixante ans pour les conseils de quatre cent soixante-douze caisses.

Deux nouvelles catégories d'administrateur

On n'en retient pas moins que ce mode de désignation, tout en ayant permis à de nombreux citoyens dévoués d'assurer une gestion fort convenable, a parfois des conséquences assez regrettables : nepotisme des administrateurs ou des présidents de caisse, à qui il arrive de faire entrer des parents ou des

député P.S. du Vaucluse, vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. La semaine dernière, M. Claude Pellat, président, depuis le début de 1979, de l'Union nationale des caisses d'épargne (UNCPE), qui présentait au conseil de cette union une motion hostile au projet de loi, a été mis en minorité et a dû démissionner.

Un troisième volet est constitué par le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CEN-CEP), chef du réseau, et son agent financier, dont le capital est détenu à 50 % par les caisses, à 15 % par les caisses d'épargne et à 35 % par la Caisse des dépôts. Le CEN-CEP est chargé de représenter collectivement les caisses, de prendre toutes mesures nécessaires à l'organisation au bon fonctionnement et au développement du réseau et, enfin, d'exercer un contrôle administratif. On aperçoit dans ce projet de loi le souci de donner aux quatre cent soixante-douze caisses (très inégales entre elles : certaines très grosses comme Paris, les Bouches-du-Rhône ou Nice, certaines très petites) une structure plus cohérente et plus centralisée, à l'image des mutualistes, Crédit agricole, Crédit mutuel, avec leurs échelons régionaux et nationaux.

Pour les caisses d'épargne, le seul ennemi est que, jusqu'à présent, le véritable fédérateur a été la Caisse des dépôts et consignations, qui recueille la plus grande partie des fonds déposés, et que toute décentralisation va se heurter à ce problème. Problème qui a toujours été délicat : le Trésor a, pour les caisses d'épargne, les yeux de Chimène, notamment pour financer les collectivités locales et, éventuellement, le déficit du budget national. Un autre ennemi est que les caisses des caisses sont loin d'avoir l'affection sociale des mutualistes, qui sont sociétaires à part entière. L'ampleur de la réforme motivera, sans doute, un certain nombre d'amendements lors des débats parlementaires, et la discussion ne manquera pas de mettre en relief tel ou tel aspect de cette réforme, beaucoup plus facile à voter qu'à mettre en œuvre.

FRANÇOIS RENARD.

Moraliser les petites annonces ?

C'en est fait de l'appartement « tout confort » qui a les toilettes sur le palier. On ne pourra, désormais, plus laisser libre cours à son imagination et proposer un chalet en Espagne en forme de coquille à peine aménagée. Le Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.), complétant son lexique, entrepris en 1974, vient de donner une signification précise à certains termes employés dans les petites annonces. L'année 1948 demeure l'année charnière : construit avant, la localité est « ancienne », après, elle est « récente ». Et si l'immeuble est qualifié de « neuf », c'est qu'il n'a jamais été habité.

De plus, un « cabinet de toilette » doit comporter... au moins un lavabo. Quant au « confort », le B.V.P. se contente des normes de l'INSEE : un W.C., une salle d'eau (et ce peut être une douche et non une baignoire), un coin-cuisine, le chauffage central.

Il reste aux propriétaires, aux locataires, voire aux acquéreurs tout comme aux agents immobiliers, à se pénétrer du sens de ce vocabulaire pourtant courant et à l'utiliser avec discernement. Peut-être le B.V.P. parviendra-t-il, à force de vigilance, à en imposer le respect...

LE S.N.P.M.I. VEUT DISCUTER AVEC LE GOUVERNEMENT

Les petits patrons « mettent leurs armes au vestiaire pour discuter ». Après la semaine d'actions menées à Paris qu'en province, M. Jacques Teissières, président délégué du Syndicat national des petites et moyennes industries (S.N.P.M.I.), a dressé, lundi 12 juillet, le bilan de ces manifestations, qui devaient s'achever le jour même.

« Nous sommes satisfaits d'un double titre, a remarqué M. Teissières : les manifestations se sont déroulées dans l'ordre, et un élan de solidarité spontanée avec les autres catégories socio-professionnelles est apparu sur le terrain. » Si les mesures d'assouplissement apportées au blocage des prix par M. Jacques Delors sont jugées encore « insuffisantes », le S.N.P.M.I. entend néanmoins entamer des négociations avec le gouvernement. Une réunion des partenaires sociaux doit avoir lieu le 15 juillet à Matignon. Les petits patrons se retrouveront, d'autre part, le 13 septembre pour un meeting national à la porte de Pantin.

RÉGIONS

Les comités économiques et sociaux avant la réforme

Conséquence de la réforme de décentralisation : les comités économiques et sociaux, assemblées consultatives des régions, vont voir leur composition profondément modifiée et seront mis en place, dans leur nouvelle manière, à l'automne prochain. C'est l'heure des

bilans, l'occasion de s'interroger sur ce que sont les responsables de ces assemblées peu connues et de soulever quelques-unes des difficultés que l'on devra surmonter pour donner aux élus locaux les moyens de leurs nouveaux pouvoirs.

Rhône-Alpes : morne bilan

Lyon. — Dans la région Rhône-Alpes, deuxième région économique française après l'Île-de-France, l'activité du comité économique et social entre 1974 et 1982 a été analysée, il y a quelques jours, par les conseil-

lers sortants dont peu sont assurés de trouver un siège. Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. ont bouclé cette journée-bilan au cours de laquelle les débats ont singulièrement manqué de relief.

On disait l'institution menacée. Elle sera conservée - avec des attributions à peine différentes - selon l'expression de M. Charles Mon-

De notre correspondant régional

treuil, industriel savoyard, président du C.E.S. Rhône-Alpes depuis son installation, en 1974, - mais avec une représentation sensiblement modifiée. Les salariés et les entrepreneurs devaient être représentés d'une façon paritaire. Les quelque 30 % de sièges restants seront attribués au secteur associatif. Autant dire que le « déséquilibre » en faveur du patronat, constamment dénoncé par les syndicats ouvriers, sera éliminé. Mais la mineure des pouvoirs dévolus à cette assemblée de réflexion incite à demeurer prudent pour l'avenir.

Le dernier rendez-vous du C.E.S. Rhône-Alpes s'est limité à la présentation monodécoupage des rapports d'activité des neuf commissions statutaires. Aucun débat, pas une seule interruption, trois heures de lecture d'un dossier minuscule qui proposait un « bilan » de huit années d'activité. La C.F.D.T. avait, au préalable, annoncé son intention de boycotter cette dernière manifestation publique. La C.G.T., qui était reve-

nue à la charge en début de séance pour réclamer à son tour un débat, n'a pas été entendue : ses représentants ont quitté la salle dès le début de la lecture des rapports.

Il n'est pas sûr que les absents ont eu tort. L'évocation répétitive de « la qualité des travaux » de l'assemblée ne pouvait convaincre à elle seule de son utilité. Le C.E.S. Rhône-Alpes a surtout valu par le sérieux et l'assiduité de son président - deux qualités reconnues par tous - et par les apports de sa commission « développement économique » présidée par M. Paul Domignon. C'est ainsi que le Fonds régional pour l'emploi, mis en place par l'établissement public régional, a vu son rôle se renforcer d'année en année. Le conseil régional reprenant en cela une proposition présentée par le C.E.S. a d'ailleurs admis que le tiers du budget de l'E.P.R. devrait, d'ici à 1985, être consacré au Fonds régional pour l'emploi, aux actions économiques du secteur agricole et aux opérations en matière de tourisme.

M. PIERRE TROUSSET A BLOIS

Un président « par hasard »

De notre correspondante

Blois. — On le dit arriviste : il se défend d'être ambitieux. On l'accuse d'être un homme de droite, voire réactionnaire : il s'élève qu'il fût volontiers avec la social-démocratie et que, longtemps, aux yeux des patrons, il a été tenu pour « un rouge ».

Arrivé en Loir-et-Cher en 1964, « par hasard », pour devenir directeur de l'entreprise de travaux publics « Veauv Gâtien Brun », après avoir quitté volontairement et Paris et une place d'ingénieur à l'Esso-Standard, M. Pierre Troussset a effectué dans la région du Centre, un parcours sans faute : d'abord président de la jeune Chambre Economique des patrons de Loir-et-Cher, puis aujourd'hui président de la chambre de commerce et d'industrie, du comité d'action économique de Loir-et-Cher et du comité économique et social (E.S.) de la région Centre, il est l'un des hommes les plus en vue.

Mais au parcours parfait de celui qui est devenu cinq fois président « par hasard », s'ajoute-t-il, il ne manque que la dimension politique. S'il a soutenu activement - on le lui a vivement reproché - la candidature de M. Giscard d'Estaing en mai 1981 (certaines personnes affirment l'avoir vu coller des affiches dans son petit village de Châteaufort, au sud de Blois), il n'a pas fait le saut : lorsque M. Pierre Sudreau, maire de Blois et député, a décidé en juin 1981 de ne pas être candidat aux élections législatives, M. Troussset a refusé le titre de « dauphin » que le député sortant lui proposait. Il n'a pas été candidat.

Giscardien sans fétre, patron qui ne sort pas de l'habituel moule patronal, M. Pierre Troussset hésite aujourd'hui entre l'indécision face à une situation économique qu'il voit se dégrader de plus en plus, et une certaine confiance face à certaines réformes.

Parce qu'il a, dès juillet 1981, applaudi à l'idée de la décentralisation : parce qu'il a, dans son entreprise (devenue l'entreprise Jean Lefevre, 1 200 salariés) signé un contrat de solidarité pour 84 emplois ; parce qu'on le voit deviser aimablement avec le Commissaire de la République de Loir-et-Cher dans les cocktails mondains de la Préfecture, ses bons amis - (il n'en manque pas) - ont dit qu'il avait « retourné sa veste ».

L'intéressé se râcle : certes, il ne sera pas un opposant systématique parce qu'il « respecte la légitimité du pouvoir » et qu'il se plaît à souligner que la démocratie s'est trouvée renforcée en France en 1981 puisque nos institutions ont permis l'alternance.

D'accord avec la politique fiscale

Il est d'accord avec le gouvernement sur les contrats de solidarité, et il en a donné la preuve, même s'il estime aujourd'hui qu'il ne faut pas aller trop loin dans ce domaine. Il est d'accord avec la politique fiscale : s'il paie beaucoup d'impôts et estime cela normal, il ne manque pas de glisser au passage qu'il a vécu à Saint-Ouen dans un deux pièces sans confort, et à Orléans dans une H.L.M., avant de connaître l'aisance qui est la sienne aujourd'hui.

En revanche, M. Pierre Troussset, quand il laisse parler le président du comité économique et social de la région Centre, ne cache pas sa déception : la décentralisation est selon lui une réforme manquée. Favorable à l'élection au suffrage universel des conseillers régionaux, il pense qu'il était nécessaire de maintenir le rôle des représentants socio-économiques : « Réduire le rôle des comités économiques et sociaux, dit-il, ne va pas dans le sens d'une véritable expression des régions. »

Jusqu'où ira donc cet homme qui affirme n'avoir jamais songé à laisser une trace derrière lui, mais qui tente d'infléchir la politique municipale menée par l'équipe de M. Pierre Sudreau : qui finance par la voie de la Chambre de Commerce et d'Industrie la radio locale lancée par le maire de Blois ; qui est partout et donne l'impression de vouloir toucher à tout ?

Il le dit et le répète : il n'est pas ambitieux. Mais qui sait, le hasard qui a déjà si bien fait les choses pourrait bien, un jour ou l'autre, le faire grimper plus haut encore. Après tout, M. Pierre Troussset n'a que cinquante ans, et la plupart des notables en place en ont déjà dix de plus.

BÉATRICE HOUGHARD.

D'autres initiatives sont à porter au crédit conjoint du C.E.S. et du conseil régional : Journées d'études sur le textile et la machine-outil, efforts pour la formation professionnelle, préoccupations pour éviter le saupoudrage des crédits en matière économique. En huit ans, 200 millions de francs ont été réservés aux actions économiques mais, a souligné M. Domignon, « il apparaît souhaitable de se préoccuper de l'efficacité de toutes les opérations qui ont été votées ». Ce qui implique, selon lui, « de disposer d'informations sur leur suivi ».

Le patron de Rhin-Rhône

M. Michel Arbault, un des cinq conseillers C.F.D.T., a relevé d'autres anomalies dans le fonctionnement du C.E.S. Ainsi, le fait que la commission ad hoc chargée d'étudier le dossier Rhin-Rhône ait pu être présidée par M. Daniel Doumain, le patron de la Compagnie nationale du Rhône, un organisme officiellement investi pour la réalisation - dont on n'ose plus avancer de date - du projet. En outre : il a dénoncé avec ses collègues le manque de moyens matériels alloués aux conseillers : pas de secrétariat, pas de téléphone. D'où la sensation éprouvée par les syndicalistes de n'avoir fait que du « coup par coup » sans « vue globale » de la région.

De son côté, la C.G.T. a avancé, hors séance, quelques idées concrètes : valorisation des ressources naturelles régionales, actions pour les loisirs et le tourisme populaire, efforts de recherche et d'innovation. Sera-t-elle mieux entendue par un conseil régional qui est resté de tendance modérée après les élections cantonales de 1982 ? Si, sur le fond, de lourds problèmes sociaux qui se posent à Rhin-Rhône (25 000 chômeurs en 1974, 150 000 en 1982) ne peuvent être résolus que par référence aux contextes politiques et économiques nationaux, voire internationaux, on est pour le moins en droit d'espérer une modification de la forme des débats des assemblées régionales.

Le préfet - commissaire - de région, M. Olivier Philip, a, comme invité du C.E.S., été plus nuancé dans ses appréciations : « Vous avez eu, a-t-il dit aux conseillers, une très grande influence dans les politiques sectorielles. Et vis-à-vis notamment innové en matière de logement et de tourisme (...). Le conseil régional a suivi avec attention vos travaux et vous devez dans le domaine de l'intervention économique. » Il avait commencé son intervention en soulignant : « l'influence certaine quoique difficile à identifier du C.E.S. sur la marche de la région ». On ne pouvait plus habilement parler...

CLAUDE REGENT.

AUTOMOBILE

Sir Michael Edwards, qui doit quitter la présidence de British Leyland à la fin de l'année, va prendre la tête du groupe Telecommunications Mercury. Récemment créé, Mercury est un consortium qui a obtenu du gouvernement britannique le droit d'entrer en concurrence avec la firme publique British Telecom dans le domaine des télécommunications. Sir Michael Edwards, d'origine sud-africaine, est président de la grande firme automobile nationalisée britannique depuis cinq ans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

METAL

A l'issue de la récente émission de 3 516 030 actions nouvelles, le capital social de la Société METAL est porté à F 586 005 000, divisé en 11 720 100 actions de F 50 de valeur nominale. L'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières - ERAP - ayant souscrit 3 508 188 actions nouvelles, se trouve désormais détenir 29,93 % du capital d'METAL.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Les marchés financiers

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÊTRE FRANÇAIS : « Un jour de vraie fièvre », par Jean Deas Breda ; « Un dessin pour le pays », par Olivier Guichard ; « Le gaullisme existe-t-il ? », par Pierre Lafont.

ÉTRANGER

3. LA GUERRE DU LIBAN ET SES RÉPÉRICTIONS DIPLOMATIQUES
4. EUROPE
— POLOGNE : le journal de l'armée lance un appel aux « militants raisonnables » de Solidarnosc.
4. ASIE
4. AFRIQUE
4. DIPLOMATIE
4-5. AMÉRIQUES
— Le Nicaragua dans l'œil du cyclone (II), par Marcel Niedergang ; La visite en France de M. Daniel Ortega.

POLITIQUE

6. La « débat » sur la réforme du statut de la capitale.
7. Le débat de censure à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

8. DÉFENSE : à l'occasion du 14 juillet, M. Mitterrand rend un hommage particulier à la marine en présidant une revue de trente-six navires devant Toulon.
— JUSTICE
— SPORTS.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

10. La sécurité en plongée sous-marine : le morsure des serpents ; cour et petite reine : un mariage de raison.

CULTURE

11. FESTIVALS : Dans : un entretien avec le chorégraphe François Verret ; Théâtre : *Romance of Mexico*, à Avignon.
14. RADIO-TELEVISION : les chiffres du C.E.O. seront rendus publics.

ECONOMIE

19. SOCIAL : dans les Ardennes, des défilés de la Chiers mettent la fau ou château de Buchères.
20. AFFAIRES : la réforme des cotisations d'épargne.
— RÉGIONS : les comités économiques et sociaux avant la réforme.

RADIO-TELEVISION (14)
INFORMATIONS
— SERVICES — (18)
Mode : « Journal officiel » ; *Météorologie* ; *Mots croisés*.
Annonces classées (15 à 17) ; Carnet (9) ; Programmes spectacles (12 à 14) ; Bourse (22).

Amnesty International a demandé au gouvernement de Madagascar de revoir les cas de plus de 3 000 personnes condamnées après la révolution de 1979 pour crimes commis sous l'ancien régime. L'organisation demande aussi la suppression de la loi d'ordre public qui permet la détention des prisonniers d'opinion.

OUVERT EN AOÛT POUR VOUS SERVIR DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE NOUVELLES COLLECTIONS
A partir de 1.350 F 3.000 francs
Lunettes draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS et MANTEAUX sur MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
22, r. 4-Septembre, Paris, Opéra
Tél. : 742-70-61
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

APRÈS LA MISSION SPATIALE FRANCO-SOVIÉTIQUE

Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry devaient être reçus par M. Mitterrand

C'est dans la tribune officielle, en costume de ville, que Jean-Loup Chrétien, le premier Français à avoir volé dans l'espace, et Patrick Baudry, qui, comme lui, a suivi l'entraînement des cosmonautes à la Cité des Étoiles, devaient assister, à Paris, au défilé du 14 juillet. Annonçant, ils auraient été reçus, en fin de matinée, à l'Élysée par le président de la République. Ils devaient aussi être reçus par le premier ministre. Le ministre de la recherche

et de l'industrie, M. Chevènement, sous la tutelle duquel est placé le Centre national d'études spatiales, qui a préparé le vol franco-soviétique, devait les accueillir, en fin d'après-midi, ce mardi 13 juillet.

Journée chargée donc pour les deux cosmonautes français, qui ont cependant accepté de répondre à quelques-unes de nos questions. Vivant tour à tour divers aspects de leurs conceptions communes.

Les cosmonautes français souhaitent être associés à un vol habité de longue durée

« Jean-Loup Chrétien, un vol de huit jours dans l'espace n'est pas un objectif. Si un deuxième vol devait avoir lieu, il devrait durer deux mois ou plus. En effet, ce premier vol de huit jours est l'entraînement qu'il a demandé nous permet non seulement de réaliser des expériences scientifiques de très haute tenue, mais également d'acquiescer une très bonne idée des problèmes liés aux vols spatiaux humains et de leurs solutions. Nous savons que les vols longs ont des contraintes différentes et que les expériences qu'ils permettent de réaliser, notamment dans le domaine médical, sont d'un intérêt encore plus grand. L'adaptation physiologique se poursuivait pendant

plus d'un mois et demi. Il serait donc très intéressant de profiter de l'expérience des Soviétiques dans ce domaine et d'acquiescer ainsi en très peu de temps une connaissance assez complète de ces deux types de vol.

— Quels seraient les conseils que vous donneriez aux scientifiques qui conçoivent les expériences que vous avez faites en orbite ? Si la mission que vous venez d'effectuer était à recommencer, quels changements voudriez-vous apporter ? Si vous faisiez partie des équipes concevant les futurs vaisseaux habités français ou européens, quelles seraient vos recommandations à vos yeux les plus importantes, que, lors de votre expérience, vous pourriez faire ?

— Il serait dommage de ne donner des conseils à qui que ce soit, car la mission que nous avons effectuée a été conçue pour répondre à nos besoins et à nos connaissances actuelles. Nous ne pouvons donc pas donner de conseils à qui que ce soit, car la mission que nous avons effectuée a été conçue pour répondre à nos besoins et à nos connaissances actuelles.

POUR ÉVITER UNE FORTE HAUSSE EN AOÛT

Le gouvernement devrait renoncer à l'application intégrale de la formule de fixation des prix des produits pétroliers

Les prix des produits pétroliers ont augmenté de 13 juillet de 7 centimes par litre. Cela porte le prix du litre de super, à Paris, à 4,43 F, de l'essence ordinaire à 4,11 F, le litre de gazole ordinaire à 3,37 F et celui du diesel domestique à 2,43 F. Ce mouvement, qui résulte de l'application partielle de la formule de fixation des prix, a été retardé de vingt-quatre heures pour éviter la fermeture de stations-service au cours du dernier week-end.

Le gouvernement, cependant, envisage d'allonger la période transitoire de mise en application de cette formule et donc de continuer de plafonner les hausses. L'entrée en vigueur intégrale de ce mécanisme de fixation des prix, prévu initialement pour le 12 août, entraînerait des augmentations de prix (de 15 à 25 centimes par litre) politiques difficilement explicables en période de blocage des prix et des salaires. Toutefois, les principaux dirigeants de l'industrie pétrolière ont remercié M. Mauroy le 12 juillet pour souligner que la non-répétition du prix du dollar sur leurs coûts avait accru leur déficit de 1,7 milliard de francs en juin et de 2 milliards en juillet.

Il y a, en effet, M. Chalusson, recevant M. Hervé le ministre délégué chargé de l'énergie, pour la signature des accords de paix d'un contrat de solidarité, le félicitait d'avoir enfin mis au point un mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers clair, simple et public. Comme le soulignait M. Hervé lui-même dans un article intitulé « Une politique pétrolière cohérente » (*Le Monde* du 23 avril).

Le blocage des prix et des salaires est venu annuler les bonnes intentions. Moins de deux mois après l'entrée en vigueur partielle de la formule, celle-ci devait être modifiée pour faire passer le prix du litre de super de 4,43 F à 4,58 F, soit une augmentation de 15 centimes. Mais la formule de fixation des prix des produits pétroliers, qui prévoit une augmentation de 15 centimes par litre sur les prix de référence, a été appliquée à la fois sur le prix du super et de la T.V.A. Et, en outre, elle a été appliquée à la fois sur le prix du super et de la T.V.A. Et, en outre, elle a été appliquée à la fois sur le prix du super et de la T.V.A.

Dès le 24 juin, M. Halbeher, responsable adjoint de la section économique du comité central du P.C., écrivait dans *L'Humanité* : « Il faut bloquer les prix des produits pétroliers pendant tout l'été... ». Bien entendu, cela nécessite de suspendre le mécanisme actuel de formation des prix qui favorise la constitution d'importants profits spéculatifs. Et la C.G.T. estimait que la formule de prix n'était « pas bonne » proposait, elle aussi, quelques jours plus tard, de « bloquer les tarifs de l'énergie ».

Un comité interministériel devra donc trancher prochainement entre trois solutions :

— Soit l'application pleine et entière, comme prévu, de la formule du 12 août ;
— Soit la poursuite, pendant la durée du blocage des prix et des salaires, d'une période transitoire au cours de laquelle les hausses continueront d'être plafonnées à 7 centimes par litre ;
— Soit la poursuite, pendant la durée du blocage des prix et des salaires, d'une période transitoire au cours de laquelle les hausses continueront d'être plafonnées à 7 centimes par litre ;

Le conseil des ministres

Le projet modifiant le mode de scrutin aux élections municipales a été adopté

Le conseil des ministres, réuni mardi matin 13 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a adopté le projet de loi modifiant les règles d'élection des conseillers municipaux. Cette réforme permettra de représenter les minorités dans les villes de trente mille habitants et plus dont elles étaient exclues jusqu'à présent en raison du système des listes bloquées. Elle permettra également de mieux représenter les minorités dans les autres communes où elles n'étaient qu'indirectement et souvent faiblement prises en considération à la faveur du passage et du vote préférentiel. En outre, cette réforme vise à dégager dans chaque commune une majorité réelle, « condition indispensable à la mise en œuvre de la plus grande unité au mode de scrutin. Celui-ci sera désormais le même pour toutes les communes de plus de cinq mille habitants, la distinction entre communes de plus et moins de trente mille habitants étant supprimée. Les conseillers municipaux seront désormais élus au scrutin de liste à deux tours selon un système mixte : un scrutin de

type majoritaire permettant à la liste arrivée en tête d'obtenir la majorité absolue des sièges ; et un scrutin de type proportionnel permettant la représentation des autres listes (cf. *Le Monde* du 13 juillet).

En revanche, le conseil des ministres a retiré de l'ordre du jour le projet de loi relatif à la ville de Marseille. Cet avant-projet prévoyait en effet un nouveau découpage électoral de Marseille, se traduisant notamment par une réduction (de huit à quatre) du nombre des secteurs électoraux dans cette ville. Le statut et donc le système électoral applicable à Marseille sera traité en même temps que le cas du statut de Paris. Ces deux cas feront l'objet d'un projet de loi commun qui sera soumis au Parlement à l'automne. Le statut de la commune de Lyon, à la différence de Paris et de Marseille, est inclus dans une communauté urbaine, fera l'objet d'un examen particulier dans le cadre de la décentralisation des grandes villes. Enfin, le projet supprime la faculté ouverte aux Français de l'étranger de s'inscrire dans la ville de plus de 30 000 habitants de leur choix.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 13 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

RÉGION GUYANE.
M. Claude Silbersain, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, est nommé préfet, commissaire de la République de la région Guyane, commissaire de la République du département de la Guyane en remplacement de M. Maxime Gonzalez.

HAUTES-ALPES.
M. Michel Blary, sous-préfet, directeur adjoint du cabinet du commissaire de la région Ile-de-France, commissaire de la République du département de Paris, est nommé préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Alpes en remplacement de M. Desiré Carli.

CREUSE.
M. Jean Buret, secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, en remplacement de M. Guy Figoullié.

GARD.
M. Guy Figoullié, préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, est nommé préfet, commissaire de la République du département du Gard, en remplacement de M. Jean-Claude Quoylet.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEIN-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEIN-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEIN-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

Le conseil des ministres

Le projet modifiant le mode de scrutin aux élections municipales a été adopté

Le cas de Marseille sera traité ultérieurement en même temps que celui de Paris

Le conseil des ministres, réuni mardi matin 13 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, a adopté le projet de loi modifiant les règles d'élection des conseillers municipaux. Cette réforme permettra de représenter les minorités dans les villes de trente mille habitants et plus dont elles étaient exclues jusqu'à présent en raison du système des listes bloquées. Elle permettra également de mieux représenter les minorités dans les autres communes où elles n'étaient qu'indirectement et souvent faiblement prises en considération à la faveur du passage et du vote préférentiel. En outre, cette réforme vise à dégager dans chaque commune une majorité réelle, « condition indispensable à la mise en œuvre de la plus grande unité au mode de scrutin. Celui-ci sera désormais le même pour toutes les communes de plus de cinq mille habitants, la distinction entre communes de plus et moins de trente mille habitants étant supprimée. Les conseillers municipaux seront désormais élus au scrutin de liste à deux tours selon un système mixte : un scrutin de

type majoritaire permettant à la liste arrivée en tête d'obtenir la majorité absolue des sièges ; et un scrutin de type proportionnel permettant la représentation des autres listes (cf. *Le Monde* du 13 juillet).

En revanche, le conseil des ministres a retiré de l'ordre du jour le projet de loi relatif à la ville de Marseille. Cet avant-projet prévoyait en effet un nouveau découpage électoral de Marseille, se traduisant notamment par une réduction (de huit à quatre) du nombre des secteurs électoraux dans cette ville. Le statut et donc le système électoral applicable à Marseille sera traité en même temps que le cas du statut de Paris. Ces deux cas feront l'objet d'un projet de loi commun qui sera soumis au Parlement à l'automne. Le statut de la commune de Lyon, à la différence de Paris et de Marseille, est inclus dans une communauté urbaine, fera l'objet d'un examen particulier dans le cadre de la décentralisation des grandes villes. Enfin, le projet supprime la faculté ouverte aux Français de l'étranger de s'inscrire dans la ville de plus de 30 000 habitants de leur choix.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 13 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

RÉGION GUYANE.
M. Claude Silbersain, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, est nommé préfet, commissaire de la République de la région Guyane, commissaire de la République du département de la Guyane en remplacement de M. Maxime Gonzalez.

HAUTES-ALPES.
M. Michel Blary, sous-préfet, directeur adjoint du cabinet du commissaire de la région Ile-de-France, commissaire de la République du département de Paris, est nommé préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Alpes en remplacement de M. Desiré Carli.

CREUSE.
M. Jean Buret, secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, en remplacement de M. Guy Figoullié.

GARD.
M. Guy Figoullié, préfet, commissaire de la République du département de la Creuse, est nommé préfet, commissaire de la République du département du Gard, en remplacement de M. Jean-Claude Quoylet.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

SEINE-ET-MARNE.
M. Pierre Verbrughe, directeur des personnels et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Jean Brachard.

La fête nationale

Les guerres du

Une évolution américaine ?

Washington en direct

Les troupes ont plié

Le P.O.L.P.

Les guerres du

Washington en direct

Les troupes ont plié

Le P.O.L.P.

Les guerres du

Washington en direct

Les troupes ont plié

Le P.O.L.P.

Les guerres du

Washington en direct